

Ces circonscriptions prêtes à basculer vers le RN

- Durant les quinze jours de campagne électorale, « Le Monde » propose une radiographie de cette France qui risque de virer à l'extrême droite
- Parmi les circonscriptions en passe de « renverser la table » : la 5^e du Loiret et la 6^e du Gard, à Uzès, où « les gens n'ont plus rien à perdre »
- Les quartiers populaires, à travers la stratégie de LFI axée sur la question palestinienne, constituent le premier thème de la série « Questions de campagne »
- Le point sur les investitures à La France insoumise, secouée par la purge des dissidents, et chez les partisans d'Eric Ciotti
- Olivier Faure appelle à l'union des progressistes. L'ex-premier ministre Lionel Jospin estime que « la gauche a fait son devoir »

PAGES 2 À 9 ET IDÉES P. 24-25

RÉCIT LES MACRONISTES SOUS LE CHOC

- C'est le directeur de cabinet de Matignon qui a informé Gabriel Attal de la dissolution
- Estomaqués, les proches d'Emmanuel Macron n'arrivent pas à comprendre

PAGES 6-7



Bruno Le Maire, ministre de l'économie, Gabriel Attal, premier ministre, François Bayrou, président du MoDem, et Stéphane Séjourné, ministre des affaires étrangères, lors de la conférence de presse d'Emmanuel Macron, à Paris, le 12 juin. LAURENCE GEAU/MYOP POUR « LE MONDE »

Comment les médias de Bolloré orchestrent l'alliance RN-droite

AUSSTÔT LA DISSOLUTION connue – Pascal Praud avait été mis dans la confidence par des conseillers du chef de l'Etat avant même le premier ministre –, ce fut le branle-bas de combat : le groupe de Vincent Bolloré mettait l'ensemble de ses médias au service de l'alliance entre le RN et Les Républicains. De CNews au JDD, de Paris Match à Europe 1, une force de frappe bien décidée à mettre en scène les affinités politiques de l'industriel breton. Le Monde fait le récit de cette mobilisation destinée à imposer

thèmes et tempo de la campagne qui s'ouvre. En ligne de mire, les « chefs à plumes » de LR qui « ne comprennent rien à rien », tout particulièrement à ce « programme commun de la droite » qui, comme l'a dit Philippe de Villiers sur CNews, permettrait à la France de « rester la France ». Pour parfaire le dispositif, Cyril Hanouna, déjà animateur de « TPMP » sur C8, commentera la campagne électorale sur Europe 1. Le titre de cette nouvelle émission : « On marche sur la tête ». PAGE 4

Entreprises

Réindustrialiser, une riposte fragile contre l'extrême droite

La dynamique RN existe dans de nombreuses villes pourtant concernées par le retour de la production industrielle

PAGES 14-15

Entretien

Ruf et Rodrigues : « La culture n'a aucun poids dans le débat public »

Les inquiétudes de l'administrateur de la Comédie-Française et du directeur du Festival d'Avignon pour l'avenir de la culture

PAGES 20-21

Argent

Le raz de marée des paris sportifs de plus en plus difficile à contrôler

PAGE 16

Médicament

Confusion autour du rachat du champion français Biogaran

PAGE 18

Agroalimentaire

Polystyrène : lobbying gagnant pour éviter l'interdiction

PAGE 13

Israël

A Ashdod, les certitudes de la droite israélienne

Reportage avec des partisans du gouvernement Nétanyahou à Ashdod, le plus grand port industriel du pays. A Tel-Aviv, en revanche, le samedi soir, des Israéliens se retrouvent pour dénoncer la politique du premier ministre

PAGES 10-11

VU PAR DILEM (ALGÉRIE)

CARTOONING FOR PEACE



ÉDITORIAL

DIPLOMATIE : UN G7 AFFAIBLI

PAGE 27

CONQUEST

Elegance is an attitude

LONGINES

*L'élégance est une attitude



Jean-Luc Mélenchon et les cadres de La France insoumise, à Paris, le 9 juin.
AGNÈS DHERBEYS/MYOP
POUR « LE MONDE »

Le Nouveau Front populaire gêné par LFI

Tout bouge vite à La France insoumise (LFI), fortement secouée ce week-end. Les quatre anciens piliers « insoumis », non investis vendredi soir par le mouvement pour les élections législatives du 30 juin et du 7 juillet, ont confirmé, dimanche 16 juin, qu’ils se représentaient. Les ex-députés de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière et Raquel Garrido, l’ancien élu de Marseille Hendrik Davi et Danielle Simonnet à Paris feront bien campagne au nom du Nouveau Front populaire. Or, ils affronteront des candidats investis par LFI. De quoi créer une certaine confusion dans l’esprit des électeurs.

Ces figures « insoumises », habituées des chaînes d’info, ont l’avantage d’être bien insérées dans le paysage médiatique, et continuent d’avoir le soutien de leurs partenaires de gauche. Lundi 17 juin, certains d’entre eux devaient s’afficher à Montreuil (Seine-Saint-Denis) lors de la réunion publique de soutien au Nouveau Front populaire, organisée par des personnalités de la société civile comme les économistes Julia Cagé et Thomas Piketty, la patronne de la CGT, Sophie Binet, ou la militante féministe Caroline De Haas.

Comme au temps de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), les ex-députés seront sur l’estrade avec la chef de file des Écologistes, Marine Tondelier, son homologue du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, et deux autres frondeurs « insoumis », eux réinvestis, Clémentine Autain et François Ruffin. Également écarté de l’investiture, mais moins connu, l’ex-élu de Rennes Frédéric Mathieu, qui demandait, comme ses camarades, plus de démocratie au sein du mouvement, a préféré jeter l’éponge.

Pendant que les bannis de LFI enregistraient dimanche leur candidature à la préfecture, l’ancien dauphin de Jean-Luc Mélenchon, Adrien Quatennens, adoubi par le mouvement malgré sa condamnation pour violences conjugales, renonçait à se présenter à Lille. « Je n’entends pas plus longtemps que ma candidature soit utilisée contre La France insoumise et le Nouveau Front populaire pour leur nuire », a-t-il justifié. La décision de l’ancien dauphin serait personnelle et non le fruit d’une demande du mouvement, soucieux d’étouffer les critiques, alors que les accusations de purge parasitent les

Le mouvement fondé par Jean-Luc Mélenchon a investi des candidats face à Alexis Corbière, Raquel Garrido, Hendrik Davi et Danielle Simonnet, qui restent décidés à concourir sous la bannière de la nouvelle alliance de gauche

efforts de Jean-Luc Mélenchon pour se montrer rassembleur et apaisant. Sur le plateau de France 3, le triple candidat à la présidentielle a promis avoir « découvert » la décision de l’ex-héritier. L’ancien sénateur socialiste s’est fait grandiloquent à son égard, exprimant sa « douleur » après la décision « extraordinaire » d’un homme « bon », « juste », « équilibré », qui n’a pas voulu « être une cause de désordre ».

« OBLIGATION DE COHÉRENCE »
Adrien Quatennens se serait-il épargné une déroute ? La campagne promettait d’être difficile, alors que, localement, le Lillois était sous la pression des socialistes, des écologistes, des communistes et, surtout, des associations féministes. En face de lui, la féministe Amy Bah avait décidé de se présenter, avec le soutien de la maire socialiste de Lille, Martine Aubry. Le renoncement de Quatennens ne l’a d’ailleurs pas fait changer d’avis. La juriste a décidé de se maintenir, et affrontera Aurélien Le Coq, à la tête des Jeunes Insoumis.es, autre proche de la direction du mouvement.

Concernant ses anciens compagnons de route, Mélenchon a justifié dimanche sur France 3 leur éviction par la nécessité de faire de la place pour « les milieux associatif et syndical », citant notamment Céline Verzeletti, de la CGT, qui sera en concurrence avec Danielle Simonnet dans le 20^e arrondissement de Paris. « Il n’y a pas d’investiture à vie chez LFI », a-t-il dit, rappelant avoir « rendu 100 circonscriptions », en référence à 2022, quand LFI avait obtenu 326 investitures dans le cadre de la Nupes. Se faisant beau joueur, il a même fait mine d’accepter sans barguigner la candidature en Corrèze de son ennemi de toujours, François Hollande, investi par le Parti socialiste. Il a assuré qu’il n’y avait même pas de place pour lui-même, comme s’il n’était pas tout-puissant au sein de son mouvement.

LA DIRECTION
DU PARTI A FAIT
SIGNER AUX
CANDIDATS POUR
LES LÉGISLATIVES
UNE « CHARTE »
RESTREIGNANT
LEUR PAROLE

Au même moment sur BFM-TV, Manuel Bompard, qui se représente à Marseille, ne s’embarrassait pas d’autant de précautions. Demandant aux « frondeurs » de « retirer leur candidature », il a aussi accusé Alexis Corbière et Danielle Simonnet d’avoir « voulu siéger dans un autre groupe que celui de LFI ». « Il ment. Bompard bredouille des arguments faux pour justifier une purge voulue par Jean-Luc Mélenchon », s’emporte Alexis Corbière auprès du Monde.

Ces derniers jours, le coordinateur de LFI a livré devant des militants une explication sans équivoque. « Vous ne pouvez pas avoir un groupe de députés qui participent à d’autres réunions stratégiques en dehors de LFI », a-t-il justifié, évoquant une « obligation de cohérence et de loyauté » que devait avoir, à ses yeux, tout élu « insoumis », « dans un contexte d’arrivée de l’extrême droite » au pouvoir.

LES MILITANTS SECOUÉS
Rejetant le terme de « purge », il a justifié les investitures de François Ruffin et Clémentine Autain, tout aussi critiques de Mélenchon, par le choix pour le mouvement d’avoir des « accords politiques » avec d’autres organisations. « C’est un mensonge absolu. Il n’y a eu aucun accord, aucune prise de contact », s’insurge Clémentine Autain, qui a créé au printemps un micro-parti, Emancipations, pour l’aider « dans [s]on activité », alors que le mouvement auquel elle reversait une part de son indemnité d’élue lui avait « fermé tous [s]es moyens » (comme son service de communication).

Depuis deux ans, les désaccords stratégiques persistent entre la direction de LFI et ces frondeurs, qui peaufinaient avec Marine Tondelier, Olivier Faure ou des membres du Parti communiste français, l’idée d’une candidature unique de la gauche pour 2027, autre que celle de Jean-Luc Mélenchon. Pas question pour LFI de s’accommoder de tels désaccords. La direction du mouvement a fait signer aux

candidats pour les législatives une « charte » restreignant leur parole et corsetant leur action. Tous ont dû s’engager, en cas de succès, à « respecter la discipline de vote du parti », « défendre le projet et la stratégie définie par LFI », « participer activement aux réunions de groupe », et surtout « soutenir le ou la candidate soutenu-e par LFI lors de la présidentielle de 2027 ». Autrement dit, à mettre de côté tout différend. Une « camisole », résume un « insoumis ».

En Seine-Saint-Denis, les exclusions ont secoué les militants « insoumis ». Ceux de la 9^e circonscription de Seine-Saint-Denis ont écrit à leur ex-députée, Aurélie Trouvé, membre de la direction de LFI, pour se dire « scandalisés » par la « purge opérée par la direction », alors même qu’Adrien Quatennens était reconduit. Ces militants de Romainville, Noisy-le-Sec ou du Pré-Saint-Gervais ont rappelé à l’ancienne coprésidente d’Attac lui avoir fait confiance pour faire obstacle aux « pratiques stalinienne », « brutales » et « stratégiquement ineptes », en cours, selon eux, dans le mouvement. Aurélie Trouvé a tenté de répondre sur Facebook, par un texte en forme de périlleux « en même temps ». Elle a à la fois justifié des « choix difficiles », qui ont un « sens politique ». Tout en affirmant « ne pas [en] partager certains ».

La campagne promet d’être difficile dans ces circonscriptions. Le PS, par exemple, ne compte pas soutenir le rival de Raquel Garrido, Aly Diouara, qui a tenu ces dernières semaines des propos ambigus, traitant notamment Raphaël Glucksmann de « sioniste ». « Ce n’est pas parce qu’on fait un accord qu’on doit se compromettre. Il y a des lignes rouges infranchissables », justifie le président socialiste du conseil départemental de Haute-Garonne, Sébastien Vincini.

A Massy, dans l’Essonne, LFI soutient Hella Kribi-Romdhane, qui vient d’annoncer sa candidature aux couleurs du Nouveau Front populaire. Or, cette dernière se présente contre Jérôme Guedj, dont elle est l’ex-suppléante. L’ancien député, cible d’attaques aux relents antisémites de la part de Jean-Luc Mélenchon, a, lui, décidé de ne pas candidater aux couleurs de la nouvelle alliance. Mais il reste investi par le PS, qui lui avait promis qu’il n’y aurait pas d’autres candidats à gauche. C’était compter sans les représailles de LFI. ■

SANDRINE CASSINI



Olivier Faure : « Il faut sortir de cette histoire des gauches irréconciliables »

Le premier secrétaire du Parti socialiste rappelle que le Nouveau Front populaire a l’ambition de rassembler tous les progressistes, au-delà des partis

ENTRETIEN

Le Nouveau Front populaire vit des premières heures agitées. Vendredi 14 juin, La France insoumise (LFI) annulait cinq investitures, dont celles d’Alexis Corbière, de Raquel Garrido et de Danielle Simonnet, critiques envers la ligne du parti. Dimanche, l’« insoumis » Adrien Quatennens, condamné pour violences conjugales, renonçait à sa candidature. Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste (PS), réagit.

Où en est le Nouveau Front populaire ?

Le Nouveau Front populaire *[NFP]* est un immense espoir qui se lève. En témoignent les dizaines de milliers de gens qui ont défilé en France ce week-end, qui refusent l’extrême droite et veulent renouer avec une autre vision, joyeuse, égalitaire, émancipatrice, fraternelle. Ce qui paraissait impossible il y a une semaine, devient de nouveau envisageable face à l’urgence et au danger de l’extrême droite. Maintenant, à chacun de se mettre à la hauteur du moment.

La non-investiture des cinq candidats La France insoumise fragilise-t-elle le NFP ?

Cette décision la dessert en créant un doute sur l’idée que le NFP puisse camoufler des règlements de comptes au sein d’une formation politique. Mais per-

sonne ne peut remettre en cause le NFP qui ne nous appartient déjà plus. Il n’est la propriété de personne ou, plus exactement, il est celle de tous ceux qui se rassemblent. Sur les marchés, les citoyens que je croise sont nombreux à me dire : « Protégez-nous de ce cauchemar si le Rassemblement national arrive au pouvoir. » Pour nombre de nos compatriotes, l’arrivée de l’extrême droite est une menace directe.

Avez-vous parlé avec Manuel Bompard, coordinateur de LFI, depuis le déclenchement de la polémique ?

Oui, dès vendredi soir. Je lui ai dit ce que je pensais de ces évictions. C’est certes le privilège de LFI de choisir ses propres candidats, mais aujourd’hui, avec le NFP, toutes les décisions des uns ont des conséquences sur l’ensemble. On ne se prive pas de talents parce qu’ils ne sont pas exactement dans la ligne.

Néanmoins, allez-vous faire campagne avec les exclus s’ils se présentent ?

Ils ont mon soutien, mon affection et mon amitié car ils ont été de tous les combats avec nous. Je partage ce qu’a dit *[le député LFI sortant de la Somme]* François Ruffin : « Les purgés doivent être soutenus, mais l’accord doit tenir. »

Pour quelle raison la durée de vie du NFP serait-elle plus longue que celle de la Nouvelle

Union populaire écologique et sociale ?

Parce que le NFP n’est pas la Nouvelle Union populaire écologique et sociale *[Nupes]*, qui était un accord entre partis politiques. Là, c’est différent. Nous devons produire de l’inédit. Au lieu d’un repli sur soi, il faut nous ouvrir à la société civile organisée : aux syndicats, aux ONG, au monde de l’économie solidaire, aux personnalités engagées, etc. Les partis structurent la vie politique, mais ne structurent plus la société elle-même. Le NFP, pour moi, ce n’est pas un partage entre quelques formations politiques, cela n’aurait aucun sens, ni assez de poids pour conjurer la montée de l’extrême droite. Nous devons nous dépasser pour retrouver une puissance comparable à celui du Front populaire de 1936.

Lorsque nous aurons une majorité à l’Assemblée, il faudra former un gouvernement qui mêle des personnalités issues du monde politique, mais aussi de la recherche universitaire, des associations, des syndicalistes... Pourquoi ne pas associer, par exemple, des représentants d’associations qui luttent contre la pauvreté ou des experts du GIEC *[Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat]* ? Nous devons avoir beaucoup d’ambitions, mais aussi la modestie de reconnaître que le niveau de l’extrême droite est aussi notre échec. Nous ne devons plus avancer seuls. Ni avant l’élection ni en-

suite dans l’exercice du pouvoir. *[Le président de la République, Emmanuel]* Macron a méprisé toute forme de dialogue avec la société. « Gilets jaunes », intersyndicale pendant la réforme des retraites, Nouvelle-Calédonie... Même la dissolution a été le fruit d’une décision solitaire. Jupiter, c’est fini !

Emmanuel Macron qualifie le NFP d’attelage contre-nature...

Le NFP couvre large, de Jean-Luc Mélenchon *[leader de LFI]* jusqu’à François Hollande *[ancien président de la République (2012-2017)]*, face à une menace qui peut créer de l’irréversible et menacer l’idée républicaine. Face au péril de l’extrême droite, aucun progressiste ne devrait faire la fine bouche. Personne n’est de trop dans ce combat. Chaque voix qui manquera deviendra une voix pour l’extrême droite. On n’a pas le choix. La candidature de François Hollande *[en Corrèze]* dit quelque chose de simple : toute la gauche se retrouvera toujours au rendez-vous du combat contre l’extrême droite. Il nous faut sortir de cette mauvaise histoire des gauches irréconciliables. Il y a toujours eu des divergences. Mais la gauche et les écologistes ont toujours su se retrouver sur l’essentiel.

Comment convaincre un électeur qui a voté pour Raphaël Glucksmann aux élections européennes de voter pour un candidat « insoumis » ?

Alors qu’il a dû supporter une campagne rude, avec des attaques de LFI qui ont pu confiner à l’irréparable, Raphaël Glucksmann *[vainqueur à gauche des européennes]* a fait le choix du NFP et a jeté ses rancœurs à la rivière. Il fallait une vraie grandeur d’âme pour accepter cette alliance large au sein du NFP. Sur le fond, chacun devra se référer à ce qui a été signé cette semaine sur l’Ukraine, le racisme antimusulman, l’antisémitisme. Concernant les accusations d’antisémitisme contre LFI, le seul projet auquel je me réfère est le projet NFP, qui refuse toute forme de faiblesse sur ce sujet. Et puisque aujourd’hui, tout le monde se réfère au Front populaire de 1936, rappelons que la si-

« LE PROFIL CLIVANT DE JEAN-LUC MÉLENCHON NE CORRESPOND PAS AU MOMENT [QUE VIT LE PAYS] »

tuation de départ n’était pas plus simple : le PCF *[Parti communiste français]* et la SFIO *[Section française de l’Internationale ouvrière, les socialistes de l’époque]* étaient dans un moment de tension extrême. Le PCF était né d’une scission de la SFIO au congrès de Tours, en 1920... A l’époque, le PCF était soumis au Kremlin... Eh bien, ils se sont unis et aujourd’hui, leur héritage est notre patrimoine commun.

Quid de l’incarnation du NFP ? En cas de victoire, la logique électorale enverrait un représentant de LFI, qui domine le NFP, à Matignon...

Que les futurs élus, au nom du NFP, choisissent collectivement, au lendemain de leur élection, le nom de celui ou celle qui ira à Matignon. Il faut rompre avec la logique présidentielle qui a fini par s’imposer à tous les étages. La notion d’équipe a disparu au profit d’une forme jupitérienne du pouvoir. Peut-on encore accepter que ce soit un individu qui détienne tous les leviers ? Le NFP ne sera pas la propriété d’une ou d’un seul. Aucune ambition personnelle ne doit s’imposer à notre ambition collective. Cette règle que je fixe aux autres, je me l’impose à moi-même. Assez de batailles égotiques !

Jean-Luc Mélenchon peut-il être celui-là ? Ou est-ce le moment de tourner définitivement la page du leader « insoumis » ?

Quel est le bon profil ? Une personnalité ayant la capacité à rassembler et à faire travailler l’ensemble de la coalition et une capacité à fédérer le pays autour d’une vision. Le pays est fracturé, « archipelisé ». Le profil clivant de Jean-Luc Mélenchon ne corres-

pond pas à ce moment. Jean-Luc Mélenchon l’a déjà admis, dimanche à la télévision, en reconnaissant qu’il n’était pas la solution et qu’il ne souhaitait pas devenir un problème.

Vos contradicteurs jugent le programme économique présenté par le NFP dangereux pour la France...

Le gouvernement va retrouver les vieilles ficelles pour disqualifier ses adversaires. Il me semble que la note de la France a été dégradée sous le gouvernement Attal. Est-il légitime à nous donner des leçons ? La gauche au pouvoir n’a jamais été dégradée par les agences de notation et cela ne l’a pas empêché de réaliser de grands projets comme les 35 heures, qui ont révolutionné notre rapport au temps. Sous Emmanuel Macron, ce sont 50 milliards d’euros par an qui se sont volatilisés sous forme de cadeaux fiscaux aux plus riches. C’est ce gouvernement qui a vidé les caisses.

Sa volonté inébranlable de ne pas taxer les superprofits est un scandale permanent. Comment expliquer aux Français qu’ils doivent se serrer la ceinture quand ils voient la fortune d’une poignée de nantis se démultiplier d’année en année ? Une fois au pouvoir, nous devons engager un dialogue avec les forces sociales et nouer un compromis utile avec le patronat pour lutter contre les inégalités, le dérèglement climatique, sans mettre en danger notre compétitivité.

Excusez-moi, mais on est en train d’oublier la puissance de l’extrême droite. C’est elle qui est en situation de l’emporter. Je constate que, depuis sept ans, le pouvoir en place a passé plus de temps à taper sur la gauche radicale, qui a fait 9,9 % aux élections européennes, qu’à combattre l’extrême droite, à 40 %. C’est quand même fascinant. La menace, c’est l’extrême droite. Aucun progressiste ne peut être dupe de ce qu’ils sont, de leur matrice originelle dont ils ne se sont jamais départis : leur racisme et leur antisémitisme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT TELO

« Les amis d’Eric Ciotti » alliés avec le RN, un ensemble hétéroclite

Le président des Républicains, banni par son camp, a investi 62 candidats, dont moins de la moitié étaient adhérents à LR

Avec 62 candidats investis, Eric Ciotti a fini par trouver de quoi habiller sa liste d’« union nationale » pour les élections législatives. Non sans mal. « *Il était à poil car on refusait de lui donner les documents internes* », confie un collaborateur démissionnaire après l’annonce d’un accord entre le président des Républicains (LR) et l’extrême droite. Signe de la précipitation et du désordre dans les investitures d’A droite, les amis d’Eric Ciotti – ainsi que les candidats se sont déclarés en préfecture –, aucune liste n’a été communiquée ni par le député des Alpes-Maritimes, ni par le Rassemblement national (RN) après le dépôt des candidatures, dimanche 16 juin.

Et loin d’avoir amené avec lui une part de LR, Eric Ciotti a plutôt dû solliciter de l’aide ailleurs pour trouver des candidats, dont moins de la moitié étaient adhérents de LR. Baroque, la liste reconstituée par *Le Monde* mêle d’anciens zemmouristes, des proches de l’eurodéputée (Reconquête !) Marion Maréchal, de vieux routiers de l’UMP, des chroniqueurs de CNews, un porte-parole de Donald Trump en France... et une ex-députée macroniste.

Exclu de son parti vendredi, mais toujours chef de LR pour la justice, le député des Alpes-Mari-

times devait amener une dizaine de députés sortants. La corbeille de mariage est légère avec M. Ciotti lui-même et sa voisine maralpine, la députée Christelle d’Intorni qui, selon une source à LR, avait entamé des discussions avec le RN local avant l’annonce de la dissolution.

Nombreux parachutages

Au milieu de cette nouvelle guerre des droites, on s’amuse des difficultés du sergent recruteur Ciotti « *qui s’est déjà ridiculisé auprès de ses nouveaux amis, Jordan Bardella et Marine Le Pen* », persifle Daniel Fasquelle, trésorier de LR « canal historique ». Quand, lundi 10 juin, le Niçois met sa jeune équipe dans la confiance de son choix historique, il leur propose aussi « *la circonscription de notre choix* », relate un des participants. Tous déclinent, sauf son chargé de mission Gaëtan Inard, qui se projette en Haute-Garonne.

Le président des Jeunes Républicains, Guilhem Carayon, sera, lui, candidat dans le département du Tarn, celui de son père, Bernard, un ancien du groupuscule violent d’extrême droite Groupe Union Défense (GUD). En une semaine, le fils Carayon s’est converti au « ciottisme » et a abandonné son champion, Laurent Wauquiez, devenu, selon lui, un « *chapeau à plumes* » comme les autres. Mais

le voir défendre l’union des droites ne surprend personne. Il s’entend très bien avec Pierre-Romain Thionnet et Stanislas Rigault, ses homologues du RN et de Reconquête !. En mars 2023, les trois avaient posé ensemble à la une du mensuel *Partisan* de « l’union des droites », *L’Incorrect*, sous ce titre : « Les jeunes coupent le cordon ».

Ils sont cinq du premier bureau politique du Tarnais, en 2021, à tenir la paire de ciseaux avec lui aujourd’hui. Candidat en Haute-Savoie, Quentin Taïeb est l’un d’eux. « *Je fréquente des militants du RN et je suis d’accord avec eux sur 90 % des sujets. Quand je militais à l’UNI* [syndicat étudiant de droite], *on était nombreux à défendre cette union* », explique cet ancien soutien de Xavier Bertrand lors de la primaire en 2021.

Mais trouver une soixantaine de candidats en moins d’une semaine demande un peu de souplesse géographique. De très nombreux candidats des « amis d’Eric Ciotti » ont été parachutés depuis Paris, où ils mènent une carrière dans le privé. Proche d’atterrir dans les Pyrénées-Atlantiques, Théo Michel a finalement trouvé son bonheur en Seine-et-Marne, une terre électorale plus proche pour ce conseiller municipal du 17^e arrondissement parisien. Un chef d’entreprise atterrit en Saône-et-Loire, un chroniqueur de télévi-

BAROQUE, LA LISTE MÊLE D’ANCIENS ZEMMOURISTES, DES PROCHES DE MARION MARÉCHAL OU DES CHRONIQUEURS DE CNEWS

sion à Belfort, un cadre de L’Oréal dans la Manche...

Pour trouver des candidats, Eric Ciotti a ouvert son carnet d’adresses à la page UMP (Union pour une majorité présidentielle). Il a sorti de sa retraite politique Michel Hunault, député entre 1993 et 2012 pour défendre son rassemblement des droites en Loire-Atlantique. A 76 ans, Jacques Myard, compagnon de route de M. Ciotti et de Thierry Mariani au sein de La Droite populaire, dans les années 2010, est investi dans les Yvelines pour briguer un sixième mandat (1993-2017).

Arnaud Dassier, fils de l’homme de télévision très à droite Jean-Claude Dassier, est également candidat après avoir mené les campagnes numériques de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, puis soutenu Eric Zemmour. Parmi les 62 candidats figurent d’ailleurs de

nombreux anciens soutiens du polémiste maurassien, candidat à la présidentielle de 2022. Ainsi, des proches de Marion Maréchal, parmi lesquels l’entrepreneur lyonnais Gérard Verny, investisseur au sein du média d’extrême droite *Frontières* (ex-*Livre noir*). Ou l’ancien sénateur apparenté Reconquête ! Sébastien Meurant.

Des intervenants de CNews

Les véritables prises à la droite sont rares et attribuées à Franck Allisio, chef de file marseillais du RN, plutôt qu’à Eric Ciotti. La plus significative, s’appelle Olivier Rioult, candidat à Marseille et jusqu’alors secrétaire général du groupe majoritaire de Martine Vassal (divers droite) à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Plusieurs intervenants de CNews, sur l’antenne de laquelle le rapprochement Ciotti-RN est vivement encouragé, ont aussi été investis. C’est le cas de l’éditorialiste climatosceptique Guillaume Bigot; de l’entrepreneur Sébastien Laye; de l’avocat pénaliste Philippe Fontana, pourfendeur du droit d’asile; ou de l’ancien magistrat Charles Prats, spécialisé dans les estimations fantaisistes de la fraude sociale en France.

D’autres candidats « ciottistes » rejoignent le RN après une carrière politique déjà riche en changements de maison. Le maire de

Cholet, Gilles Bourdouleix, avait déjà annoncé son rapprochement avec l’extrême droite après avoir connu plusieurs partis à droite. Typhanie Degois, élue députée macroniste en 2017, s’était rattachée au Parti radical avant de soutenir Marine Le Pen en 2022. La médiatique cuisinière Babette de Rozières a successivement soutenu Anne Hidalgo, Valérie Pécresse et Emmanuel Macron avant de rallier Jordan Bardella. Pour Adrien Mexis, candidat dans la Marne, c’est au contraire un retour à la maison puisqu’il fut directeur de cabinet de Stéphane Ravier, alors au Front national, après avoir milité pour Jean-François Copé.

Il manquait au casting un nom fleurant l’extrême droite la plus radicale, et les « amis d’Eric Ciotti » l’ont trouvé : en Meurthe-et-Moselle est investi Louis-Joseph Pecher, plus connu sous le nom de Louis-Joseph Gannat. Fils de Pascal Gannat, ancien responsable du Front national dans l’Ouest et intime de Jean-Marie Le Pen, ce courtier en assurances a emprunté pour l’occasion le nom de son épouse et associée. Il est le frère de Jean-Eudes Gannat, principale figure de la mouvance national-catholique en France, avec qui il fit de la politique et manifesta contre le mariage pour tous. ■

CLÉMENT GUILLOU ET ALEXANDRE PEDRO

Les médias de Bolloré, trait d'union entre la droite et le RN

CNews, Europe 1 et « Le JDD » usent de leurs synergies, jusqu'à dicter tempo et thèmes de campagne

F in d'après-midi, dimanche 9 juin. Pascal Praud, qui le matin même « *pariait* » dans *Le JDD* qu'il ne se passerait rien après la victoire du Rassemblement national (RN) aux élections européennes, apprend qu'Emmanuel Macron annoncera, dans la soirée, la dissolution de l'Assemblée nationale. Il a eu droit à une courte conversation avec le conseiller élyséen Bruno Roger-Petit, à peine sibyllin, puis avec l'ancien sarkozyste Pierre Charon. Et c'est ainsi que, vers 18 heures, avant même le premier ministre, Gabriel Attal, et la quasi-totalité des membres du gouvernement, le présentateur vedette de la chaîne d'opinion réactionnaire CNews devine que « *la dissolution est actée* ». « *Je ne l'ai pas dit, je ne l'ai pas tweeté* », se vante-t-il le lendemain à l'antenne.

Aussitôt, le groupe de Vincent Bolloré met l'ensemble de ses médias au service d'une alliance entre le RN et Les Républicains (LR). De CNews au *JDD*, de *Paris Match* à Europe 1, il joue depuis une semaine de ses synergies et des chambres d'écho de ses chaînes de télé, radio et journaux pour imposer thèmes et tempo de la campagne législative qui s'ouvre. Le 10 juin, a révélé *Le Monde*, le magnat des médias a reçu la visite du patron des LR, chez lui à Paris, boulevard de Montmorency (16^e), pour orchestrer son ralliement au RN.

Vincent Bolloré et Eric Ciotti déjeunent souvent ensemble – encore il y a peu. Mais l'industriel breton s'est imposé comme une figure semblable, aux Etats-Unis, au patron de Fox News, Roger Ailes, qui en 2016 avait porté sur scène la candidature de Donald Trump et le conseillait pour ses débats télévisés. Pour rallier le parti d'extrême droite, Eric Ciotti est venu chercher sa bénédiction plutôt que celle de Nicolas Sarkozy, qui n'a même pas été prévenu.

La campagne ainsi lancée, Laurence Ferrari (qui coiffa en septembre le nouvel hebdomadaire *JDNews*) se désole sur CNews du « *psychodrame* » créé dans l'état-major LR par l'annonce de cette alliance, alors que le RN a récolté

31,4 % des voix. Toujours sur CNews, Pascal Praud ouvre, lui, son « *Heure des pros* » par ces mots : « *Eric Ciotti a écouté ses militants, ça arrive parfois pour un chef politique*. » Refuser le pacte avec le RN, comme l'ont fait « *les chefs à plumes* » de LR, c'est confirmer, selon lui, que la « *pauvre droite française reste la plus bête du monde, déconnectée du terrain, sans courage, sans avenir, qui décidément ne comprend rien à rien, et surtout pas ses électeurs* ». Au passage, il tente de donner un nom de baptême à ce mariage : « *Le programme commun de la droite* », en miroir du Nouveau Front populaire de la gauche.

« **Cette brochette de caciques** » Au micro d'Europe 1, avec qui il est en contrat, le directeur des rédactions du *Figaro*, Alexis Brézet, a l'honnêteté de rappeler que seul un électeur LR sur deux soutient l'alliance entre droite et extrême droite. Mais lui aussi affirme que sans alliance avec le RN, LR est mort. Les arguments sont les mêmes que ceux de Pascal Praud : « *Le déchainement des anti-Ciotti est invraisemblable, cette brochette de caciques en rangs serrés, Gérard Larcher, Valérie Pécresse, Xavier Bertrand, Michel Barnier, Jean-François Copé, tous ces barons qui n'ont pas toujours enchaîné les triomphes* », raille-t-il, jeudi 13 juin.

Dans sa bouche, les « *chefs à plumes* » sont devenus des « *caciques* », mais le raisonnement est identique. « *On voudrait persuader les derniers électeurs LR de ne plus jamais voter pour ce parti, on ne s'y prendrait pas autrement* », déduit le directeur du journal détenu par la famille Dassault. Jamais cet ancien de *Valeurs actuelles*, partisan depuis toujours de l'« *union des droites* » (comme on l'appelait au temps du RPR et du FN) et admirateur de l'idéologue maurassien Patrick Buisson, ne s'était autant dévoilé. Au point de devoir rassurer dès le lendemain sa rédaction, en lui promettant que le quotidien conservateur ne donnerait pas de consigne de vote.

Les médias du groupe Bolloré ambitionnent d'être ceux « *où ça*

se passe », du moins à droite. Samedi, la dernière voix attendue chez LR est celle de l'ancien président Nicolas Sarkozy, membre du conseil de surveillance de Lagardère, dont M. Bolloré est le propriétaire. Fidèle à sa ligne, il critique l'alliance RN-LR de son ami Eric Ciotti (« *une erreur* », « *une absorption* », « *un constat de renoncement* ») qui condamnera le parti de droite à « *être le supplétif du RN* », mais choisit de le faire dans *Le JDD*. L'hebdomadaire dirigé par le zemmouriste Geoffroy Lejeune, préfère titrer sur le « *risque majeur pour le pays* » pris, selon M. Sarkozy, par le chef de l'Etat, plutôt que sur ce qu'il dit de Ciotti.

La chaîne a beau raffoler des clashes, aucun débat n'est organisé entre des élus LR en désaccord avec la ligne fixée par leur dirigeant. Non que l'idée n'en ait effleuré certains. Mercredi soir, Eric Ciotti est invité sur CNews, devant la présentatrice Christine Kelly. Ils se connaissent : l'animatrice a raconté qu'il l'avait sollicitée pour prendre la seconde place sur la liste de François-Xavier Bellamy.

Autre invitée, la sénatrice Agnès Evren se trouve, elle, dans un studio d'Europe 1, à vingt mètres de là, dans le même bâtiment. L'élue LR écume depuis vingt-quatre heures les plateaux pour étriller Eric Ciotti, sans « *plus aucune légitimité pour incarner la droite républicaine* », dit-elle. Un journaliste de la chaîne propose alors de la faire entrer par surprise face à Agnès Evren, et de lui offrir un micro. Scénario abandonné, officiellement pour raisons techniques.

Quand des happenings sont organisés, c'est pour favoriser les retrouvailles des extrêmes droites. Jeudi, Sarah Knafo, Sébastien Chenu et Eric Ciotti sont les invités

de « *Touche pas à mon poste* » (« *TPMP* »), sur C8. Cyril Hanouna appelle Jordan Bardella, et tend le téléphone à la nouvelle eurodéputée de Reconquête!. Sur le répondant du président du RN, la campagne d'Eric Zemmour lance devant plus de 2 millions de téléspectateurs un appel à un rapprochement, alors que le parti de Marine Le Pen a rejeté l'alliance : « *Jordan, on se connaît depuis qu'on a 17 ans, tous les deux on vient de Seine-Saint-Denis (...), une coalition est possible. Jordan, on y est prêts, la main est tendue, jusqu'à dimanche midi tout est possible*. »

Tous les coups sont permis

Pris de court comme le reste du pays, le groupe Bolloré met les bouchées doubles : à partir de lundi, Cyril Hanouna, qui devait clore la saison de « *TPMP* », commentera également la campagne électorale sur Europe 1, deux heures durant, dans une nouvelle émission taillée pour la circonstance, « *On marche sur la tête* ». Car le groupe de M. Bolloré ne se contente pas de défendre la nécessité d'une coalition entre la droite parlementaire et les extrêmes droites ; il performe, il agit, à la manière d'un parti politique.

A chaque média sa partition, mais tous les coups sont permis. « *Info Le JDD* (CNews) » : vendredi, Gauthier Le Bret, journaliste de CNews, affirme qu'« *en réaction à l'alliance encouragée par Eric Ciotti avec le RN, Gérard Larcher prend l'initiative de négocier un accord avec la majorité présidentielle* ». Voilà le président du Sénat obligé de démentir « *formellement les rumeurs inacceptables et fantasques qui circulent. Il n'y a eu ni rendez-vous secret ni arrangement de sous-main* ».

sement national [RN] ne passe pas ». Un message salué principalement à gauche, et qui a suscité des réactions irritées côté RN, telle celle du porte-parole, Julien Odoul, sur X : « *Le citoyen Marcus n'a jamais dit un mot pour exprimer sa tristesse quand Thomas, Lola et toutes les autres jeunes victimes ont été massacrées par la racaille. Ras-le-bol de ces donneurs de leçon privilégiés qui prennent les Français pour des imbéciles !* »

Samedi soir, dans un communiqué, la Fédération française de football a tenté de recadrer les choses en « *s'associ[ant] au nécessaire appel à aller voter* », tout en

« *souhait[ant] que soit comprise et respectée par tous sa neutralité (...), ainsi que celle de la sélection* », suggérant que le joueur s'était écarté de ce principe.

Une initiative commune

Dimanche, Kylian Mbappé est resté fidèle à l'esprit de ce communiqué, puisqu'il n'a mentionné explicitement aucun parti. Mais il a expliqué « *partager les mêmes valeurs que Marcus [Thuram]* » et « *[s]e range[r] avec lui* ». Avant de faire clairement référence au scrutin législatif et à la menace d'une victoire de l'extrême droite : « *J'espère qu'on va faire le bon*

LE GROUPE DE M. BOLLORÉ PERFORME ET AGIT À LA MANIÈRE D'UN PARTI POLITIQUE

Qu'importe, la fausse nouvelle crée un vent de panique chez LR. Comme à l'Elysée lorsque mardi matin, Europe 1 rapporte qu'Emmanuel Macron a évoqué l'éventualité d'une démission. Depuis l'Italie, le chef de l'Etat se dépêche de démentir. Il sera là jusqu'en 2027, jure-t-il. Car *Paris Match* aussi l'a déjà balayé. « *Gauche-droite, la nouvelle bataille* » : pour illustrer son titre de une, l'hebdomadaire a imaginé un photomontage. A gauche, Raphaël Glucksmann, Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel. A droite, Jordan Bardella, Eric Ciotti, Marion Maréchal. Et, au milieu, pas de président Macron. Effacé, invisibilisé. Déjà, en 2022, *Match* n'avait pas jugé bon de monter à la une sa réélection lui préférant, fait inédit, une photo du réalisateur Jacques Perrin, mort une semaine plus tôt.

Le « *parti* » de Bolloré accueille enfin ce qui ressemble à des consignes de vote. C'est sur Europe 1 que le chef de file de la droite républicaine aux européennes, François-Xavier Bellamy, vient dévoiler qu'en cas de duel de second tour le 7 juillet, il choisira « *bien sûr* » le candidat RN pour être le « *meilleur rempart contre La France insoumise* ». Certains journalistes du groupe, comme Guillaume Bigot, 54 ans, sont, eux, partis au combat électoral : l'éditorialiste de CNews, connu pour ses propos complaisants à l'égard de Vladimir Poutine, se porte candidat RN-LR dans

le Territoire de Belfort. L'avocat Pierre Gentillet, chroniqueur sur CNews, fondateur du Cercle Pouchkine, un think tank pro-Poutine, est candidat RN-LR dans le Cher. « *A condition de mettre au pas le Conseil constitutionnel, nous pourrions tout faire !* », disait-il en 2022.

Vincent Bolloré reste silencieux. Mais l'un de ses complices et de ses interlocuteurs réguliers, l'ancien ministre Philippe de Villiers (qui s'est vu offrir sa propre émission sur CNews), a peut-être exprimé le 14 juin ce que pense l'industriel breton, dans une sorte d'appel du 18-Juin totalement détourné, aux accents plutôt vichystes : « *On est en juin 40. Il faut que tous les Français comprennent que nous sommes au bord du gouffre. A la France qui veut rester la France, je dis ceci : ne vous laissez plus intimider, culpabiliser. (...) N'écoutez plus le parti de l'étranger, qui est à l'œuvre comme toujours*. »

Emporté par son élan, le Vendéen reprend mot pour mot la conclusion de l'appel de Cochin prononcé par Jacques Chirac et rédigé par Marie-France Garaud et Pierre Juillet en 1978 : une charge violente contre l'Europe et « *l'abaissement de la France* », presque l'acte fondateur du souverainisme. Dans la foulée, d'autres signatures de la maison Bolloré déroulent en plateau le même discours contre « *l'anti-France* », « *matrice* », selon le journaliste Alexandre Devecchio (*Le Figaro*-CNews), du Nouveau Front populaire version 2024. La formule utilisée par Charles Maurras puis sous le régime de Pétain pour cibler le juif, le protestant, le franc-maçon et l'étranger, ennemis de l'intérieur fantasmés, traites à la nation. ■

ARIANE CHEMIN
ET IVANNE TRIPPENBACH

L'appel au vote des footballeurs de l'équipe de France

Reprenant les propos de son coéquipier Marcus Thuram, Kylian Mbappé a pris position « contre les extrêmes », dimanche

DÜSSELDORF (ALLEMAGNE) -
envoyé spécial

Après Marcus Thuram, samedi 15 juin, le capitaine de l'équipe de France, Kylian Mbappé, s'est engagé dans la bataille des élections législatives, dimanche, lors d'une conférence de presse à Düsseldorf (Allemagne), à la veille du premier match de l'équipe de France dans l'Euro 2024, contre l'Autriche.

« *Je pense qu'on est dans un moment crucial de l'histoire de notre pays*, a énoncé Mbappé. *Il faut savoir faire la part des choses et avoir le sens des priorités : l'Euro a une*

place très importante dans nos carrières, mais on est des citoyens avant tout, et je pense qu'on ne doit pas être déconnectés du monde qui nous entoure, et encore moins quand ça concerne notre pays. » Il s'agissait, pour le capitaine des Bleus, de corriger certaines prises de parole de ses coéquipiers plus tôt dans la semaine, qui avaient pu paraître déconnectées de la situation politique française.

Par la suite, plusieurs joueurs avaient rectifié le tir en incitant à aller voter, avant que Marcus Thuram ne s'engage de façon beaucoup plus marquée, samedi, appelant à « *se battre pour que le Ras-*

semblement national [RN] ne passe pas ». Un message salué principalement à gauche, et qui a suscité des réactions irritées côté RN, telle celle du porte-parole, Julien Odoul, sur X : « *Le citoyen Marcus n'a jamais dit un mot pour exprimer sa tristesse quand Thomas, Lola et toutes les autres jeunes victimes ont été massacrées par la racaille. Ras-le-bol de ces donneurs de leçon privilégiés qui prennent les Français pour des imbéciles !* »

Samedi soir, dans un communiqué, la Fédération française de football a tenté de recadrer les choses en « *s'associ[ant] au nécessaire appel à aller voter* », tout en

choix et j'espère qu'on sera encore fier de porter ce maillot le 7 juillet. (...) Je suis contre les extrêmes, contre les idées qui divisent. (...) Je n'ai pas envie de représenter un pays qui ne correspond pas à nos valeurs. Je pense et j'espère qu'on est tous dans le même cas. » Une telle prise de position n'est pas sans précédent. Avant le second tour de la présidentielle de 2002, auquel avait accédé Jean-Marie Le Pen, les « *joueurs de l'équipe de France* » avaient publié un communiqué – sans mention du nom des signataires – pour condamner « *les notions résurgentes d'exclusion et de racisme* » et jugé « *intolé-*

rables et indéfendables des attitudes dangereuses pour la démocratie comme pour les libertés, particulièrement dans une France multithnique et multiculturelle et justement riche de ses diversités ». Plusieurs d'entre eux s'étaient exprimés individuellement.

Au-delà de son intervention, Kylian Mbappé a annoncé une initiative commune des joueurs français « *très bientôt* », notamment « *pour protéger les plus jeunes, (...) que [les joueurs] ne vous donnent pas l'impression qu'ils s'en foutent, parce qu'il n'y a personne qui s'en fout dans l'équipe* ». ■

ALEXIS DELCAMBRE



Lionel Jospin : « La gauche a fait son devoir »

L'ancien premier ministre socialiste estime que convoquer maintenant des législatives « n'est pas responsable »

ENTRETIEN

L'ancien premier ministre socialiste Lionel Jospin (1997 à 2002) revient sur la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Emmanuel Macron. Il dénonce « l'arrogance » et la « légèreté » du président de la République, dont la décision est de nature à mener le Rassemblement national au pouvoir. Et salue la constitution du Nouveau Front populaire.

Le président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale...

Il en a le pouvoir. Mais une décision d'une telle importance ne peut se prendre à la légère. L'article 12 de la Constitution impose au président trois consultations qui, si elles ne lient pas les mains du chef de l'Etat, sont faites pour l'éclairer. Or, le premier ministre, le président du Sénat et la présidente de l'Assemblée nationale ont été hostiles à cette dissolution. Une fois de plus, Emmanuel Macron a décidé seul.

Ces avis sont consultatifs...

C'est vrai. Mais puisque ces avis ont été négatifs, le président pouvait se donner le temps de peser les risques qu'il faisait prendre au pays. Au lieu de cela, il s'est pressé. Et, plus grave : il entraîne les Français dans sa précipitation. Le président dit qu'il donne la parole au peuple, mais nos concitoyens vont devoir prendre des décisions lourdes dans un délai très court. La campagne va durer moins de quinze jours. Ce n'est pas raisonnable.

Cette décision s'imposait-elle, au vu de l'absence de majorité absolue à l'Assemblée et du résultat des élections européennes, comme le prétend le chef de l'Etat ?

Le premier argument est faible. D'autres dirigeants ont su, dans le passé, gouverner avec une majorité relative. Le président aujourd'hui n'y parvient pas, peut-être par inexpérience, et surtout parce qu'il ne sait pas dialoguer. De ce point de vue, la dissolution est un aveu d'échec. Le second argument est inquiétant. Oui, il y a eu une poussée du Rassemblement national, mais elle s'exprimait dans l'espace européen. La prochaine élection nationale se situait dans trois ans. En convoquant les élections législatives, le président offre au Rassemblement national l'occasion de briguer le pouvoir en France. Ce n'est pas responsable.

On a beaucoup dit que la dissolution prononcée par Jacques Chirac en 1997 était une dissolution de convenance. Diriez-vous de même de celle-ci ?

Cette fois, j'invoquerais plutôt l'arrogance et la légèreté. Car il ne suffit pas de surprendre pour devenir le maître du jeu. Le président Chirac l'avait expérimenté en son temps. Toutefois, en 1997, l'alternative, c'était la gauche plurielle. L'extrême droite était une préoccupation mais non pas une menace. Une fois élu, le président d'alors avait renié sa promesse de lutter contre la fracture sociale pour mener une politique économique orthodoxe et injuste. Les Français se sont détournés de lui. Nous avons gagné les législatives et gouverné cinq ans, plutôt bien.

Aujourd'hui, le Rassemblement national fait visiblement moins peur aux Français qu'il y a vingt ans...

Déjà, à l'époque de Jean-Marie Le Pen, je ne disais pas que le

Front national était un parti fasciste. Mais le Rassemblement national est tout aussi dangereux que son devancier. C'est le parti d'un clan. Il est nationaliste, xénophobe, et nombre de ses propositions heurtent nos principes républicains. Sur le plan international, ses dirigeants sont prêts à pactiser avec Vladimir Poutine. Sans parler des doutes que l'on peut avoir sur la capacité des deux principaux responsables du RN à maîtriser les problèmes économiques et sociaux du pays. Le fait que ce mouvement se « respectabilise » et avance masqué ne l'empêche pas d'être dangereux.

Dénoncer le « danger fasciste » n'est-il pas juste ?

Il n'est pas nécessaire d'invoquer le fascisme pour mettre en garde contre le Rassemblement national. Jamais sous la République la France n'a été gouvernée par un parti d'extrême droite. En 1940, c'est sous la botte de l'occupant nazi que le régime de Vichy a imposé sa « révolution nationale ». L'identité de la France, c'est la République et ses valeurs. L'extrême droite est étrangère à l'identité historique de notre pays.

La gauche a annoncé une union avec le Nouveau Front populaire. Qu'en pensez-vous ?

Dans la situation présente, la gauche fait son devoir. Emmanuel Macron est impopulaire. Son parti, Renaissance, n'a pas de véritable existence et va sans doute perdre nombre de députés. La force de résistance va manquer de ce côté-là. Le parti de la droite classique, Les Républicains, est en pleine crise, sous l'effet de la démission de son président, l'indécent M. Ciotti. Sa capacité à faire barrage s'est donc réduite. Le Nouveau Front populaire est une des digues contre lesquelles peut se briser la vague. Il est sain que, malgré des divergences connues, La France insoumise (LFI), le Parti socialiste, le Parti communiste et Les Ecologistes aient signé l'accord récent. Et je me réjouis que Raphaël Glucksmann, qui vient de faire une belle campagne européenne, ne soit pas resté à l'écart.

L'alliance a été immédiatement vilipendée par le camp présidentiel...

C'est un réflexe pavlovien. Déroulons le film des deux quinquennats. En cherchant systématiquement, par la pratique du débauchage, à affaiblir les deux partis qui structuraient le paysage politique français sans même se soucier de leur substituer une force politique vivante ou de bâtir des coalitions stables, le président Macron a ouvert l'espace au Rassemblement national. Il permet maintenant à ce parti d'extrême droite de frapper aux portes du pouvoir. Battons-nous, calmement et démocratiquement, pour qu'elles restent fermées. Quant au camp présidentiel, au lieu de vilipender une alliance qu'il nous conduit à renouer dans l'urgence, il ferait mieux de tempérer l'égoïsme de son chef.

Avez-vous le sentiment que cette alliance est dominée par La France insoumise ?

Une inflexion s'est amorcée au sein de la gauche et des écologis-

tes. On en voit les signes dans l'accord signé. J'aime que son préambule commence par ces mots : « Nous en finirons avec la brutalisation. » Ou encore par cette phrase : « Nous chercherons un chemin d'apaisement en France. » Cette évolution du ton est bienvenue. Au reste, si les candidats du Nouveau Front populaire sont uniques, ils seront divers selon les circonscriptions. Sur ce point, un rééquilibrage a été opéré. En outre, si l'on considère le contenu de l'accord, de sérieuses évolutions apparaissent. Par exemple, le soutien à l'Ukraine et la fourniture d'armes contre l'agression russe sont clairement affirmés. L'antisémitisme est fermement réprouvé. Il y a un changement d'état d'esprit.

Jean-Luc Mélenchon doit-il être premier ministre si le

« LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OFFRE AU RASSEMBLEMENT NATIONAL L'OCCASION DE BRIGUER LE POUVOIR EN FRANCE »

Nouveau Front populaire devenait la première force politique de l'Assemblée nationale ?

Si cette nouvelle alliance devenait majoritaire, le premier ministre devrait être celui – ou celle – qui serait le plus apte à rassembler et à gouverner.

Cinq députés sortants de LFI, récemment écartés de l'investiture, dénoncent une « purge ».

Qu'en pensez-vous ?

Dans l'histoire, le mot purge renvoie à un autre temps, celui du stalinisme. Pour ma part, et aujourd'hui, je n'aime pas les mises à l'écart de ceux qui ont déplu.

Le camp présidentiel fait campagne sur le risque que ferait peser sur l'économie française la gauche au gouvernement. Qu'en pensez-vous ?

Le risque, c'est la politique d'Emmanuel Macron qui le fait courir. J'ai connu hier un gouvernement qui a qualifié la France pour l'euro – je parle de monnaie et non de foot – sans mener une politique d'austérité, qui a fait passer le déficit budgétaire sous les 3 % et la dette sous les 60 % du produit intérieur tout en créant 2 millions d'emplois et en conduisant une réelle politique so-

cialie. La gauche au gouvernement n'est pas un risque pour l'économie et elle peut être une chance pour la société. Ce n'est pas sous mon gouvernement mais sous l'actuel que la note de la France a été dégradée.

Vous-même, comment envisagez-vous votre rôle dans cette situation compliquée pour le pays ?

Je ne suis plus un acteur de la vie politique. Je ne vais pas devenir son commentateur. Je peux être un accompagnateur, mais pas de n'importe qui ni pour n'importe quoi. En ce moment crucial, j'accompagne volontiers ce que tente de faire la nouvelle alliance à gauche. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
SANDRINE CASSINI
ET NATHALIE SEGAUNES

Pourquoi une annonce aussi longue quand tout ce qui vous intéresse, c'est : “Est-ce qu'on est bien pris en charge ?”

Parce que chez MGEN, prendre en charge les agents du service public, c'est :

être présent sur tout le territoire avec nos 130 agences et espaces d'accueil, connaître leurs attentes spécifiques en fonction des exigences de leur métier, être fiable et solide depuis plus de 75 ans maintenant, porter les valeurs du service public qui leur sont chères, dédier 4000 collaborateurs à l'écoute de leurs besoins, enrichir la complémentaire santé d'une offre de soins dans nos 1700 établissements de santé, inventer sans cesse pour eux des solutions de santé et de prévoyance, mener plus de 1000 interventions en prévention santé et qualité de vie au travail par an, et bien sûr, les rembourser en 72h.



Vous auriez raison de choisir la première mutuelle des agents du service public*.



On s'engage mutuellement

*MGEN, membre du Groupe VVJ, est une mutuelle immatriculée sous le n° SIREN 776 685 389 et soumise au livre II du code de la mutualité, et la première mutuelle en cotisations santé individuelle. Classement Agur de l'assurance, oct 2023. Crédit illustrations : Camille Hunca.

Dissolution : récit de ces heures où Macron a ouvert la boîte de Pandore

L'annonce de la décision du chef de l'Etat de dissoudre l'Assemblée nationale a mis l'appareil d'Etat en apesanteur. Déboussolés, les élus macronistes oscillent entre colère, inquiétudes et désir de sauver leur place dans cette campagne qui s'annonce difficile

RÉCIT

Un doux soleil caresse la pelouse de Matignon, impeccable. Tous les jours, un robot tondeuse blanc, aveugle et silencieux, la sillonne lentement, dans un mouvement hypnotique. A droite, à gauche. En long, en large. D'un côté, puis de l'autre. En ce jour de vote, dimanche 9 juin, Gabriel Attal et ses proches conseillers se sont repliés dans le pavillon de musique, au fond du jardin, où le premier ministre a installé ses quartiers en arrivant à Matignon, le 9 janvier. Sa «*meute*» – son directeur de cabinet, Emmanuel Moulin, sa directrice de cabinet adjointe, Fanny Anor, son chef de cabinet, Maxime Cordier, son conseiller affaires réservées, Antoine Lesieur, et son communicant, Louis Jublin – attend les résultats, qui s'annoncent mauvais, en sirotant des sodas ou du vin frais.

En fin d'après-midi, le secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler, appelle son ami Emmanuel Moulin pour lui faire part de la décision prise par le président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale. L'ex-patron du Trésor en informe aussitôt le premier ministre. Les deux hommes sont estomaqués. Dans la journée, Emmanuel Macron est encouragé par son entourage à prévenir son chef du gouvernement sans tarder, mais le chef de l'Etat prend son temps. Quand il appelle enfin Gabriel Attal, peu de temps avant la réunion politique qu'il a convoquée à l'Elysée, à 19 h 15, ce dernier le prie de renoncer : «*Je vous donne ma démission, utilisez-moi comme fusible.*» En vain.

Comme d'autres, le chef du gouvernement tablait plutôt sur une dissolution à la rentrée. Mais pas maintenant, au pire moment, alors que le Rassemblement national (RN), qui s'apprête à remporter une victoire historique, a «*le vent dans les voiles*», comme il dit, et que le monde entier est attendu à Paris, fin juillet, pour les Jeux olympiques. L'entretien est bref. Gabriel Attal revient vers ses conseillers, blême. Deux d'entre eux se mettent à pleurer. «*La belle aventure*» s'arrête ici. Ils savent surtout qu'il existe un risque réel de voir le président du RN, Jordan Bardella, s'installer dans cet hôtel de Matignon, pour lequel il avait montré tant de curiosité début janvier, quand le premier ministre l'avait reçu, au même titre que les autres chefs de parti.

« JE NE VEUX PAS MOURIR À PETIT FEU »

Plus tard, dans la nuit, les ministres arrivent à l'Elysée en ordre dispersé pour un conseil exceptionnel, à 22 heures. Dans un salon du rez-de-chaussée, le gouvernement se retrouve au grand complet, dans une ambiance funèbre. La photographie officielle de la présidence, Soazig de la Moissonnière, virevolte autour de la table pour immortaliser en noir et blanc les mines sombres, consternées. «*A ce moment-là, tout le monde est en train de basculer dans le monde d'après*», raconte un ministre.

Emmanuel Macron prend acte de la claque électorale que les Français viennent d'infliger à la majorité, avant de défendre sa décision, annoncée une heure plus tôt. Ayant remanié en janvier, il s'est privé de cette carte pour juin. L'option, qu'il juge de toute façon «*injuste, inefficace, inappropriée*», a été écartée. Tout comme celle d'un référendum sur

les institutions, défendue par le président du MoDem, François Bayrou. Il semble acquis que le gouvernement tombera à l'automne, sur le budget, poursuit-il. Il faut s'extirper du piège, retrouver la maîtrise du temps. «*Nous sommes un corps malade*», répétait le président de la République dans les semaines précédentes, assénant : «*Je ne veux pas mourir à petit feu.*» Devant ses ministres, il insiste : «*C'est une décision légitime et politique, au sens noble du terme.*» Sûr de pouvoir l'emporter : «*Je souhaite bien du courage à la gauche pour s'unir...*»

Mis devant le fait accompli, les ministres sont invités à s'exprimer. Gérard Darmanin (intérieur), qui a poussé pour ce scénario, défend ardemment la décision du chef de l'Etat : «*C'est une autre élection. Les Français iront voter en pensant : qui pour gouverner ? On peut gagner.*» «*Au fond, c'est une présidentielle*», ajoute Rachida Dati (culture). «*C'est exactement ça*», acquiesce Macron. Les autres restent cois. Le conseiller spécial du président de la République, Jonathan Guémas, croise les ministres quand ils sortent, sonnés. La ministre de l'égalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé, est en larmes. Le spin doctor tente d'expliquer, rassurer. Quand il rentre chez lui, en taxi, tard dans la nuit, il veut croire que les membres du gouvernement, qui vont devoir faire leurs cartons, ont fini par comprendre qu'il n'y avait pas d'autre solution pour redonner du souffle à ce mandat enkysté. «*Il fallait que le président ouvre le jeu*», admet un ministre.

« IL SE PREND POUR JÉSUS »

Emmanuel Macron vient, en réalité, d'ouvrir la boîte de Pandore. «*Folie*», «*attentat*», «*monstruosité*», «*pure vanité*», «*roulette belge*» (soit 6 balles dans le barillet, et donc l'assurance du trépas) : la dissolution fait la quasi-unanimité contre elle dans le petit monde politique, en état de choc. «*J'ai l'impression de revivre la dissolution de 1997!*», s'exclame Nicolas Sarkozy dans un entretien au *Journal du dimanche*, le 16 juin, en référence à la décision de Jacques Chirac, ourdie par le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, qui s'était soldée par un échec cuisant pour le pouvoir : la victoire de la gauche et une cohabitation de cinq ans. «*La situation est grave, plus qu'elle ne l'a jamais été*», renchérit l'ex-président de la République socialiste François Hollande, qui a décidé de se présenter aux législatives en Corrèze. L'«*ancien monde*», qui s'était fait vilipender avec mépris et cruauté par l'apôtre de la «*start-up nation*», gronde devant tant de supposée légèreté.

A posteriori, chacun tente de trouver une rationalité à cette décision présidentielle qui risque de jeter la France dans les bras du RN, dans la foulée de sa victoire du 9 juin, et de déstabiliser l'Europe, en plein conflit avec la Russie. L'historien et professeur à l'université de Yale Patrick Weil reçoit une flopée de messages au sujet du livre qu'il a publié en 2022 chez Grasset : *Le président est-il devenu fou ?* L'ouvrage revient sur la fin de la présidence de Woodrow Wilson et la psychologie du 28^e président des Etats-Unis (1913-1921), «*dévoût aliéné se sentant en communication directe avec Dieu*», disait Freud. «*Macron a mis la folie au centre de la France ! Il se prend pour Jésus en imaginant que sa bonne parole va tout régler*», s'emporte l'ex-allié du chef de l'Etat, l'écologiste Daniel Cohn-Bendit, pour qui «*une dissolution, ça se prépare*».

DANS LES MILIEUX D'AFFAIRES, LA RANCŒUR SOURD CONTRE L'ANCIEN BANQUIER DE CHEZ ROTHSCHILD. DES GRANDS PATRONS LUI FONT PART DE LEUR ÉTONNEMENT, PAR TEXTO

Dans l'avion qui ramène Emmanuel Macron d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), où il a poursuivi, lundi 10 juin, le cycle des commémorations de la Libération, *Le Figaro Magazine* s'enhardit et pose la question qui hante toute la presse internationale : «*Etes-vous fou, comme ils le prétendent ?*» A quoi pense-t-il, en cet instant ? Esquisse-t-il un sourire ? Est-il consterné ? Commence-t-il à douter ? «*Je ne pense qu'à la France*, répond le président de la République. *C'était la bonne décision dans l'intérêt du pays. Et je dis aux Français, n'ayez pas peur, allez voter.*» Quatre jours plus tard, en Italie, où il se rend pour le G7, il fustige les programmes des «*extrêmes*», totalement «*irréalistes*» à ses yeux. Et retourne le mot contre ses adversaires : «*On est chez les fous !*»

En préparant son opération dissolution, Macron avait tout prévu : il incarnerait la campagne, à raison de trois interventions par semaine, comme pour une présidentielle. Mais le rejet dont il fait l'objet est abordé, lundi 10 juin à l'Elysée, lors d'une réunion de communication, mixant les équipes de la présidence et de Matignon, sous la houlette d'Alexis Kohler. Les tracts à l'effigie d'Emmanuel Macron ont été jetés à la figure des militants qui les distribuaient lors de la campagne des européennes, rappelle l'un des participants, suggérant que, cette fois-ci, le chef de l'Etat reste en retrait. «*Ce n'est pas ce que disent nos "quali"* [sondages qualitatifs], rétorque un communicant du palais. Plusieurs semaines avant le scrutin européen, le patron de l'institut de sondage IFOP, Frédéric Dabi, avait échangé avec les équipes élyséennes pour alerter du risque d'un vote sanction visant personnellement Emmanuel Macron. «*On se méfie de Dabi*», répète-t-on au palais, où le chef de l'Etat a cru, jusqu'au dernier moment, que la liste de la majorité (14,6 %) pourrait atteindre, voire dépasser 20 %.

La déroute annoncée doit être évitée. A son tour, Attal demande au président de la République de se faire discret. Les deux hommes se retrouvent lundi 10 juin, avant le dîner. Le premier ministre, qui a été informé au dernier moment mais pas «*consulté*», comme l'exige pourtant l'article 12 de la Constitution, permettant au président de la République de dissoudre l'Assemblée, veut bien s'engager dans la campagne suicide, qui risque de coûter cher aux députés de la majorité, mais à ses conditions : «*J'assume à vos côtés, mais je dois être le chef de la campagne.*» La conférence de presse du chef de l'Etat, prévue mardi 11 juin, est reportée. Ce jour-là, reçu à l'Elysée avec le chef de file du parti Horizons, Edouard Philippe, et Gabriel Attal pour le déjeuner, François Bayrou insiste à son tour : «*Vous ne devez pas parler.*» Le lendemain, au Pavillon Cambon Capucines, le chef de l'Etat le précise à 200 journalistes, qui l'écoutent discourir sur un fond blanc, spectral : «*C'est le premier ministre qui portera cette campagne.*»

L'annonce de la dissolution a mis l'appareil d'Etat en apesanteur. Les ministres candidats – une vingtaine – ont déserté leurs ministères. Les agendas officiels se sont vidés ; la plupart des rendez-vous ont été annulés. A Bercy, les «*technos*» du ministère ont les yeux rivés sur leurs écrans Bloomberg, guettant la réaction des marchés, hantés par le souvenir de la crise de la dette de 2012. «*C'est un 21 avril bis* [21 avril 2002, jour où Jean-Marie Le Pen est arrivé au second tour de la présidentielle], lâche l'un d'eux. *Sauf que, cette*

fois, j'ai des responsabilités.» Ils en veulent à Emmanuel Macron, un ancien de la maison qui «*a cassé son jouet*». Mais il y a plus urgent : les investisseurs n'aiment guère l'instabilité politique, et la situation de finances publiques est déjà tendue après la dégradation de la note de la dette française par l'agence Standard & Poor's. La Bourse de Paris se met à tanguer et les taux d'emprunts français s'envolent. Depuis le G7 en Italie, vendredi 14 juin, Emmanuel Macron est interrogé sur la fébrilité des marchés. «*Ça vous donne un avant-goût de ce que serait l'avènement de programmes économiques totalement irréalistes*», avance-t-il, mettant dos à dos les idées du RN et celles du Nouveau Front populaire.

« CHACUN POUR SES MICHES »

Les cabinets sont en émoi. «*On ne peut travailler sur rien*», se désole un «*budgetaire*» qui se demande, comme d'autres hauts fonctionnaires, s'il ne devrait pas préparer une lettre de démission. Entre l'administration fiscale, la direction du Trésor, la direction des entreprises, Bercy est une mine d'informations sur le pays et sur ceux qui comptent. Peut-on imaginer devoir transmettre des informations à un ministre d'extrême droite ? «*Il faut essayer de faire quelque chose d'utile pour le pays dans ce chaos*», plaide un directeur du ministère des finances. Mais comment ? Les cinq ministres de la citadelle de verre, qui se savent sacrifiés, sont partis en campagne. En privé, ils s'affligent des programmes des «*extrêmes*», qui «*foutent en l'air tous les efforts*» et feront fuir les investisseurs.

Dans les milieux d'affaires, la rancœur sourd contre l'ancien banquier de chez Rothschild. Des grands patrons lui font part de leur étonnement, par texto. «*Ça m'ouvre plein d'options !*», justifie Emmanuel Macron. «*Il croit qu'il peut sortir vainqueur, mais c'est tout l'inverse*», commente froidement un des plus grands patrons du CAC 40, devant un visiteur. Les gérants du fonds d'investissement BlackRock, présent au capital de la quasi-totalité des entreprises du CAC 40, veulent connaître l'impact des programmes des candidats aux législatives. Y aura-t-il des nationalisations ? Des hausses d'impôts ? Une crise comme celle des «*gilets jaunes*» ? Dans le doute, certaines opérations sont suspendues. «*De nombreux clients m'ont appelé lundi matin en me demandant de résumer le programme du RN, que personne n'avait lu*», raconte le directeur





Emmanuel Macron, au Pavillon Cambon Capucines, à Paris, le 12 juin. LAURENCE GEAI/MYOP
POUR « LE MONDE »

général du cabinet de conseil en stratégie de communication Taddeo, Julien Vaulpré.

« C'est le bazar, mais si ça peut réveiller les uns et les autres... », déclare, philosophe, le secrétaire d'Etat au logement, Guillaume Kasbarian, mardi 11 juin, devant des visiteurs reçus à sa table, boulevard Saint-Germain. En plein déjeuner, le ralliement du patron des Republicains (LR), Eric Ciotti, au RN s'affiche sur les téléphones portables, posés sur la table. « Oh, la vache ! », lance, interdit, l'auteur de la loi « antisquat ». A un jet de pierre de là, le ministre de la fonction publique, Stanislas Guerini, s'indigne, sidéré, devant sa télévision : « Il y a un camion de déménagement devant le siège de LR ! » La bataille entre les hauts dirigeants de la droite, qui ont tenté de reprendre possession du siège du parti, clés à la main, et Eric Ciotti, qui a décidé tout seul d'une alliance avec l'extrême droite, est un inépuisable vaudeville. « Faute de coalition avec LR, LR a basculé au RN », déplore un poids lourd du gouvernement, issu de la droite.

A plusieurs reprises, le député des Alpes-Maritimes avait pourtant envoyé des signaux à la Macronie pour dire qu'il était prêt à une coalition. Quinze jours avant le scrutin européen, il déjeune avec un ancien ministre d'Elisabeth Borne. Ce dernier comprend qu'Eric Ciotti s'est senti méprisé par Emmanuel Macron, qui ne l'a jamais appelé pour évoquer le moindre deal. « Je vais donc être obligé de faire du Ciotti... », glisse, sibyllin, le président de LR, qui prépare en secret son rapprochement avec l'extrême droite, sous l'égide de Vincent Bolloré. Les députés LR, nombreux, qui refusent de faire l'union des droites partent sous leurs propres couleurs ou nouent des accords locaux avec la majorité. « C'est chacun pour ses miches », résume l'allié du chef de l'Etat, le sénateur des Hauts-de-Seine Hervé Marseille, président de l'UDI.

Déboussolés, les députés macronistes sont au bord de l'écœurement. A la peur de voir le RN rafler la mise s'ajoute le sentiment d'avoir été envoyés au casse-pipe sans sommation par le chef de l'Etat et ses conseillers, ces « pieds nickelés de l'Elysée ». Le conseiller mémoire et ex-journaliste, Bruno Roger-Petit (dit « BRP »), qui prétend sentir le pays en regardant chaque matin depuis son bureau « L'Heure des pros », l'émission phare de CNews, est particulièrement visé.

De retour dans sa circonscription des Yvelines, la présidente de l'Assemblée nationale,

Yaël Braun-Pivet, flanche. « Je ne suis pas sûre de me représenter. Je ne suis plus en phase avec Emmanuel Macron », confesse la présidente déchue devant une quarantaine de militants, en visioconférence. Elle se laisse finalement convaincre d'être candidate, après un appel de son ami, le président LR du Sénat, Gérard Larcher. L'ancien ministre du travail, Olivier Dussopt, ex-transfuge de la gauche qui a porté « sans craquer », disait-il, la douloureuse réforme des retraites, rend cette fois les armes : il ne se représentera pas dans sa circonscription de l'Ardèche. « Il est temps de tourner une page de mon engagement politique », écrit-il à ses soutiens, mercredi 12 juin. « Ce monde n'est désormais plus le mien », révèle encore, cinglant, le député (Renaissance) des Hautes-Alpes Joël Giraud, pilier de l'aile gauche de la majorité.

En panique, de nombreux macronistes appellent leurs connaissances de gauche pour tenter de se refaire une virginité, alors que le Nouveau Front populaire arrive deuxième, après le RN, dans les sondages. La recomposition joue à l'envers, les fleuves retournent dans leurs lits, et le clivage droite-gauche renaît. L'ex-ministre de la santé Aurélien Rousseau, qui avait démissionné pour protester contre la loi « immigration » et la droitisation du pouvoir, est investi par le porte-voix de la gauche modérée, Raphaël Glucksmann, dans les Yvelines. L'ancien ministre des transports, Clément Beaune, ex-chouchou d'Emmanuel Macron, multiplie les échanges depuis dimanche avec les socialistes Jérôme Guedj, ancien député de l'Essonne, ou Carole Delga, présidente de la région Occitanie. Au QG de Renaissance, rue du Rocher à Paris, l'ambiance est à la fois triste et tendue, électrique. « C'est le Titanic », résume au Monde l'ancienne secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa : « Certains, à l'orchestre, joueront jusqu'à la dernière minute quand d'autres poussent des passagers par-dessus bord pour accéder aux canaux – et canots – de sauvetage. »

La dissolution, qui menace la majorité d'effacement, asphyxiée entre le RN et le bloc de gauche, percute également la stratégie des prétendants à la succession d'Emmanuel Macron. Gabriel Attal, le premier. Dimanche et lundi, son entourage hésite : faut-il démissionner ou rester ? Rompre avec Macron ou pas ? Créer un nouveau parti ou conduire la campagne de la majorité ? Partir lui permettrait de ne pas se laisser plomber par l'héri-

EN PANIQUE,
DE NOMBREUX
MACRONISTES
APPELLENT LEURS
CONNAISSANCES DE
GAUCHE, ALORS QUE
LE NOUVEAU FRONT
POPULAIRE ARRIVE
DEUXIÈME DANS
LES SONDAGES

tage du président de la République, dans lequel cette dissolution pèsera lourd. Ses conseillers redoutent aussi qu'Edouard Philippe prenne une longueur d'avance, en se distinguant le premier. Finalement, le premier ministre décide de rester, à ses conditions. Macron qui voulait reprendre la main se voit évincé : le combat électoral et les recompositions politiques se font sans lui.

« ACCÉLÉRATEUR DE PARTICULES »

Dimanche soir, au Havre (Seine-Maritime), Edouard Philippe prévient ses troupes : « Ma tête et le bandeau Horizons, voilà tout. » Pas question, pour lui non plus, de voir la photo d'Emmanuel Macron sur les tracts de campagne de ses candidats Horizons, qui partiront autonomes. La discussion avec ses stratèges est tout aussi vive. Faut-il se présenter aux législatives ou garder Le Havre comme bastion ? Deux leaders de droite espèrent peser dans le futur Parlement : Laurent Wauquiez, qui quitte la région Auvergne-Rhône-Alpes pour tenter de revenir à l'Assemblée, tout comme Gérard Darmanin, le premier à être parti en campagne, au bord de « l'abîme ». Malgré la pression, Edouard Philippe préfère rester « au-dessus de la mêlée et de la mélasse ».

De son côté, Raphaël Glucksmann, qui ne veut pas de la reconstitution d'une « Nupes 2 », sous le joug des « insoumis », cherche à établir des ponts. Il souhaite que le Nouveau Front populaire s'ouvre le plus possible au centre, aux élus indépendants du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires, par exemple, pour rééquilibrer le centre de gravité de l'alliance des gauches. Il s'entretient également, mardi 11 juin, avec Edouard Philippe, pour évoquer la situation du pays, au bord de « l'abîme ». Mais il ne répond à aucun message des macronistes, qui veulent l'attirer à eux : « Peut-on se parler ? »

Chaos ? « Cla-ri-fi-ca-tion », avance-t-on à l'Elysée où l'on assure que la décision du président de la République fait l'effet d'un « accélérateur de particules ». Macron l'assène encore à ses troupes, dimanche 16 juin, dans la soirée. « Entre les RN et associés et les LFI et associés, on a un chemin », dit-il, persuadé de pouvoir incarner « le vote utile ». Cela faisait des semaines que le chef de l'Etat préparait, parmi d'autres scénarios, son opération dissolution, autour d'une poignée de conseillers : le vice-président de Publicis et ex-conseiller à l'Elysée, Clément Leonarduzzi,

son conseiller spécial, Jonathan Guémas, Bruno Roger-Petit, et le sarkozyste Pierre Charon, ex-sénateur LR de Paris, qui s'est associé au « boys' club », avec lequel il partage cigares, whisky, et reparties à la Audiard.

Le secrétaire général de Renaissance, Stéphane Séjourné, est, lui aussi, dans la boucle. Tout comme le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin : convaincu de la nécessité de donner un grand coup de pied dans la fourmilière, afin de retrouver des marges de manœuvre politiques, il plaide pour la dissolution. Comme François Bayrou, qui suggère toutefois d'attendre septembre. Mais Emmanuel Macron est pressé. « On aurait été sous le feu tout l'été », argue-t-il. Il croit surtout que la donne politique issue des européennes lui est éminemment favorable : une droite affaiblie et au bord de l'implosion, une gauche plus divisée que jamais. C'est le moment de pousser son avantage et de rejouer le « moi ou le chaos ». A ceux qu'il informe, dimanche 9 juin, de sa décision, il plaide : « On aurait dit : "C'est le pire score qu'un gouvernement ait fait, les Français ont envoyé un message, et vous vous en fichez..." »

« IL Y A D'AUTRES CHEMINS »

Le prudent secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler, qui se méfie habituellement des « coups » fomentés dans l'ancienne sacristie de l'aile Madame, l'aile est de l'Elysée, où le bureau de « BRP » est installé, a cette fois donné son feu vert. Le haut fonctionnaire, qui croit en la rationalité, juge imaginable que le RN, au programme flou et non chiffré, puisse l'emporter. « Si ça se trouve, à un moment, on va être obligé de faire une dissolution... », teste le bras droit du président de la République devant un invité du dîner d'Etat avec le président américain, Joe Biden, samedi 8 juin à l'Elysée, veille du scrutin. Son interlocuteur croit à une boutade. Tout comme ce conseiller du premier ministre, qui ne tique pas quand Bruno Roger-Petit, le 6 juin en Normandie, où sont célébrées les commémorations du Débarquement, laisse entendre que se prépare quelque chose d'« historique », « du même ordre que la fête de la Fédération de 1790 », quand Louis XVI avait prêté serment à la nation dans un climat d'unité nationale.

Dimanche 9 juin, à l'Elysée, lors d'une première réunion convoquée à 19h15, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, elle aussi mise devant le fait accompli, tente de dissuader le chef de l'Etat : « Il y a d'autres chemins », argue celle qui plaide depuis des mois pour nouer une coalition avec la droite. Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, intervient à son tour : « Il y a deux sortes de dissolutions. Les dissolutions politiques qui peuvent conduire à une nouvelle majorité et les dissolutions de convenue qui conduisent inéluctablement aux crises de régime. »

« Et vous, Sébastien, qu'en pensez-vous ?, interroge le président de la République en se tournant vers son ministre des armées, Sébastien Lecornu.

– Je ne vais pas vous répondre comme ministre, puisque vous avez déjà pris votre décision, mais comme militant, commence le ministre. Avez-vous fait un travail secret, ces quinze derniers jours, qui nous permettrait de penser que ces élections législatives pourraient être meilleures que les européennes ?

– Non, nous n'avons pas fait de sondages, assure Emmanuel Macron. C'est une nouvelle élection, ce sera donc une nouvelle dynamique. »

Lecornu poursuit, dans un silence de mort. « Nous partons pour une élection "Blitzkrieg". Les raisons que vous allez donner ce soir pour convoquer une nouvelle fois le corps électoral devront être très bien comprises des Français. Si ça ne part pas droit, nous n'arriverons pas à rectifier le tir. » ■

ELSA CONESA, SOLENN DE ROYER, ET CLAIRE GATINOIS



LFI et les quartiers populaires, une stratégie gagnante ?

QUESTIONS DE CAMPAGNE | La France insoumise avait mis en avant la question palestinienne aux européennes. Pour un succès en demi-teinte

C’était le double pari de La France insoumise (LFI) pour les élections européennes : que les quartiers populaires votent davantage. Et pour sa liste, menée par Manon Aubry. La stratégie pour atteindre cet objectif a été abondamment reprochée au parti de Jean-Luc Mélenchon : essayer de séduire les banlieues et les citoyens de confession musulmane en plaçant la cause palestinienne au cœur de la campagne. Le premier pari a-t-il été gagné ? L’abstention a-t-elle baissé ? C’est un succès en demi-teinte pour les « insoumis ». S’il est difficile d’estimer la participation globale pour l’ensemble de ces territoires, l’analyse des résultats dans certains dé-

partements ou villes emblématiques permet de répondre. En Seine-Saint-Denis, le taux de participation s’est élevé à 43 %, en hausse de 4 points par rapport aux européennes de 2019. Dans ces territoires d’ordinaire peu mobilisés, cette progression est perçue comme un signal fort. « En principe les quartiers ne votent pas aux européennes, encore moins qu’aux autres élections, alors oui, sur ce point, c’est une incroyable réussite », juge Youcef Brakni, du comité Vérité et justice pour Adama, du nom d’Adama Traoré, mort en 2016 dans le Val-d’Oise après une interpellation. A La Courneuve, 36,3 % des inscrits se sont déplacés, une hausse de plus de 4 points par rapport à

2019. « Cela montre que les habitants des quartiers ont eux aussi des aspirations et s’intéressent plus qu’on ne le croit à la politique lorsque l’on prend la peine d’aller les voir », se félicite Aly Diouara, président du mouvement politico-citoyen La Seine-Saint-Denis au cœur, qui a obtenu l’investiture du Nouveau Front populaire dans la 5^e circonscription de Seine-Saint-Denis, face à Raquel Garrido, « lâchée » par M. Mélenchon. « La dynamique est là » « Il existe tout un écosystème de jeunes qui se politisent et qui entendent se transformer en pouvoir d’agir, renchérit Inès Seddiki, fondatrice de Ghet’tup, association qui vise à permettre aux jeunes

des quartiers de prendre leur place dans la société. Il y a eu une mobilisation inédite lors de ces élections européennes qui n’a pas été assez valorisée, or, la dynamique est là. » Pour preuve, dit-elle, la création du Front de la jeunesse populaire. L’initiative est née, dans l’urgence, dans les quarante-huit heures qui ont suivi l’annonce de la dissolution de l’Assemblée nationale, avec la perspective de voir l’extrême droite y obtenir la majorité. Ce collectif de 6 000 jeunes issus des quartiers s’est constitué pour appeler à voter pour le Nouveau Front populaire, tout en rendant compte des « limites et des imperfections de la gauche », dans une tribune le 12 juin dans Libération. « Le racisme est un conti-

num », écrivent-ils, « ce vote vous concerne », il « concerne les droits des minorités racisées », « la précarité, (...), le futur de notre planète ». « L’extrême droite (...) est l’ennemie des plus défavorisés, des femmes, des juifs, des musulmans, des minorités raciales et de genre. » Si la hausse de la participation aux européennes est encourageante pour les militants des quartiers, il n’en reste pas moins que les taux d’abstention restent parmi les plus élevés de France. Malgré la hausse enregistrée dans le « 93 », elle dépasse les 60 % à La Courneuve, s’élève à près de 65 % à Epinay-sur-Seine et à plus de 56 % sur le département. Même scénario dans les villes de l’excroissance rouge de la métropole lyonnaise, qui enregistrent une abstention en net repli, mais toujours très forte : 65,5 % à Vaulx-en-Velin, 57,2 % à Vénissieux...

Autonomisation politique Le raz-de-marée escompté par LFI n’a donc pas eu lieu. « Ni les quartiers ni les musulmans ne se sont levés comme un seul homme pour voter LFI à cause de Gaza », commente Jérôme Fourquet, directeur du département opinions et stratégies d’entreprise de l’IFOP. Si la « stratégie Gaza » avait véritablement fonctionné, la participation dans ces territoires aurait augmenté bien davantage. « Même si certains musulmans, parmi lesquels des jeunes qui se sont davantage mobilisés lors de ces élections européennes, sont sensibles à la question palestinienne, la plupart n’a malgré tout pas participé à ce scrutin », souligne Brice Teinturier, directeur général délégué d’Ipsos. Une chose est sûre cependant, dans ces territoires, ceux qui ont voté ont accordé un très large soutien à la liste LFI. De ce point de vue, le parti a remporté son second pari. Selon les calculs de Franceinfo, en cinq ans, le parti y a progressé de 19,4 points, passant de 9,9 % à 29,3 % des voix. En Seine-Saint-Denis, il a remporté un peu plus de 37 % des voix, contre 11 % en 2019. A La Courneuve, il a bondi de 16 % en 2019 à plus de 58 % en 2024. Cette progression ne se limite pas à la Seine-Saint-Denis. Dans le Val-d’Oise, où le Rassemblement national remporte la majorité des suffrages avec 25,5 %, LFI arrive en deuxième position avec 22,9 %, contre 7,5 % en 2019. « Le phénomène se retrouve partout, à Vénissieux et Vaulx-en-Velin avec 42,2 %, et 48,2 %, à Creil avec 47,7 %, égrène

« GAZA EST UN ÉLÉMENT
PARMI D’AUTRES
[DE LA PROGRESSION
DE LFI] »

BRICE TEINTURIER
directeur général délégué
d’Ipsos

M. Fourquet. Cette dynamique s’inscrit dans la continuité de la présidentielle de 2022 : la gauche « insoumise » a désormais un quasi-monopole dans les quartiers populaires des grandes métropoles, ils sont devenus le cœur nucléaire de l’électorat « insoumis ». » Mais la « stratégie Gaza » ne peut, à elle seule, expliquer cette progression, met en garde M. Teinturier : « C’est un élément parmi d’autres, même s’il a compté ». Si LFI est perçue par nombre d’habitants des quartiers comme la seule force politique qui s’adresse à eux et défend leurs intérêts, notamment ceux des citoyens de confession musulmane, elle « cartonne » auprès de cet électorat principalement car « ce sont les plus précaires et les plus sensibles aux thèmes du pouvoir d’achat et de l’emploi, insiste-t-il. Gaza est un facteur supplémentaire, notamment chez les plus jeunes. » « Il ne faut pas croire que les habitants des quartiers et les musulmans ont signé un blanc-seing à LFI, insiste l’humoriste engagé proche du chef de l’Etat Yassine Belattar, qui a lancé sur Instagram, un appel aux musulmans à voter lors des législatives. Cela reste un parti comme les autres partis de gauche, condescendant et paternaliste envers les habitants des quartiers, qui devra, un jour, accepter de leur donner toute leur place. » C’est, aux yeux des militants, l’enjeu derrière le vote : l’autonomisation politique des quartiers pour pouvoir peser dans le débat, au sein des partis ou en dehors. Quelques investitures n’y suffisent pas. Pour certains militants historiques comme Youcef Brakni, rassemblés au sein de la nouvelle Assemblée des quartiers, « il y a une différence entre choisir des thèmes de campagne qui parlent aux habitants des quartiers et faire émerger des cadres politiques issus de ces quartiers ». Le temps du véritable rapport de force n’est pas encore venu, mais il est pour bientôt, espèrent-ils, lors des municipales de 2026. ■

LOUISE COUVELAIRE

« Je n’ai pas peur, j’en ai marre » : un air de fatalisme avant les élections

Discriminations, paroles racistes, loi sur l’immigration... Pour nombre d’habitants des quartiers, les idées d’extrême droite ont déjà gagné

REPORTAGE

Résignation, fatalisme, lassitude. Avant tout autre sentiment. Avant la colère. Avant la peur. Avant l’envie d’en découdre dans les urnes les 30 juin et 7 juillet lors des élections législatives. Du moins pour l’instant. Dans les quartiers populaires, les résultats des européennes plaçant le candidat du Rassemblement national en tête n’ont pas surpris. La dissolution davantage, mais pas au point de créer de mouvement de panique ou de forte mobilisation. « Les jeux sont faits ! » C’est ainsi que Coumba Coulibaly résume la situation politique du pays. « C’était écrit, c’est fini, l’extrême droite au pouvoir, ce n’était qu’une question de temps », lance la femme de 36 ans depuis le stand de churros qu’elle tient avec sa sœur au stade Henri-Barbusse, à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), mercredi 12 juin, soir du lancement de la Coupe nationale des quartiers 2024, le tournoi de foot le plus populaire des banlieues qui oppose des équipes en fonction du pays d’origine des

joueurs. Célébration joyeuse et bon enfant de la diversité et du vivre-ensemble pour les uns, symbole de l’échec de l’intégration et du repli identitaire pour les autres. « Qu’est-ce qu’ils vont nous faire de plus que ce qu’on nous fait déjà, fait-elle mine d’interroger, l’œil bravache. Ils ne vont pas pouvoir tous nous mettre dehors en quelques années, alors quoi ? » **Insultes racistes** Pour nombre d’habitants des quartiers populaires, l’idéologie d’extrême droite a déjà gagné la partie. Les élections européennes ne font qu’entériner une réalité qu’ils disent subir au quotidien. Ils citent les discriminations, les insultes racistes, l’enclavement, les discours des pouvoirs publics envers les musulmans, les discours politiques sur les quartiers et leur jeunesse dite « délinquante », la loi sur l’immigration, les chaînes d’information en continu... « Cela fait un moment maintenant que les partis, que ce soit Les Républicains ou Macron, surfent sur leurs thèmes : l’immigration, l’islam, la laïcité... », analyse Diatta Marna, 36 ans, chasseur de têtes pour un cabinet

de recrutement européen et sélectionneur de l’équipe de Guinée de la CAN [Coupe d’Afrique des nations] des quartiers. Alors oui, l’extrême droite va arriver au pouvoir, c’est inéluctable, je suis résigné. » En mai, Coumba Coulibaly a été traitée de « sale Noire » dans le métro. Quelques semaines plus tôt, c’est l’une de ses collègues qui a été injuriée : « Sale Nègre. » « Ce sont des mots qu’on n’avait pas entendus depuis des décennies, des mots qu’on n’avait pas le droit de dire pendant des décennies, des mots qu’on entend à nouveau », commente la jeune femme, en évoquant la possibilité de quitter la France pour le Mali, pays d’origine de ses parents. Coumba Coulibaly a un boulot à la RATP, pas d’enfant, des neveux et nièces à la pelle qui gravitent, hilaire, autour d’elle, une mère femme de chambre et un père ancien employé dans un pressing, qui s’est rendu à des meetings alors qu’il n’a jamais eu le droit de voter. Les parents de Coumba Coulibaly n’ont pas la nationalité française. « Toute mon enfance, j’ai vu mon père prendre des cars pour se rendre aux rassemblements des

« CES LÉGISLATIVES, C’EST DU FOUTAGE DE GUEULE, JE N’IRAI PAS VOTER »
COUMBA COULIBALY
36 ans

candidats du Parti socialiste, puis, en 2017, pour aller voir Macron, raconte-t-elle. C’était important pour lui de s’impliquer, de montrer qu’il était là, alors, en 2017, pour lui, je suis allée voter pour la première fois. » Depuis, elle n’a pas manqué une élection, fidèle à La France insoumise, et pousse à chaque fois ses frères et sœurs à se rendre aux urnes. Comme le 9 juin. « Je suis née ici, je suis française, mais à force de me faire comprendre que je ne suis pas vraiment française, que je suis noire avant tout, je finis par ne plus me sentir française. » Alors elle l’affirme, on ne l’y reprendra pas. « Ces élections législatives, c’est du foutage de gueule, Macron, il fait n’importe quoi, je n’irai pas voter, je n’ai pas peur, j’en ai marre », affirme-t-elle.

Ce sentiment de lassitude, chacun le perçoit. Réservoir de voix pour la gauche, public repoussoir pour la droite, « les habitants des quartiers ont le sentiment d’être pris pour des cons », dit Demir Mehmet, informaticien de 36 ans, arbitre lors de la CAN des quartiers. On vient chercher leurs voix à chaque élection puis on les oublie, pire, on les trahit et le Rassemblement national [RN] profite de ce sentiment. Ce n’est pas l’extrême droite qui gagne, c’est l’abstention. « La question de faire barrage à l’extrême droite ne passe plus auprès des jeunes des quartiers, juge Ayoub Laouaqui, 24 ans, étudiant en droit, bénévole à la CAN. Même s’il est évident qu’il y aura un impact pour nous si le RN arrive au pouvoir. » **« Je ne peux pas lâcher »** Sur les réseaux sociaux pourtant, et auprès des associations, les témoignages affluent : « Un policier qui m’a mal parlé m’a dit qu’il fallait que je m’y habitue dorénavant » ; « Un groupe de Blancs m’a dit que, bientôt, ils auront carte blanche pour nous casser la gueule » ; « Deux jeunes m’ont lancé que pour moi, la France, c’était fini »...

L’extrême droite au pouvoir, c’est « le péril » dont la première génération leur a parlé toute leur vie. « Nous avons grandi avec cette peur du Front national, avec cette menace permanente et voilà qu’elle se concrétise, alors même que nous sommes désormais nous-mêmes parents, commente Youcef Brakni, membre du comité Vérité et justice pour Adama. Alors bien sûr qu’il y a malgré tout une peur ! » Pour leurs parents en premier lieu, dont beaucoup n’ont jamais obtenu la nationalité française. « C’est vrai, c’est ce qui pourrait me faire hésiter », consent Coumba Coulibaly, qui cite l’une des « stories » de l’actrice et entrepreneuse Fatou Guinée sur Instagram dans laquelle elle évoque le sort qui pourrait être réservé à leurs aînés : « Je ne peux pas lâcher, martèle-t-elle à ses 873 000 abonnés. C’est pas notre France ça, faut aller voter. » Charlène P., étudiante en gestion et management, se dit « choquée » par l’ambiance actuelle, même si elle n’y entend pas grand-chose à la politique. « TikTok et Snapchat me disent d’aller voter le 30 juin. » Elle ira. ■

L. CE

Des électeurs du Loiret prêts à « renverser la table »

La 5^e circonscription, qui avait élu un député Renaissance avec 11 voix d’avance en 2022, pourrait basculer au RN

FLEURY-LES-AUBRAIS (LOIRET) -
envoyée spéciale

Quand on lui demande son âge, Olivier Fontaine éclate de rire : « *Le même que Brad Pitt* » à quelques mois près : 61 ans, donc, et le sens de l’humour, vu le décor dans lequel ce chômeur de longue durée promène son vieux chien. Autour de lui, la cité des Andrillons regroupe des HLM décatés. Situé à deux pas du centre-ville de Fleury-les-Aubrais, l’ensemble fait partie d’un quartier prioritaire de la politique de la ville, autrement dit l’une des trois poches de pauvreté que compte cette agglomération du Loiret, en lisière d’Orléans. Sur ce territoire où vivent 21 500 personnes, des rangées de constructions sans charme ont poussé en désordre le long du nœud ferroviaire des Aubrais. Aux chemins de l’après-guerre s’est ajoutée une population plutôt jeune et modeste, composée de 15,4 % d’étrangers en 2020, selon l’Insee.

Avant d’atterrir aux Andrillons, dans l’appartement bien tenu qu’il occupe avec son fils de 21 ans, Olivier Fontaine a exercé différents métiers, de directeur commercial jusqu’à chauffeur-livreur. L’homme est originaire d’une famille aisée de Versailles, il a le verbe haut et le contact facile.

Apercevant, de loin, la maire socialiste de la commune, il la hèle par son prénom. Carole Canette est une quinquagénaire proche de ses administrés, qui se démène pour améliorer la vie des habitants, à commencer par leur accès aux services publics. Ce qui n’a pas empêché M. Fontaine de se précipiter à l’hôtel de ville, dès le 10 juin, pour essayer de s’inscrire sur les listes électorales afin d’apporter sa voix au Rassemblement national (RN). Pas question, cette fois, de voter en faveur du Parti socialiste, comme il l’a fait des années durant. Il exprime son choix sans réticence. Comme si le résultat du parti d’extrême droite aux européennes (27,5 % des suffrages à Fleury, 34,8 % à l’échelle du



Olivier Fontaine, demandeur d’emploi, à Fleury-les-Aubrais (Loiret), le 13 juin. JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »

département, 40,9 % dans la circonscription) lui donnait soudain des ailes. Pour lui, comme pour nombre de Fleurysois, la victoire de la tête de liste du RN, Jordan Bardella, semble avoir ouvert des horizons. Des pudeurs sont tombées, des barrières se sont ouvertes. Une aide-soignante d’origine algérienne qui a voté pour la candidate Renaissance s’inquiète déjà de voir ses voisins « *changer d’attitude depuis le 9 juin* ».

« Inaction des politiques »

Il ne s’agit pas à proprement parler d’espoir chez ceux qui soutiennent le RN – la plupart des personnes interrogées se font peu d’illusions sur l’amélioration de leurs conditions de vie –, mais d’une colère rappelant celle des « gilets jaunes » : contre la baisse du pou-

voir d’achat, l’insécurité, les déserts médicaux et surtout, ces « *élites* » dont Emmanuel Macron serait l’emblème. Un mélange de revanche et d’excitation, où le fatalisme cohabite avec un sentiment de puissance éphémère. « *Après tout, le RN est le seul parti qu’on n’ait encore pas essayé* », finissent-ils par lancer. Dans cette rhétorique, il s’agit de « *renverser la table* », comme l’explique Patrick, 63 ans, au bar d’un restaurant de quartier. Cet ancien fonctionnaire territorial préfère cacher son nom de famille car il est en congé de longue maladie. « *J’ai voté pour Giscard en 1981, ajoute-t-il, mais maintenant, je choisis le RN, après cinquante ans d’inaction des politiques, qui n’ont rien fait pour arrêter le bordel* ». Derrière le comptoir, la patronne opine du chef. Fille d’un

immigré marocain, cette trentenaire a beau se déclarer abstentionniste, on comprend qu’elle a déjà voté pour le RN. Elle entend rester anonyme pour ne froisser ni les clients ni son père qui « *a toujours été de gauche et s’est battu pour avoir le droit de vote* ». Patrick habite pourtant la Bustière, « *le plus beau quartier de Fleury* », dit-il. « *Mais quand on regarde ce qui se passe ailleurs... L’insécurité risque de nous gangrener* ». Les images vues à la télévision, celles des faits divers violents ou des actes d’incivilité, pèsent plus lourd dans sa décision que la réalité vécue.

Pour Olivier Fontaine, en revanche, ces problèmes font partie du quotidien. Il désigne les espaces verts, en contrebas de son balcon : « *Jusqu’à récemment, j’avais la vue directe sur un point de deal* ». Me-

LES IMAGES VUES À LA TÉLÉVISION, CELLES DES FAITS DIVERS VIOLENTS OU DES ACTES D’INCIVILITÉ, PÈSENT LOURD DANS LE VOTE

née par les services de l’Etat, une opération « *Place nette* » a éloigné ce trafic vers le centre commercial, 2 kilomètres plus loin, mais la peur ne s’est pas envolée pour autant. Depuis, les bandes des quartiers voisins ont commencé à se battre afin de reprendre le marché.

Dans l’esprit des électeurs du RN, cette insécurité semble avoir une origine unique, implicite

A Uzès, ville d’apparence aisée, « les gens n’ont plus rien à perdre »

Rare territoire à résister à l’extrême droite, la 6^e circonscription du Gard est minée par les questions identitaires et de pouvoir d’achat

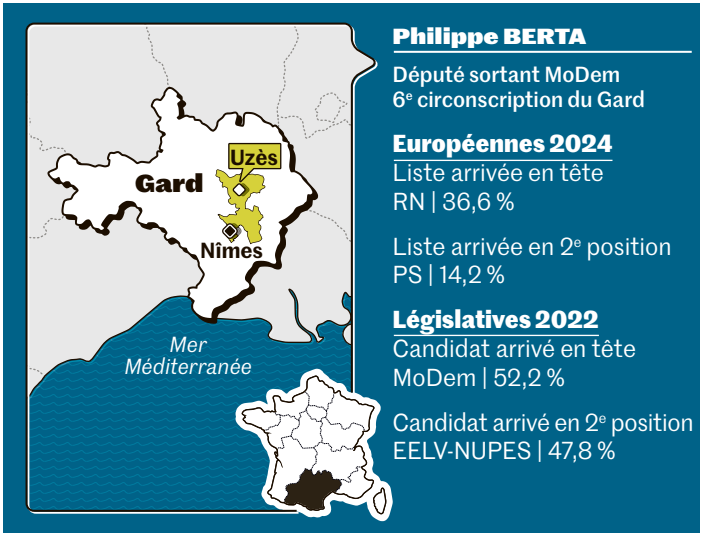
REPORTAGE

NÎMES - correspondante

Devant le bar-tabac Le Provençal, à Uzès (Gard), l’ardoise ne passe pas inaperçue : « *Ici, nous aimons la France, son drapeau et La Marseillaise, mais pas le RN* ». Le client est prévenu. Certains viennent féliciter le patron, Alexandre Gonçalves De Oliveira, quand d’autres lui tournent le dos. Il s’en moque. Cet enfant d’immigrés portugais a très mal vécu la soirée du 9 juin, lorsqu’il a découvert le score du Rassemblement national (RN) aux élections européennes. Son père a dû quitter son pays natal et l’« *Estado novo* » de Salazar. « *A 46 ans, je n’ai pas envie de refaire le voyage dans l’autre sens* », explique le commerçant, en colère contre ce qu’il assimile à « *une mode* », une épidémie générée par « *la tételoche et les réseaux sociaux* ». A l’entendre, le vote frontiste « *n’est pas un vote d’adhésion. Dans le coin, on a beaucoup d’agriculteurs. Ils embauchent une main-d’œuvre immigrée* ». Derrière son comptoir, il écrit déjà les scénarios : « *Bardella premier ministre ; Ciotti ministre de la défense ou de l’intérieur. Le Français aime jouer à se faire peur* ».

Dans cette chic cité du sud-est de la France, la politique n’est pas une conversation qu’on étale sur la place publique. Le maire (Les Républicains), Jean-Luc Chapon, en est à son septième mandat. Le député (MoDem) sortant, Philippe Berta, à son deuxième. Mais le scrutin européen a ébranlé l’équilibre de cette commune de droite. Même si elle fait beaucoup moins bien que dans le reste d’un département où l’extrême droite s’est

enracinée, la liste de Jordan Bardella est arrivée ici en tête (22 %) et, trois jours plus tard, le député a choisi de ne pas se représenter. « *En 2022, je ne voulais pas y aller et j’ai sauvé la circo, mais le mandat a été très difficile. L’ambiance dans l’hémicycle était insupportable. Je n’ai pas la carapace pour ça* ». Une décision qui fragilise un peu plus la 6^e circonscription du Gard, qui s’étale de Nîmes jusqu’aux plaines agricoles de l’Uzège.



Avec son secteur historique aux ruelles piétonnes impeccables, Uzès, moins de 8 500 âmes, semble pourtant un îlot préservé de la pauvreté qui accable le reste du département. Président (PS) de la communauté de communes et ex-député sous François Hollande, Fabrice Verdier le reconnaît : « *Objectivement, il n’y a pas vraiment de problèmes, ni de sécurité ni d’immigration* ».

Mais l’élus, premier adjoint au maire d’Uzès, note une évolution des mentalités et des comportements. « *Ce qui était un non-sujet il y a sept ans autour de l’islam peut aujourd’hui déranger, voire agacer* ». Le vivre-ensemble se fragilise, ici aussi. « *Je ne reconnais plus mon pays* », affirme, dans le centre-ville huppé, un quinquagénaire militant de Reconquête!, le parti d’Eric Zemmour, qui requiert l’anonymat. Il ne supporte pas Emmanuel Macron qui, dit-il, « *laisse entrer tous les migrants* ».

En s’éloignant du quartier touristique, un autre visage d’Uzès se dévoile aussi : celui d’une villégiature où même la classe moyenne peine à se loger. Pas un studio à moins de 500 euros. Près d’un magasin alimentaire à bas prix, Sébastien Ploge, 53 ans, sala-

rié agricole, fils d’un agrégé de mathématiques, rejoint son véhicule avec un sac de courses. Avenant, il parle assez facilement du contexte, de la hausse du prix de l’électricité et de l’essence, de cette France trop sociale à son goût qui n’incite pas au travail. « *Personne ne veut venir travailler dans les champs* », observe celui qui cultive la vigne, les asperges et récolte le foin. Il garde en tête la période du Covid-19, où « *tant de gens ont été payés à ne rien faire* ». Pour les législatives, il dit d’abord hésiter. Puis non. Il choisira le RN.

Les prix à la caisse, « ça pique »

Benjamin Lebeau, 23 ans, dont deux en CDI en tant que technicien, ne s’est pas vraiment penché sur les européennes. Pour le prochain scrutin, il hésite. Pour lui aussi, les prix à la caisse, « *ça pique* ». « *Bardella, je le connais un peu parce qu’il joue aux jeux vidéo. Je crois qu’il propose des choses intéressantes* ».

Pour Patrick Chabrier, vigneron, qui aurait voté pour Jean Lassalle s’il avait pu faire une procuration, les dés sont de toute façon jetés. Lui a participé au blocage de l’autoroute A9, en février, durant le mouvement des agriculteurs.

même lorsqu’elle n’est pas clairement formulée : l’immigration. En souhaitant l’arrivée au pouvoir du parti d’extrême droite, Olivier Fontaine aspire donc à « *une reprise en main du phénomène et [à] une véritable exécution des obligations de quitter le territoire [français]* » prononcées par les préfets.

N’allez pas lui dire, pourtant, qu’il est raciste. D’abord, explique-t-il, ses deux filles aînées sont métisses. De plus, il cohabite en paix avec ses voisins. Enfin, et il insiste là-dessus : « *Je n’ai aucun problème avec les anciennes générations. Seulement avec les jeunes* ».

L’autre grand sujet d’exaspération, qui surgit dans la conversation, ce sont les « *abus* » en matière de droits sociaux. « *Quand on me parle des familles monoparentales et de leurs difficultés, je rigole*, lance M. Fontaine. *Le soir, je croise le mari de ma voisine sud-africaine qui va la rejoindre en catimini. Et ce n’est pas un cas isolé* ». La mairie, de son côté, confirme que le taux d’occupation réel des appartements ne correspond pas aux chiffres officiels, déterminants pour les dotations versées par l’Etat.

Dans un contexte d’inflation, remarque M. Fontaine, ces fraudes seraient un ferment de vote en faveur de l’extrême droite. « *Y compris chez les Africains* », soutient-il. Pour preuve, il appelle son copain Merry Ngreppe, domicilié trois étages plus haut. A 32 ans, ce cadre informatique né en République centrafricaine vient de retrouver du travail. Naturalisé français, il n’a pas de mots assez durs pour dénoncer « *un système qui encourage à ne pas travailler* », mais aussi réclamer « *la priorité aux Français* », notamment pour les logements sociaux. A ses yeux, du reste, ladite préférence devrait s’étendre aux questions internationales : « *Je suis pour que l’Ukraine puisse se défendre, martèle-t-il, mais avec quoi ? Où prendra-t-on ces milliards ? Faut-il les aider au détriment de notre système social ?* » En ce qui le concerne, il projette non seulement d’adhérer au RN, mais de militer pour ce parti. ■

RAPHAËLLE RÉROLLE

AGATHE BEAUDOUIN

A Ashdod, les certitudes de la droite israélienne

« Nous savons aujourd’hui que nous ne pouvons pas vivre ensemble », affirment nombre d’habitants de la ville portuaire située à 20 kilomètres de Gaza, faisant référence aux Palestiniens

REPORTAGE

JÉRUSALEM - correspondant

Elle est sympa, Or. Elle gère avec son petit copain un club de « footsy volley » – du volley-ball avec les pieds. Menus, musclés, ils sont tombés amoureux sur cette plage d’Ashdod qui donne vue sur le plus grand port industriel d’Israël et sur sa raffinerie. Les week-ends, ils partent en rave, danser dans la nature. Depuis deux semaines, elle est aussi journaliste. La chaîne 14 l’a prise à l’essai. A 21 ans, Or Tzaidi, sans études, sans CV, sans connexions, écrit des articles pour le site Internet de ce vortex de commentaires à petit budget mais très suivi. Acquise aux droites israéliennes, sa jeune chaîne contribue à normaliser un discours aux relents génocidaires, dans le neuvième mois de la guerre à Gaza. « *Ils veulent des jeunes, du sang neuf* », dit la jeune femme, qui préférerait

écrire des posts sur les réseaux sociaux, mais il faut bien commencer quelque part.

Ils ont l’œil, ses rédacteurs en chef. Or Tzaidi est tout à fait dans l’air du temps. Elle veut vivre légère. Elle veut « *parler vrai* », comme son champion, le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir. Dans les yeux d’Or, cet homophobe antilibéral qui croit en la suprématie de la loi divine et en celle du peuple juif, est un « *démocrate* ». Il ne lui paraît pas un obstacle au féminisme. La guerre raciale contre les Arabes qu’il a prônée toute sa carrière ? « *Nous savons aujourd’hui que nous ne pouvons pas vivre ensemble. Il n’y a pas de solution, mais on peut réduire le problème* », estime Or. La politique de la faim et le nettoyage ethnique à Gaza, pour lesquels il milite ? « *Ils partiront volontairement, si Israël propose des incitations* », veut-elle croire.

On l’oublierait aisément, en ce vendredi incandescent où Ashdod fait trempette dans la mer, avant le dîner du shabbat : l’enfer

de Gaza s’ouvre à une vingtaine de kilomètres à peine, au sud. Mais il y a quelques rappels : ces grues à l’arrêt, ces chantiers de construction vides, faute d’ouvriers palestiniens, interdits de territoire durant la guerre. Ces affiches à l’effigie des otages israéliens du Hamas, qui défraîchissent et disparaissent. Quand a-t-on cessé d’en coller en ville ? Or et son copain, Ruben Dray, ne sauraient le dire. Après six mois de vaches maigres, leur affaire de foot-volley a repris en mars. Récemment, ils ont organisé un tournoi en soutien aux captifs du Hamas, à la demande de familles qui s’échinent à ce qu’on ne les oublie pas.

« ILS FINIRONT LE TRAVAIL »

Dans ce bastion de la droite israélienne, on pense beaucoup aux otages. Mais c’est manière de faire leur deuil. Ils gênent. Leur calvaire légitime la guerre. Mais il n’est pas question qu’Israël y mette fin pour les libérer, à la faveur d’un accord négocié avec le Hamas. « *Il n’y a pas beaucoup de nuances dans*

« NOUS AURIONS DÙ TRAITER GAZA COMME LA JUDÉE-SAMARIE [LA CISJORDANIE OCCUPÉE]. MAINTENIR LES COLONIES ET LAISSER L’ARMÉE Y OPÉRER SANS CESSÉ »

HAGIT HAMDANI-MOLDOVAN
militante du Likoud

ma ville, soupire le grand poète d’Ashdod Sami Shalom Chetrit. On dirait que nous avons une équipe de foot qui joue quelque part et que nous sommes devenus une foule de supporters. Nous nous époumonons en slogans vides : “Ensemble nous vaincrons”, “Victoire totale”, “Ramenez-les à la maison.” »

Cet homme de gauche entretient la nostalgie des origines sépharades de ce grand port, qui fut socialiste à sa fondation, en 1956. Il se souvient des enfants des rues qui parlaient l’arabe marocain et le français. Il loue encore la dou-

leur de vivre de cette enclave, où nul étranger ne passe s’il n’a affaire en ville. Il apprécie la capacité de la mairie à préserver un « *statu quo* » entre des russophones plutôt laïques et des juifs sépharades, convertis à l’ultraorthodoxie par le parti Shass, pour lequel il a eu longtemps de l’indulgence.

Depuis une semaine cependant, le poète est dans ses petits souliers. Dans une tribune au quotidien *Haaretz*, il a évoqué la « *guerre civile* » à venir, selon lui, entre la droite messianique de M. Ben Gvir, qui aiguillonne le

A Tel-Aviv, la « colère » et la « rage » des manifestants anti-Nétanyahou

Chaque samedi soir, des Israéliens se retrouvent pour soutenir les familles d’otages et dénoncer la politique de leur premier ministre

REPORTAGE

TEL-AVIV - envoyé spécial

Au cœur de Tel-Aviv, on s’évite, on cherche de l’eau. La chaleur moite, qui refuse de descendre malgré la nuit en ce samedi 15 juin, n’empêche pas la foule de continuer à affluer devant la « place des otages ». Depuis huit mois, chaque semaine, après la fin du shabbat, les familles d’otages et ceux qui leur apportent leur soutien se réunissent ici, devant la Musée des Arts, pour appeler à la libération des Israéliens encore retenus à Gaza (il en reste 120, dont un grand nombre sont morts). Les manifestations ont traversé l’hiver, vu arriver le printemps. Voilà maintenant l’été. La mobilisation ne faiblit pas, au contraire – plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient présentes samedi soir – et il devient aussi de plus en plus difficile d’empêcher que s’y expriment des idées contre le gouvernement, même si, officiellement, les organisations des familles sont supposées être apolitiques.

Lili et Yossi Harari, eux, sont venus exprimer leur solidarité avec les familles d’otages, comme chaque semaine ou presque. Les deux complices sont issus de familles de survivants de la Shoah, ils sont allés à la même école. Ils se sont aimés tôt et se sont mariés

voici quarante-cinq ans. D’une même voix, ils parlent des otages, de la conduite incompréhensible de la guerre, de l’armée « *qui est au centre de la société israélienne* » et Lili ne cache pas sa « *colère* » vis-à-vis de celui qu’elle ne nomme pas, et désigne par un « *il* », comme si prononcer son nom lui écorchait la bouche : Benyamin Nétanyahou, le premier ministre.

Canon à eau déployé

Yossi est d’accord. On le voit bien, ils sont toujours d’accord sur ce qui est important. Juste après la cérémonie de la « place des otages », ils vont marcher jusqu’à l’autre manifestation, non loin, sur Kaplan Street, dont l’objet est la contestation du gouvernement. Ils sont nombreux, désormais, à faire ce même chemin chaque samedi. Lili est certaine, d’ailleurs, que « *le mouvement de contestation contre le gouvernement ne va pas s’arrêter, c’est une question de vie ou de mort pour notre pays* ». Elle explique cette expression à la fois par l’existence menaçante de ce qu’elle décrit comme la coalition des « *ennemis d’Israël* », au premier rang desquels figure l’Iran, mais aussi en raison des « *divisions* » de la nation, entretenues selon elle par ce « *il* » qui l’horripile tant. Bref, concluent-ils ensemble : « *Il faut changer ce gouvernement.* »

Dans cette foule, qui déborde dans le boulevard Shaul Hamelech, germe un sentiment de retour en arrière, comme s’il était possible de renouer avec l’esprit des grandes manifestations organisées au premier semestre 2023 contre le gouvernement, qui avaient déplacé, à leur apogée, des centaines de milliers de personnes. Le 7 octobre avait mis un terme à ce mouvement et si la contestation a repris, elle n’a pas retrouvé la même force.

L’usure de la guerre, progressivement, est-elle en train de redonner de la vigueur au mouvement anti-Nétanyahou ? Depuis la « place des otages », en tendant l’oreille, on peut distinguer d’autres clameurs, en provenance du rassemblement contre le gouvernement. Il y a encore plus de monde, là-bas. Sur Kaplan Street,

« LE MOUVEMENT DE CONTESTATION NE VA PAS S’ARRÊTER, C’EST UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT POUR NOTRE PAYS »

LILI HARARI
manifestante israélienne

le programme est à peu près identique, chaque semaine : discours politiques, musique, slogans, puis tentative d’envahir l’autoroute la plus proche, qui traverse la ville.

Entre la foule et l’autoroute Ayalon, ce soir, il y a déjà des hommes en uniforme sur des chevaux qui piaffent. Un premier canon à eau a été déployé. Quand la situation dérape, les policiers n’y vont pas de main morte. Des parents d’otages ont déjà été frappés, des vieillards arrêtés. Parfois, le cœur des manifestants n’y est pas ; ou la police se montre plus habile, et tout le monde finit par rentrer chez soi en attendant de recommencer une semaine plus tard. Mais au milieu de cette quasi-routine, une vague est-elle en train de se lever, qui finirait par menacer le gouvernement, ou la chorégraphie de Tel-Aviv est-elle condamnée à demeurer un défouloir ?

Ce n’est pas ce soir que la question sera tranchée. Sur le podium, au bout de Kaplan Street, Yair Lapid, leader de l’opposition, vient de faire un discours où il a appelé à la démission du gouvernement, tout en rappelant le dossier qui enflamme les esprits : celui du projet de loi destiné à préserver, malgré de menus ajustements, l’exemption de service militaire pour la vaste majorité des jeunes ultraorthodoxes. Il y a quelques heures, la

mort de huit soldats israéliens à Gaza vient d’être annoncée. Que les ultraorthodoxes échappent à la guerre n’en semble que plus incompréhensible.

Surgit un groupe de lycéens, dont les voix haut perchées peinent à percer le vacarme ambiant, mais qui parviennent à dire à quel point, ils en sont convaincus, cette guerre doit prendre fin, et le gouvernement changer. Eux aussi viennent désormais manifester toutes les semaines. A deux ou trois cents mètres, un minuscule groupe de contre-manifestants tente de se faire une place avec leur slogan habituel : « *Gauchistes, vous êtes des traîtres.* »

« Pas d’espoir de solution »

Cela fait rire Bar Pakula, l’un des responsables de Change Generation. Son groupe, opposé au gouvernement, monte des tentes sur Kaplan Street pour rappeler la situation dans le nord du pays, où la population israélienne a été évacuée de la zone frontalière avec le Liban depuis octobre. La guerre d’intensité modérée avec le Hezbollah qui règne là-bas n’avait pas beaucoup attiré l’attention en Israël. Depuis quelques semaines, cependant, la question du Nord a fini par entrer dans les préoccupations. « *Cela fait huit mois que la guerre dure et on n’a pas le moindre espoir de solution. Ce qu’on*

constate, c’est qu’on a été manipulés pour des motifs politiques, par des responsables sans liens avec la réalité, qui se maintiennent au pouvoir coûte que coûte, s’insurge Bar Pakula. Il y a un niveau de rage et de colère contre ce gouvernement qui n’a pas été vu dans ce pays depuis des décennies. »

Ce soir, toutefois, la rage hésite à se concrétiser. Certains, dans la foule, voudraient qu’on brûle les tentes de Change Generation, par allusion aux feux qui sont déclenchés par les tirs du Hezbollah, au Nord. D’autres sont partisans de les utiliser pour lancer une occupation de la place.

Au milieu du chaos, Sharon Roz plaide, d’un ton très calme, en faveur de la restauration des liens avec la population palestinienne, malgré la guerre. Elle est biochimiste, travaille dans un grand hôpital près de Jérusalem. « *Il est temps qu’on se rende compte que nous devons réinventer le moyen de vivre ensemble dans ce pays* », dit-elle. Ça y est, les tentes brûlent. La police opère une percée, avec des extincteurs, douze personnes sont arrêtées. Il est près de minuit, la dispersion a lieu. Dès lundi, un nouvel appel à manifester contre le gouvernement devant la Knesset (le Parlement), à Jérusalem, a été lancé par une série d’organisations. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY





Dans un restaurant d'Ashdod (Israël), où l'on retrouve la tradition des « parlements », ces cafés-restaurants où des Israéliens se retrouvent pour parler politique. Le 14 juin. LUCIEN LUNG/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

gouvernement dans la guerre, et la société ouverte, séculière ou traditionnelle, que ces radicaux gâteraient. La chaîne 14 d'Or Tzaidi a dénoncé son défaitisme. Elle l'accuse de raviver les divisions d'Israël, qui consommaient le pays avant-guerre. Deux élus d'Ashdod ont appelé à « *boycotter* » l'enfant de la ville, dont des vers s'évalent sur un mur du front de mer.

« *Aujourd'hui je me sens plus en sécurité que le 7 octobre* [2023], affirme pour sa part Hagit Hamdani Moldovan, militante locale du Likoud, le parti du premier ministre, Benyamin Nétanyahou. *J'ai confiance dans l'armée et dans les combattants, je sais qu'ils finiront le travail.* » Elle s'accommode d'une guerre « *qui durera toujours* », puisqu'« *ils* [le Hamas et les Palestiniens confondus] *sont patients* », voués à une lutte d'extermination « *durant des siècles.* »

GUERRE JUGÉE « TROP LENTE »

A écouter cette cadre dans la tech, employée à Tel-Aviv par une grande entreprise américaine, on mesure à quel point la réécriture de l'histoire immédiate, à laquelle M. Nétanyahou s'emploie, a sédimement dans les esprits. La responsabilité du premier ministre dans l'écroulement du 7 octobre ? « *C'est celle de tous les partis, de l'armée et des médias. Le renseignement donnait de l'argent au Hamas, en croyant qu'il y aurait la paix. Moi aussi j'y croyais. Seul Ben Gvir proposait autre chose. Nous aurions dû traiter Gaza comme la Judée-Samarie* [la Cisjordanie occupée]. *Maintenir les colonies et laisser l'armée y opérer sans cesse.* »

Il n'y a pas de véritable alternative à ce récit en Israël. L'opposition tire à boulets rouges sur M. Nétanyahou, mais elle craint de demander la fin de la guerre. Elle dénonce les ambitions coloniales de ses alliés, mais elle ne se dissocie pas de lui sur la question palestinienne. A Ashdod, il n'y a pas de manifestations de rue pour les otages ou la fin de la guerre. « *Ce serait dangereux* », note M. Chetrit. « *La gauche* », ce parti de la défaite, se résume ici au général centriste Benny Gantz. On ne lui pardonne pas d'avoir quitté le gouvernement le 9 juin.

En octobre 2023, des députés du Likoud exprimaient une forme de contrition. Ils se résignaient à

payer ce cataclysme dans les urnes. Ce discours peu à peu disparu. Chez Asher Nahon, principal apparatchik du parti à Ashdod, il n'en reste pas une once. M. Asher est un haut cadre du port. Son parti a dirigé la campagne du maire, sans étiquette. Sa sœur, Iris, dirige le syndicat des employés municipaux et jouit d'un lien direct avec M. Nétanyahou et son épouse, Sara. Ils animent des « *parlements* » de café, où l'on se retrouve pour parler politique le vendredi matin. Ils convoquent des députés de sièges à la Knesset. Mais, de semaine en semaine, ses chances de bloquer toute majorité alternative s'accroissent. En privé, la sœur de M. Nahon, Iris, conçoit que le premier ministre n'est pas éternel. Elle envisage de se ranger un jour derrière l'un de ses successeurs déclarés, l'homme d'affaires Nir Barkat.

« *Ils essaient de préserver leur réseau de patronage. Ils savent que leurs partisans doutent, que le Likoud nous a amenés à cette catastrophe et qu'il le paiera* », veut croire Diana Nemolkin, rare voix d'opposition audible en ville, car de droite. Cette programmeuse informatique s'implique à la mairie, afin d'attirer des entreprises de la tech à Ashdod. Elle est née à Tcher-nobyl, en Ukraine, et l'organisation religieuse Chabad l'a emportée, enfant, vers Israël, en 1990. Elle vote pour le parti des smartphones laïques Israël Beitenou.

Son chef, Avigdor Lieberman, peut se targuer d'avoir souhaité vitrifier Gaza dès 2018, lorsqu'il était ministre de la défense. Il est le premier d'une longue série d'anciens alliés qui ont rompu avec M. Nétanyahou, s'estimant mal-aimés. Diana Nemolkin se félicite de voir l'armée « *puissante, brutale et conquérante* » à Gaza, mais elle trouve la guerre « *trop lente* ». Elle déplore l'indécision du premier ministre, la manière dont il a repoussé durant des mois l'opération de Rafah, et ses hésitations face à une autre guerre « *inévitale* » au Liban. ■

LOUIS IMBERT

La Suède échange un Iranien condamné contre deux otages

Stockholm a gracié Hamid Nouri, un ancien procureur, et obtenu la libération de Johan Floderus et Saeed Azizi, incarcérés à Téhéran

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

Trois jours après la libération du consultant français Louis Arnaud, le Suédois Johan Floderus, 33 ans, incarcéré à la prison d'Evin, à Téhéran, depuis avril 2022, et l'Irano-Suédois Saeed Azizi, 61 ans, détenu depuis novembre 2023, ont été relâchés. Ils sont arrivés à Stockholm, samedi 15 juin au soir. Quelques heures plus tôt, le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, avait annoncé leur libération, en échange du retour en Iran de Hamid Nouri, 63 ans, condamné par la justice suédoise pour son implication dans l'exécution de centaines de prisonniers politiques en Iran, à l'été 1988.

Cet ancien procureur adjoint avait été arrêté en novembre 2019, à son arrivée à l'aéroport d'Arlanda, à Stockholm, où son ex-gendre et un ancien prisonnier politique iranien l'avaient attiré. Mis en examen pour « crime aggravé, crime contre le droit international et meurtre », Hamid Nouri a été jugé au nom de la juridiction internationale de la Suède et condamné à la perpétuité. Le 26 mars 2024, la Cour suprême du royaume a rejeté son dernier appel, mettant un terme à la procédure judiciaire et ouvrant la possibilité d'un échange.

Téhéran réclamait sa libération depuis son interpellation. Pour Stockholm, il n'a jamais fait aucun doute que Johan Floderus était une victime de la « diplomatie des otages » pratiquée par l'Iran. Fonctionnaire européen, il avait été arrêté à l'aéroport de Téhéran, le

17 avril 2022, deux semaines seulement avant le réquisitoire du procureur suédois contre Hamid Nouri, le 2 mai 2022. Connaissant bien l'Iran, Johan Floderus était venu y passer une semaine de vacances avec des amis diplomates suédois.

En septembre 2023, ses parents ont révélé que leur fils avait été maintenu à l'isolement pendant les dix premiers mois de sa détention et soumis à des tortures psychologiques. Accusé d'« espionnage pour le compte d'Israël », Johan Floderus a été jugé à partir du 10 décembre 2023. Le 28 janvier 2024, le procureur iranien avait demandé sa condamnation à mort.

« L'enfer sur terre »

Libéré en même temps que lui, Saeed Azizi, dont le nom n'avait pas été rendu public jusque-là, avait été arrêté dans la résidence de sa mère à Téhéran, le 12 novembre 2023, alors qu'il venait d'arriver de Suède. Irano-Suédois, il a depuis été condamné à une peine de cinq ans d'emprisonnement. Samedi soir, le premier ministre suédois a estimé que Johan Floderus et Saeed Azizi avaient tous les deux « *vécu l'enfer sur terre* ».

Consentant que l'échange allait susciter des critiques, M. Kristersson a reconnu qu'il avait dû prendre « *des décisions très difficiles* », dont celle de gracier M. Nouri. « *Je me rends compte que cela suscite des sentiments mitigés, notamment parmi les Suédois qui ont une origine iranienne (...). Ce n'est pas un compromis facile que le gouvernement a fait. (...) En tant que premier ministre, sauver et*

En Suède, l'échange suscite l'incompréhension car il n'inclut pas un médecin détenu lui aussi en Iran

protéger des vies suédoises passe avant tout le reste », a-t-il déclaré.

En Iran, samedi, Hamid Nouri a été accueilli en héros par les autorités iraniennes. Sa libération est vécue par les opposants au régime comme une trahison de l'Occident qui, malgré ses grandes déclarations en faveur des droits humains, serait prêt à tout compromis si ses propres intérêts étaient en jeu.

En Suède, l'échange suscite l'incompréhension car il n'inclut pas Ahmadreza Djalali, 51 ans. D'origine iranienne, naturalisé suédois pendant sa captivité, ce spécialiste de la médecine de catastrophe, attaché à l'Institut Karolinska, à Stockholm, avait été arrêté à Téhéran en avril 2016. Il y participait à un séminaire. Accusé lui aussi d'espionner pour le compte d'Israël, M. Djalali a été condamné à mort. A trois reprises, il a été placé à l'isolement et informé qu'il allait être bientôt exécuté : la dernière fois, le 19 décembre 2023, alors que la cour d'appel de Stockholm confirmait la condamnation à perpétuité de Hamid Nouri.

Sa femme, Vida Mehrannia, chimiste, n'a pas été informée par les autorités suédoises de l'échange

Au Parlement européen, les groupes rivalisent pour recruter des eurodéputés

Les partis hésitants entre les groupes d'extrême droite et les élus non affiliés sont très sollicités

BRUXELLES - bureau européen

A peine les résultats des élections européennes connus, les grandes manœuvres ont commencé au Parlement européen. L'heure est aux négociations, en coulisse, alors que chacun des groupes politiques qui structurent l'hémicycle cherche à accroître ses troupes. Une sorte de second tour, dont l'issue pourrait être décisive pour la vie des institutions bruxelloises.

A ce jour, sept groupes rassemblent la grande majorité des 720 eurodéputés : les droites européennes du Parti populaire européen (PPE), les sociaux-démocrates (S&D), les libéraux de Renew Europe, Les Verts, les droites nationalistes et populistes des Conservateurs et réformistes européens (ECR) et d'Identité et démocratie (ID), et La Gauche (GUE/NGL).

A leurs côtés, on trouve des partis sans affiliation comme le Fidesz hongrois de Viktor Orban, contraint de quitter le PPE en 2021, et le parti allemand Alternative für Deutschland (AfD), exclu d'ID il y a quelques semaines, ainsi que des formations politiques encore embryonnaires ou des élus isolés, qui n'étaient jusqu'ici pas représentés.

Les groupes existants sont en chasse : ils cherchent à débaucher chez leurs concurrents, mais aussi à puiser dans ces réserves d'une centaine d'eurodéputés pour gagner quelques sièges. L'enjeu est

politique, bien sûr. Il est aussi financier, alors que les moyens d'un groupe sont proportionnels à sa taille. Chaque recrue rapporte.

L'affaire n'est pas toujours simple. Ainsi le Fidesz a dit son intention de rejoindre ECR, mais certaines délégations du groupe refusent de cohabiter avec les amis de Viktor Orban et menacent de chercher refuge ailleurs. C'est le cas du Parti civique démocrate (ODS) du premier ministre tchèque, Petr Fiala, que le PPE aimeraient bien récupérer, des Démocrates de Suède qui soutiennent le gouvernement suédois, ou encore des nationalistes flamands de la N-VA, qui ont entamé des discussions informelles avec Renew Europe.

Parcours invraisemblables

Côté ID, aussi, les équilibres sont fragiles. Alors que le Rassemblement national (RN) en est la première délégation, Marine Le Pen préconise une alliance avec ECR, mais, pour l'heure, elle n'a pas été entendue. Le 12 juin, elle a par ailleurs rencontré deux de ses alliés au sein d'ID – Geert Wilders, à la tête du Parti pour la liberté (PVV) néerlandais, et Matteo Salvini de la Ligue italienne – pour évoquer la suite. Une journaliste du site *Politico*, qui s'était aventurée près du buffet de l'hôtel où ces trois derniers avaient discuté, y a trouvé des notes manuscrites qu'un étourdi avait oubliées. On pouvait y lire : « *AfD – après les*

élections. » En clair, le RN, qui a œuvré à l'exclusion de l'AfD après les déclarations de sa tête de liste sur les SS, préfère laisser passer les législatives françaises, avant d'envisager son retour en grâce. A l'heure où le parti d'extrême droite s'imaginerait à Matignon, il n'est pas question de mettre en péril sa stratégie de dédiablement.

De Renew Europe au PPE, en passant par Les Verts, les S&D, ECR, GUE/NGL ou ID, on regarde aussi du côté des nouveaux eurodéputés sans attache, un groupe hétéroclite d'individus aux parcours parfois inclassables. Certains, comme l'influenceur chypriote Fidas Panayiotou, se disent apolitiques. Le jeune homme, qui s'est fait connaître par ses vidéos où il va à la rencontre de célébrités comme le patron de Tesla, Elon Musk, passe une semaine dans un cercueil quand il n'organise pas des concours de cuisine loufoques, a obtenu 19,36 % des voix à Chypre. D'autres sont plus engagés. A gauche, l'activiste antifasciste italienne de 40 ans Ilaria Salis a été incarcérée en Hongrie, en février 2023, au motif qu'elle aurait attaqué des sympathisants néonazis lors d'une manifestation à Budapest en février 2023 – ce qu'elle nie. Maintenant qu'elle a été élue et bénéficié d'une immunité parlementaire, elle devrait être libérée.

Mais c'est le plus souvent des idées d'extrême droite que défen-

et l'a découvert dans les médias. Samedi, elle s'est rendue devant le ministère des affaires étrangères à Stockholm pour exiger des explications. Contactée par *Le Monde*, elle dit sa colère : « *C'est de la discrimination. On nous a accordé la nationalité suédoise, mais ils ont abandonné mon mari. Ils ont décidé de donner la priorité aux autres et désormais la Suède n'a plus rien pour négocier.* » Elle a eu son mari au téléphone : « *Il est désespéré* », assure-t-elle.

« *La question qui se pose est de savoir comment le gouvernement suédois va maintenant agir pour s'assurer qu'*[Ahmadreza Djalali] *soit également libéré* », a réagi Anna Johansson, secrétaire générale d'Amnesty International en Suède. Rectrice de l'Institut Karolinska, Annika Ostman Wernerson avoue sa « *déception* » que M. Djalali ne fasse pas partie de l'échange.

Le ministre des affaires étrangères, Tobias Billström, a assuré que « *le gouvernement et les services de renseignement ont fait de gros efforts* » pour que le médecin « *fasse partie de l'opération* ». « *Malheureusement, l'Iran a refusé de le reconnaître comme citoyen suédois et de discuter de son cas* », a-t-il affirmé, ajoutant que M. Djalali avait été arrêté « *bien avant l'interpellation* » de M. Nouri et qu'il était devenu citoyen suédois pendant sa captivité, contrairement à Johan Floderus et Saeed Azizi, qui, eux, ont été utilisés par Téhéran comme des « *pièces pour obtenir le retour de Hamid Nouri* ». ■

GHAZAL GOLSHIRI (À PARIS)
ET ANNE-FRANÇOISE HIVERT

dent ces eurodéputés parfois mal identifiés. Ainsi, sur une photo publiée le 6 juin, on voit l'ancien pilote de course tchèque devenu influenceur Filipe Turek, qui s'est fait élire sous l'étiquette « le serment et les automobilistes », en train de faire un salut nazi. On peut aussi citer l'Espagnol Alvis Pérez, encore un influenceur, dont le parti La fête est finie défend des positions anti-avortement, qui veut construire la prison la plus grande d'Europe et villende journalistes et immigrés.

Le Parlement européen ajuste, au fil des recrues, les effectifs des groupes. Pour certains, l'enjeu est capital. Le PPE veut être le plus puissant possible pour peser dans la majorité qu'il s'approprie à constituer avec les sociaux-démocrates et les libéraux. L'extrême droite, aujourd'hui répartie entre ID, ECR et les « non-inscrits », sait que, de sa réorganisation dépendra sa force de frappe réelle. Avec près de deux cents élus, elle a tout à gagner à éviter l'éparpillement.

Renew Europe, où les macronistes sont la principale délégation, joue sa place de troisième groupe. Seule une poignée de sièges le sépare d'ECR, dominé par les troupes de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni. A moins de deux semaines des élections législatives françaises, Emmanuel Macron préférerait éviter cette humiliation. ■

VIRGINIE MALINGRE

Une conférence sur l'Ukraine au résultat timide

En Suisse, 79 Etats, mais aucun des BRICS, ont signé une déclaration appelant au respect de l'intégrité territoriale

LE BÜRGENSTOCK (CANTON DE NIDWALD, SUISSE) - envoyé spécial

Comment mesurer le succès ou l'échec de la première grande conférence internationale visant à élargir la base des Etats favorables à un processus de paix en Ukraine, qui se limitait jusqu'ici au cercle à peine élargi des pays « occidentaux », indéfectibles alliés de Kiev depuis l'invasion russe du 24 février 2022 ? La diplomatie suisse a accueilli, samedi 15 et dimanche 16 juin, une centaine de délégations, dont la moitié était européenne, dans le luxueux complexe hôtelier alpin du Bürgenstock, propriété d'une chaîne hôtelière qatarie. Selon la présidente de la Confédération helvétique, Viola Amherd, « *le sommet a permis à une grande majorité des participants de s'accorder sur un communiqué commun* », ce qui n'était pas acquis d'avance.

Mais une question, la principale, demeure, a-t-elle reconnu : « *Quand et comment impliquer la Russie ?* » Le Kremlin n'a cessé, depuis des semaines, de dénigrer cette initiative et n'avait, en conséquence, pas reçu d'invitation à participer à la conférence, que la Chine a pour sa part esquivée.

Pas de « premiers pas »

Paraphée par 79 Etats, la déclaration finale ne l'aura donc été par aucun des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et l'Arabie saoudite se sont abstenus. Cette dernière, qui pourrait accueillir la prochaine conférence pour la paix en Ukraine, peut-être sous un format différent, était représentée par son ministre des affaires étrangères, alors que Brasilia et Delhi n'avaient délégué en Suisse que des diplomates de second rang ou des observateurs.

Comme attendu, le texte réaffirme « *les principes de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale de tous les Etats, y compris l'Ukraine* ». Il dénonce « *la militarisation de la sécurité alimentaire* », met en garde sur le péril nucléaire, notamment autour de la

La principale question demeure : « Quand et comment impliquer la Russie ? », a reconnu la présidente suisse

centrale de Zaporijia, et appelle au retour des enfants ukrainiens déportés par la Russie. Autant de notions connues depuis longtemps, qui ne marquent ni une avancée de la réflexion ni des « premiers pas », selon la formule consacrée, entendue à de multiples reprises dans les coulisses du sommet.

Samedi, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait exprimé l'espoir de fédérer la communauté internationale autour d'une proposition de paix qu'il pourrait éventuellement présenter à Moscou. Dimanche, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Piskov, lui a répondu à sa manière, affirmant qu'il « *devrait réfléchir à la dernière proposition* » du président russe, Vladimir Poutine, à savoir une capitulation pure et simple de l'Ukraine, qui ne serait « *pas un ultimatum, mais une initiative de paix qui tient compte des réalités du terrain* ».

Face à cette intransigeance, appuyée par les récents succès russes sur la ligne de front, le document final de la conférence helvétique fait pâle figure. Selon un observateur, « *il est même en retrait comparé à des résolutions onusiennes antérieures, par exemple celle de février 2023, signée par 141 Etats, qui exigeait notamment le retrait immédiat des troupes russes d'Ukraine* ». En clair, à force de diluer et la détermination et le propos, dans le but de convaincre des membres du Sud global de participer à une affaire qui ne les concerne pas directement, les organisateurs de la conférence ont présenté une déclaration faible et



Lors de la session plénière du Sommet sur la paix, à Stansstad, en Suisse, le 16 juin. URS FLUEELER/VIA REUTERS

peu contraignante, finalement même pas signée par ceux que sa modération voulait séduire.

De fait, le ballet des chefs d'Etat et de gouvernement, convoyés sur les hauteurs de Suisse centrale par les hélicoptères Super-Puma que l'armée de l'air helvétique a rarement l'occasion de sortir, a un peu masqué le côté expéditif de l'événement. Une moitié des dirigeants européens présents n'est restée que quelques heures sur place samedi, le temps d'une photo de groupe, d'une séance plénière et d'un dîner vite expédié.

La vice-présidente américaine, Kamala Harris (en l'absence de Joe Biden qui dinait, lui, en Californie à l'occasion d'une levée de fonds pour sa campagne), était de

retour aux Etats-Unis dimanche matin. Arrivé le dernier, reparti parmi les premiers, sans doute en raison d'un agenda chargé, Emmanuel Macron n'a pas répondu à la centaine de journalistes internationaux qui brûlaient de l'interpeller sur la situation politique en France. Le président français s'est contenté de rappeler en séance plénière que la capitulation sans conditions de l'Ukraine réclamée par Vladimir Poutine n'était pas imaginable.

Quant au président tchèque, Petr Pavel, un ex-général de l'OTAN souvent en première ligne pour dénoncer l'agression russe sans périphrases, il a martelé que

« *la guerre en Ukraine n'est pas seulement un conflit en Europe. Ce n'est pas une crise comme certains*

La déclaration faible et peu contraignante n'a même pas été signée par ceux que sa modération voulait séduire

l'appellent. Il s'agit d'un conflit qui a d'énormes implications pour la région et pour le monde entier ».

Côté suisse, la satisfaction régnait à l'issue de la conférence, ne serait-ce qu'en raison du déroulement millimétré des allées et venues. Avec en prime des compli-

ments remarquables. « *C'est un coup de maître diplomatique. Il est plutôt remarquable qu'une centaine de pays se présentent à un sommet de paix auquel le principal instigateur de ce conflit ne participe pas* », a déclaré par exemple au *New York Times* Max Bergmann, un ancien responsable du département d'Etat américain, qui dirige désormais le programme Europe, Russie et Eurasie du Center for Strategic and International Studies à Washington.

Enfin, ce sommet bien organisé a aussi permis à Berne de faire bonne figure sur la scène internationale, alors que son interprétation très rigoriste de sa neutralité la met en posture délicate depuis le début de la guerre en Ukraine. ■

SERGE ENDERLIN

En France, des Ukrainiens formés pour pouvoir voler sur des F-16

L'armée de l'air et de l'espace française s'est engagée à certifier une formation de 26 pilotes en deux ans, qui s'entraînent sur des Alphajet

REPORTAGE

Les visages sont aussi juvéniles que leurs regards sont graves, leurs silhouettes engoncées dans leurs combinaisons militaires aussi discrètes que leur parole est rare. Sous les hangars d'une base aérienne du sud-ouest de la France, dont le nom ne peut être divulgué pour des raisons de sécurité, depuis plusieurs mois, une poignée de jeunes pilotes ukrainiens s'entraîne à la guerre.

En cette mi-juin, c'est la première fois depuis le début de la guerre en Ukraine que l'armée de l'air et de l'espace ouvre les portes de cet entraînement qui a officiellement débuté en mars. Les recrues s'affairent. Là, au milieu des cartes de navigation pour préparer leur mission du jour, ici pour effectuer leurs heures de vols en simulateur, ailleurs encore, au milieu du tarmac, prêts à décoller pour un vol sur un appareil biplace avec un instructeur.

Pas de F-16 ici, l'avion de chasse sur lequel ils sont censés voler en Ukraine, mais des Alphajet. Grâce à la coopération franco-belge, une poignée de ces biréacteurs a pu être mise à disposition. Leur intérêt : ils sont équipés d'un tableau de bord imitant celui du F-16, les forces belges volant sur F-16 et s'étant, jusqu'en 2018, entraînées

sur la base avec ces appareils. Les pilotes ukrainiens ne sont que dix, pour l'heure, selon l'armée de l'air et de l'espace. Certains n'ont jamais volé, d'autres ont une expérience sur L-39 Albatros, un avion d'entraînement de fabrication tchèque. Depuis leur arrivée en France, après un séjour de plusieurs mois au Royaume-Uni, notamment pour apprendre l'anglais, ils ont en tout cas été placés « *sous bulle* », comme le dit un officier français. Et même en cette journée de médiation, ils n'ont pas le droit d'échanger avec la presse. Seul leur âge a été communiqué : « *entre 21 et 23 ans* ».

Long processus

Leur formation sur le sol français est l'aboutissement d'un long processus amorcé il y a plus d'un an, en mai 2023, lors d'une réunion des alliés de Kiev à Ramstein, en Allemagne. Le fruit de longues discussions aussi techniques que sensibles, afin de faire coïncider l'urgence des besoins ukrainiens et les diverses contraintes opérationnelles des états-majors occidentaux.

Pour la France, l'enjeu a été double. D'un côté, réussir, comme d'autres alliés – y compris Américains –, à faire de la place à ces Ukrainiens au sein de son cursus de formation fortement embou-

En accord avec Kiev, le contenu des modules d'apprentissage a été condensé

teillé par l'entraînement de ses propres pilotes. De l'autre, suspendre en extremis le retrait du service de ses Alphajet, dont l'armée de l'air avait décidé de se séparer en 2023 – sauf pour la Patrouille de France.

La plupart des instructeurs français présents en cette mi-juin sont des réservistes d'une cinquantaine d'années, souvent chevronnés, qu'il a fallu rappeler. La base aérienne où a lieu la formation des Ukrainiens, elle, a dû pousser les murs pour réorienter « *60 % de son activité* », selon ses cadres, vers l'entraînement de ces nouvelles recrues.

Au total, ce sont « *vingt-six Ukrainiens en deux ans* » que l'armée française s'est finalement engagée à former, assure le porte-parole de l'armée de l'air, présent sur place. Un effort notable, alors qu'en temps normal, elle certifie environ trente pilotes par an, à l'issue de quatre ou cinq années de formation. La première promo-

tion d'Ukrainiens devrait ainsi être certifiée en septembre. « *On a fait des choix* », admet pudiquement le commandant de la base, le colonel Pierre. Ces choix concernent notamment le raccourcissement des délais d'apprentissage. En accord avec Kiev, le contenu des modules a été condensé, rogné. La formation des pilotes ukrainiens en France devrait durer six mois, contre dix-huit mois en temps normal. Au programme : découverte du vol en patrouille – soit à deux avions, pratique inhabituelle en Ukraine –, entraînement à la navigation « tactique » (soit à très basse altitude, 150 mètres), ou encore au tir avec canon de 30 mm.

En revanche, pas le temps de faire jusqu'à cent cinquante heures de vol en conditions réelles, comme l'imposent les normes habituelles : ce sera quatre-vingts heures sur Alphajet et cinquante heures sur simulateur. « *L'idée n'est pas de calquer la situation en Ukraine* », reprend le colonel Pierre. « *Nous formons des pilotes opérationnels, pas des chefs d'escadron* », détaille le capitaine Benjamin, 44 ans, chef des opérations.

Après leur passage par la France, les Ukrainiens sont censés rejoindre une base en Roumanie, où ils apprendront cette fois à véritablement prendre en main les F-16.

C'est en effet dans des bases « *hors d'Ukraine* », comme l'a indiqué, le 10 juin, un haut gradé de l'armée de l'air ukrainienne, lors d'une interview sur Radio Free Europe/Radio Liberty, que vont être stockés, durant quelque temps, les quelque soixante-cinq F-16 promis à Kiev par un certain nombre de pays : les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark ou encore la Norvège.

Renforts au compte-gouttes

La France n'est pas la seule à rendre publique cette formation de pilotes. D'autres alliés de Kiev ont fait de même. Le 23 mai, un porte-parole de la garde nationale aérienne américaine a déclaré que les Etats-Unis venaient de certifier leur première promotion de pilotes ukrainiens, et que ceux-ci devaient arriver sous peu « *en Europe* » pour « *un entraînement additionnel* ». Le 21 mai, le ministre de la défense néerlandais a indiqué qu'une première promotion de « *dix* » membres du personnel de maintenance venait d'achever sa formation aux Pays-Bas.

Ces renforts arrivent toutefois au compte-gouttes, alors que Kiev apparaît en difficultés sur le terrain. « *Il sera difficile de mesurer l'impact significatif des F-16 sur le champ de bataille avant 2025, et les attentes doivent être gérées en conséquence* », soutiennent Chris-

topher Koeltzow, Brent Peterson et Eric Williams, dans une note consacrée aux F-16 en Ukraine, pour le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS). Selon des estimations ukrainiennes, seuls vingt pilotes formés par les Occidentaux seront employables d'ici à la fin de l'année.

De même, avec soixante-cinq F-16 promis, Kiev ne peut envisager d'inverser le rapport de force avec Moscou, estiment les chercheurs du CSIS. Ce format correspond peu ou prou à ce dont les forces ukrainiennes disposaient en mars 2023. « *Or, selon les normes de l'OTAN, ce nombre d'appareils ne peut pas représenter plus de trois escadrons de chasse (avec dix-huit appareils par escadron). L'Ukraine a besoin de près de douze escadrons de chasse pour assurer le soutien aérien nécessaire à la guerre sur le terrain* », ajoutent-ils.

La décision d'envoyer des Mirage 2000-5, annoncée par Emmanuel Macron le 6 juin, s'inscrit dans cette réalité, a indiqué une source au sein de l'armée de l'air vendredi, aux médias présents. Cet officier a confirmé qu'une part de ces Mirage serait bien prélevée sur les stocks de l'armée de l'air, à savoir sur son escadron basé à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône). « *C'est acté* », a-t-il assuré. ■

ÉLISE VINCENT

Polystyrène : le lobbying gagnant des industriels pour éviter l’interdiction

Les fabricants de yaourt s’étaient engagés à créer une filière française de recyclage du polystyrène avant 2025. A six mois de l’échéance, ils ne sont pas prêts

C’est un nouveau renoncement sur le front de la transition écologique. Les industriels de l’agroalimentaire et du plastique pourront continuer à écouler les milliards de pots de yaourt, de compote et de barquettes de viande en polystyrène malgré l’interdiction qui devait entrer en vigueur en 2025 en cas d’absence de filière française de recyclage. Interrogé par Franceinfo et *Le Monde*, le ministère de la transition écologique n’en fait plus mystère : « *Les ambitions de la loi étaient trop ambitieuses. Nous sommes dans une impasse.* »

A moins de six mois de l’échéance, les industriels ne sont pas prêts et la filière française de recyclage du polystyrène reste une chimère. Ce renoncement enterre définitivement l’un des principaux objectifs de la loi anti-gaspillage et pour une économie circulaire de 2020 : tendre vers 100 % d’emballages en plastique recyclés avant 2025.

Depuis plusieurs années, Syndifrais, le syndicat qui représente les professionnels des produits laitiers frais (Yoplait, Lactalis, Senoble, Rians...), déploie un intense lobbying pour sauver les 15 milliards de yaourts qu’il vend chaque année et convaincre le gouvernement qu’une filière française de recyclage du polystyrène apte au contact alimentaire sera opérationnelle en 2025. L’offensive débute en 2020 : Syndifrais lance le consortium PS25 avec d’autres entreprises utilisatrices d’emballages en polystyrène (Andros, Bigard...) et Citeo, l’éco-organisme financé par le secteur de la

grande distribution pour mieux gérer ses déchets.

En juin 2021, le consortium signe une « charte d’engagement » avec le ministère de la transition écologique visant « *l’émergence d’une filière de recyclage française efficiente* » avant 2025 avec la promesse d’« *usines opérationnelles dès 2023* ». Parmi les signataires, on retrouve aussi le lobby du plastique (Plastics Europe, Polyvia, Elipso) et Michelin en tant que porteur d’un projet d’usine devant démarrer avant la fin 2023.

Modèle allemand de la consigne
Première victoire, lors du vote de la loi Climat et résilience en juillet 2021, les industriels réussissent à convaincre les sénateurs et les députés, plutôt que d’opter pour une interdiction ferme au 1^{er} janvier 2025, de conditionner cette suppression à l’absence de filière de recyclage spécifique. En décembre 2021, les signataires de la charte ont remis au ministère de la transition écologique un rapport d’étape. Il n’a jamais été rendu public, mais Franceinfo et *Le Monde* ont pu s’en procurer une copie. Le document conclut que la mise en place d’une filière de recyclage du polystyrène en France d’ici à 2025 est non seulement « *techniquement possible* », mais représente « *une réponse pertinente pour limiter [son] impact environnemental et [atteindre] notamment l’objectif de réduction des plastiques* ».

Bibliographie inexistante, allégations souvent non sourcées, biaisées ou lacunaires... : « *Le manque de rigueur scientifique du rapport aurait dû mettre la puce à*

l’oreille au gouvernement », indique une source proche du dossier. Les industriels s’étaient engagés à élaborer un « *plan de sortie opérationnel* » du polystyrène vers des solutions alternatives recyclables ou réemployables en cas de défaut de filière de recyclage : l’« *analyse des alternatives* » aux pots de yaourt en polystyrène est évacuée en une page et demie pour conclure que le polystyrène a un « *meilleur bilan environnemental* ». Aucune référence au modèle allemand de pots en verre consignés ni au fait que dans certains pays (États-Unis, Royaume-Uni, Espagne ou Portugal) les géants de l’agroalimentaire sont passés à d’autres plastiques recyclables et moins problématiques pour l’environnement comme le polyéthylène téréphtalate (PET). C’est également la piste privilégiée par Danone, qui ne fait pas partie du consortium PS25, avec le polypropylène ou le papier-carton. Car si le polystyrène ne représente que 16 % des emballages en plastique mis sur le marché, il constitue plus du tiers des plastiques retrouvés dans la nature.

L’industrie des produits laitiers est très attachée au polystyrène : très léger et facilement cassable, il permet de détacher un yaourt de son lot. Ce sont ces propriétés qui rendent son recyclage particulièrement complexe. Lors de la collecte, les pots peuvent se casser en petites particules qui ne pourront pas être détectées sur les chaînes de tri. Pour corser davantage l’opération, un pot de yaourt n’est pas seulement composé de polystyrène. Il est entouré d’une membrane généralement en papier et

d’un opercule, souvent recouvert d’une fine pellicule d’aluminium.

Si bien qu’aujourd’hui, aucun centre de recyclage ne sait traiter les pots et autres emballages en polystyrène en France. Les 5 % qui ne sont pas brûlés ou enfouis sont expédiés en Espagne et en Allemagne dans des centres spécifiques. Mais là encore, le rendement de ce « recyclage » mécanique est aussi faible que ses débouchés. Les granulés issus du processus de recyclage sont de si piètre qualité qu’ils ne peuvent pas servir à produire d’autres emballages alimentaires. Ils sont tout juste bons à fabriquer des cintres ou des pots de fleurs qui, une fois endommagés, ne pourront plus être recyclés.

Pari du recyclage chimique

En contradiction avec les objectifs de réduction de la loi antigaspillage et pour une économie circulaire, le rapport des industriels table sur la « *pérennité* » du « *gisement* » de polystyrène à recycler (105 000 tonnes par an) pour assurer la « *montée en puissance* » de la filière, et compte sur la généralisation de la poubelle jaune pour doubler le taux de collecte et de tri. Sur tout, les industriels font le pari du recyclage chimique pour parvenir au retour au contact alimentaire, ce que ne permet pas le recyclage mécanique : les technologies se « *développent très rapidement* », assurent-ils pour obtenir le « *soutien des pouvoirs publics* ». Ils mettent en avant le projet de Michelin et préviennent que ces techniques nécessitent des « *investissements importants* ». « *L’accès au fonds de France Relance sera également clé pour financer les développements technologiques et le déploiement de la filière* », insiste le consortium.

Ils ont été entendus. En janvier 2022, les ministères de la transition écologique et de l’industrie

Franceinfo et « Le Monde » ont pu se procurer une copie du document remis en 2021 à l’Etat par les industriels

lancent un appel à projets notamment sur le recyclage chimique, doté de 300 millions d’euros de financements publics. Interrogée sur l’utilisation de ces fonds, l’Agence de la transition écologique, chargée de l’appel d’offres, n’a pas répondu. Deux ans et demi plus tard, les trois « *projets opérationnels* » soutenus par PS25 sont pourtant au point mort : Michelin a renoncé à son projet d’usine qui devait initialement démarrer fin 2023, Ineos à celui prévu à Wingles (Pas-de-Calais) et TotalEnergies ne prévoit plus d’intégrer le polystyrène à sa future unité de recyclage chimique sur le site de Grandpuits (Seine-et-Marne).

« *C’est inadmissible*, réagit Charlotte Soulayr, de Zero Waste France. *Le rapport révélé par Le Monde et Franceinfo aurait dû alerter le gouvernement sur l’impasse du recyclage du polystyrène.* » L’association qui milite pour la réduction des déchets dénonce « *un véritable gaspillage d’argent public alors même qu’une politique publique forte en faveur du réemploi des emballages fait cruellement défaut* ». Elle demande une commission d’enquête parlementaire après les élections législatives.

« *Quand le rapport est sorti en 2021, le contexte était différent, se défend aujourd’hui le ministère de la transition écologique.*

Avec des industriels comme Michelin, on pensait qu’il y avait des acteurs sérieux, mais ça n’a pas fonctionné à cause d’écueils techniques. Le problème, c’est qu’on s’en est rendu compte trop tard. Un état des lieux devra être fait afin de connaître les impasses. »

Contacté, PS25 renvoie vers Citeo. De son côté, l’éco-organisme continue à soutenir que « *100 % des emballages ménagers en polystyrène collectés seront recyclés au 1^{er} janvier 2025* ». Mais ni Citeo ni le gouvernement ne sont en mesure de préciser la quantité collectée aujourd’hui. Malgré l’abandon des trois projets portés en France, Citeo a sélectionné deux lauréats, implantés à l’étranger : la future usine de recyclage chimique du belge Indaver à Anvers – dont l’ouverture est prévue avant la fin de l’année selon Citeo – et l’usine de recyclage mécanique de l’espagnol Eslava à Valence. L’éco-organisme annonce « *10 000 tonnes recyclées* » à partir de 2025 – dont 20 % ne seront toujours pas destinés à un usage alimentaire puisque traités mécaniquement. C’est moins de 8 % des 105 000 tonnes d’emballages en polystyrène jetés chaque année en France. Et encore, il ne s’agit que des pots de yaourts. Citeo reconnaît qu’aucune solution de recyclage n’a été trouvée pour les barquettes de viande et de poisson qui représentent 20 000 tonnes par an.

Lors de la dernière séance de questions au gouvernement au Sénat, le 4 juin, Dominique Faure, la ministre chargée des collectivités territoriales et de la ruralité, a indiqué qu’il serait « *raisonnable de reporter l’interdiction de 2025 à 2030* ». Au ministère de la transition écologique, on explique que ce sera au prochain gouvernement de trancher. ■

STÉPHANE MANDARD

Fiée des Lois à nouveau autorisée à embouteiller son eau de source

Le seuil autorisé de présence d’un métabolite du chlorothalonil, un fongicide, a été revu à la hausse, rendant la production possible

LA ROCHELLE - correspondant

L’eau de source Fiée des Lois (FDL) retrouvera dès cet été sa place dans les rayons des supermarchés. L’entreprise d’embouteillage FDL située à Prahecq (Deux-Sèvres) a été autorisée, le 5 juin, à reprendre son activité par la délégation territoriale de l’agence régionale de santé et la préfecture des Deux-Sèvres. « *Les eaux brutes des captages exploitées par le site de FDL SA étant de nouveau conformes à la réglementation des eaux de source conditionnées, la production reprendra progressivement*, a confirmé lundi 10 juin le service de communication du groupe Les Mousquetaires, dont dépend l’entreprise. *La commercialisation des bouteilles stockées sera soumise à une autorisation de la DDETSPP [direction départementale de l’emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations] attendue prochainement.* »

Selon une source proche de la direction, l’usine de Prahecq serait en mesure de relancer sa production dès la deuxième semaine de juillet. Seule l’eau distribuée sous la marque Fiée des Lois serait

d’abord concernée. Entreposées sur le site depuis l’arrêt de l’activité, 12 000 palettes de bouteilles, considérées il y a cinq mois comme « *impropres à la consommation* », sont prêtes. La production des marques Premier Prix et Ondine, vendues dans les Intermarché, reprendra plus tard, quand les stocks seront suffisants.

Fongicide interdit depuis 2020

Pour que son eau de source soit à nouveau conforme à la réglementation, Fiée des Lois n’a eu recours à aucun traitement. L’entreprise a bénéficié d’un « *changement de classement* » de la molécule retrouvée dans des échantillons : le métabolite R471811, issu du chlorothalonil, un fongicide interdit depuis 2020. Un taux « *potentiellement problématique* », selon l’ARS, avait contraint le 14 février Fiée des Lois à suspendre la production d’eau (10 % de son activité) et à rappler les 12 000 palettes de bouteilles, l’équivalent de deux mois et demi de vente environ.

Or, dans le même temps, l’Agence nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’environnement et du travail (Anses) a été saisie par la direction géné-

rale de la santé pour réexaminer le classement de la « *pertinence* » dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) pour ce métabolite. Les résultats de cette expertise, réalisée d’après les données fournies par le fabricant du chlorothalonil, Syngenta, ont été remis à la direction de la santé le 29 avril. « *Ils démontrent, explique-t-on à l’ARS, que le métabolite ne partagerait très probablement pas le mode d’action néphrotoxique de la substance mère, le chlorothalonil.* »

En conséquence, l’Anses a proposé de revoir le classement de la pertinence du métabolite R471811, « *le faisant passer de “pertinent” à “non pertinent” pour les EDCH* ». La valeur indicative fixée par l’Anses a été relevée de 0,1 microgramme par litre (µg/l) à 0,9 µg/L. Les eaux brutes des captages exploitées par Fiée des Lois sont donc conformes à la réglementation des eaux conditionnées. L’exploitation avec la dénomination de vente « *eau de source* » est autorisée. L’ARS préconise toutefois « *un suivi renforcé de la qualité de l’eau et de la bonne information des consommateurs de la situation* ». ■

FRÉDÉRIC ZABALZA



CEE Les certificats d'économies d'énergie

L'apprentissage du vélo, pour la FUB c'est élémentaire.

Accompagner la formation de 300 000 enfants de CM1 et CM2 au Savoir Rouler à Vélo, c'est notre quotidien.
Collectivités, bailleurs sociaux, employeurs privés ou publics, bénéficiez de nos financements pour développer vos projets autour du vélo !

FUB.FR/FINANCEMENTS



TRAVAIL

Dimanche 9 juin, le Rassemblement national (RN) est arrivé en tête aux élections européennes dans de nombreuses villes industrielles, partout en France, avec des scores impressionnants. A Fos-sur-Mer ou La Ciotat (Bouches-du-Rhône), la liste conduite par Jordan Bardella a obtenu 53,81 % et 39,98 % des voix exprimées ; plus de 36 % à Belfort ou au Creusot (Saône-et-Loire), 31 % dans le bassin de Lacq (Pyrénées-Atlantiques)... En Auvergne-Rhône-Alpes et dans les Hauts-de-France, deux régions industrialisées, le parti d'extrême droite a recueilli respectivement 30,9 % et 42,41 % des suffrages.

L'un des scores les plus frappants a été obtenu à Dunkerque (Nord) et dans son bassin industriel, en pleine renaissance depuis deux ans, avec notamment l'installation de plusieurs gigafactories (grandes usines) pour produire des batteries pour véhicules électriques. La « vallée de la batterie » dunkerquoise est présentée par les pouvoirs publics comme la vitrine de la réindustrialisation française, moderne et décarbonée. A Dunkerque, le RN a réalisé 38,35 %, un score élevé mais presque moyen comparé à ceux obtenus dans les communes voisines de Gravelines (48,76 %), qui abrite une centrale nucléaire et doit accueillir deux nouveaux EPR2, ou de Loon-Plage (56,77 %), où sont installés ArcelorMittal et Aluminium Dunkerque.

« La montée de l'extrême droite est un processus qui dure depuis plusieurs décennies et qui ne va pas s'éteindre en quelques années, c'est devenu un vote ancré, d'adhésion et même parfois d'espoir », regrette Patrice Vergriete, ministre délégué aux transports, ancien maire de Dunkerque de 2014 à 2023 et principal artisan du renouveau industriel de la ville. Pour M. Vergriete, la réindustrialisation ne peut tout régler seule et n'est qu'« une réponse partielle à un phénomène plus large en France, la métropolisation », qui suppose, pour répondre aux attentes des citoyens, une action coordonnée en matière d'aménagement du territoire, d'emploi, de logement et de transport.

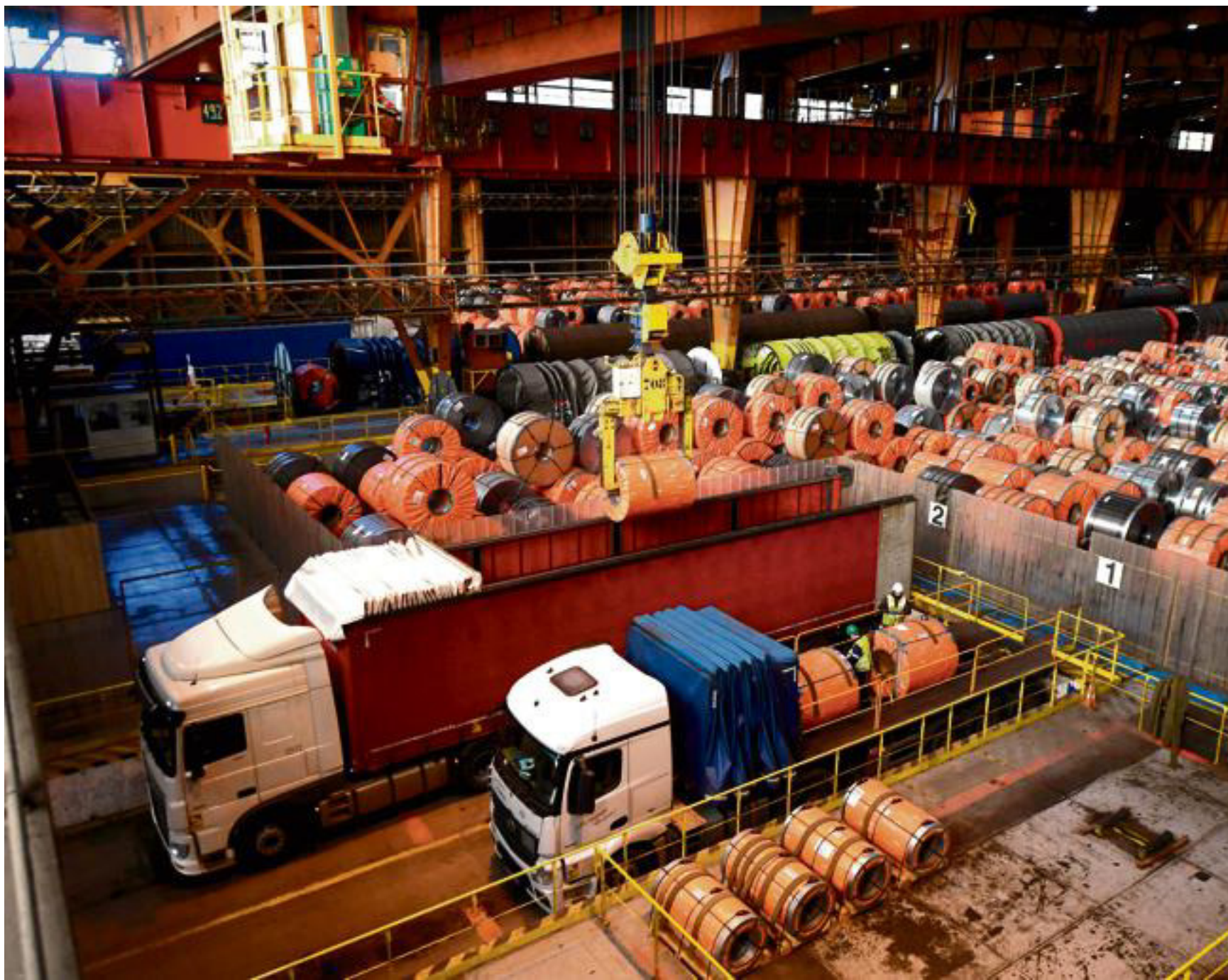
Longtemps, la cité corsaire du Nord a été une des villes martyres de la désindustrialisation française des quatre dernières décennies. Les fermetures, en particulier celles du chantier naval (en 1987) et de la raffinerie TotalEnergies (en 2010), ont provoqué la suppression de milliers d'emplois. Depuis 2022, les nouveaux projets industriels changent progressivement l'image de la commune. Les gigafactories du taïwanais ProLogium et du français Verkor, et les usines de recyclage de batteries des groupes Suez-Eramet et XTC-Orano, promettent vingt mille créations d'emplois directs durant la prochaine décennie et autant d'indirects. Des postes d'opérateurs, de techniciens, d'ingénieurs...

« ENVIE D'ESSAYER AUTRE CHOSE »

Mais pour l'instant, la future filière de la batterie n'a créé que six cents emplois environ sur place, et les usines commencent à peine à sortir de terre. « Les habitants sont prêts à croire aux emplois mais ils veulent les voir vraiment et ils s'inquiètent aussi d'autres sujets comme le pouvoir d'achat, l'accès aux services publics, l'immigration, etc. », explique Franck Dhersin, sénateur (Horizons) du Nord et ancien maire de Tétheghem-Coudekerque-Village, située dans la communauté urbaine de Dunkerque, qui craint que « toutes les bonnes annonces industrielles du monde n'enlèvent pas l'envie chez beaucoup de Français d'essayer autre chose politiquement ».

Depuis 2021 et la crise due au Covid-19, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de répéter que la réindustrialisation est l'un des meilleurs moyens de lutter contre le sentiment de déclin partagé en France par de nombreux citoyens, carburant électoral pour l'extrême droite, rappelant les « cent vingt mille emplois industriels » et les « trois cents usines ouvertes » depuis 2017. « Il y a des territoires désindustrialisés où les gens ont perdu espoir. Je suis persuadé que l'industrie est une arme anti-Rassemblement national, car dans ces territoires où la colère est montée, on redonne espoir », expliquait au Monde, en décembre 2023, le ministre délégué à l'industrie et à l'énergie, Roland Lescure.

Au regard des résultats des élections européennes et des projections pour les élections législatives anticipées du 30 juin et du 7 juillet, ce type d'argument ne porte guère. La réindustrialisation débutante n'a pas fait diminuer le déclinisme ancré dans le pays depuis plusieurs années. En octobre 2023, l'enquête annuelle sur les « Fractures françaises », réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès, le Cevipof et l'Institut Montaigne, indiquait que pour 82 % des personnes interrogées, « la France est en déclin », un chiffre fortement en hausse par rapport à celui enregistré en 2017 (69 %), l'année d'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.



La réindustrialisation, un rempart fragile contre le RN

A l'approche des législatives, l'extrême droite progresse dans de nombreuses villes concernées par le retour de la production industrielle en France, pourtant vantée par le gouvernement comme un remède au déclassement

« Les emplois promis par la réindustrialisation du pays ne sont pas complètement là, celle-ci n'est probablement pas encore assez développée pour rassurer », analyse David Cousquer, fondateur du cabinet de recherche Trendeo. Le RN se nourrit de ce sentiment de déclin et, par la sociologie de son vote, le parti d'extrême droite a pénétré depuis longtemps le monde du travail et de l'industrie : selon une étude d'Ipsos publiée après les résultats du 9 juin, le RN est le premier en votes exprimés chez les ouvriers (53 %), les employés (39 %), les professions intermédiaires (29 %) et même chez les cadres (20 %, à égalité avec la liste du Parti socialiste), et parmi toutes les catégories d'âge entre 25 et 69 ans.

En France, où l'économie est fortement tirée par les services, la réindustrialisation n'en est qu'à ses prémices. Malgré les différents plans gouvernementaux qui se succèdent depuis 2012, la part de l'industrie dans le PIB ne décolle pas et oscille entre 9 % et 11 % (selon les méthodes de calcul), loin derrière l'Allemagne (20 %) ou l'Italie (15 %) en Europe. Un rapport de France Stratégie, publié en 2020, souligne que, « depuis 1980, les branches industrielles [en France] ont perdu près de la moitié de leurs effectifs, soit 2,2 millions d'emplois, et l'industrie ne représente plus que 10,3 % des emplois ». La balance commerciale française est toujours largement déficitaire de près de 100 milliards d'euros, sauvée principalement par les secteurs de l'aéronautique, du luxe et de l'agroalimentaire.

Depuis plusieurs mois, les investissements dans les nouvelles énergies décarbonées – 54 milliards d'euros pour le plan France 2030 – subissent la concurrence chinoise. Panneaux solaires, éoliennes, batte-

ries électriques ou pompes à chaleur produites par le géant asiatique sont bloqués aux Etats-Unis par des barrières douanières et cherchent à s'écouler en Europe. Un contexte qui peut être fatal à de nombreuses entreprises françaises, déjà éprouvées par deux années d'inflation et de hausse des coûts de l'énergie et des matières premières.

BESOINS RÉDUITS EN EMPLOYÉS

La réindustrialisation n'est pas non plus forcément synonyme de créations d'emplois en masse, comme peuvent l'imaginer les Français dans les enquêtes d'opinion, et contrairement à ce que laissent miroiter l'ensemble des responsables politiques. Le mythe de l'usine avec ses bataillons d'ouvriers comme la France en a connue par le passé – le site Renault de Billancourt (Hauts-de-Seine), fermé en 1992, a pu compter jusqu'à trente-cinq mille ouvriers dans les années 1960 – a vécu. La robotisation et l'automatisation des tâches, déjà à l'œuvre et qui ne vont cesser de se développer avec les progrès de l'intelligence artificielle, réduisent les besoins en employés, notamment dans les domaines de la maintenance ou de la programmation.

Un rapport de France Stratégie et de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques sur « Les Métiers à l'horizon 2030 », publié en 2022, estime que « la maintenance industrielle prédictive assistée par ordinateur, qui permet de prévenir les pannes et d'optimiser la durée de vie des équipements, nécessite moins d'interventions : trente mille emplois seraient perdus dans ces activités dans la décennie à venir ».

L'arrivée au pouvoir du RN pourrait-elle porter un coup d'arrêt à la dynamique de

réindustrialisation en cours depuis deux ans ? L'incertitude économique qui en découlerait provoquerait sûrement le report ou le gel de certains investissements prévus par des groupes industriels afin de voir d'abord comment évolue la situation. A Dunkerque, l'inquiétude règne. Quel serait l'avenir de la batterie électrique alors que l'extrême droite veut revenir sur la fin de la vente de véhicules neufs à moteur thermique à partir de 2035 décidée par l'Union européenne ? Le groupe sidérurgique ArcelorMittal, l'un des cinquante sites français les plus émetteurs de CO₂, doit recevoir 1,5 milliard d'euros de financement public pour décarboner sa production dans le Nord. Cet argent serait-il bien versé par un gouvernement dirigé par un parti qui ne fait pas de la décarbonation une de ses priorités ? « Le RN au pouvoir peut tout foutre en l'air ! », estime Patrice Vergriete. Ce parti est contre la décarbonation, mais à Dunkerque, l'avenir de la décarbonation, c'est aussi l'avenir de l'emploi local et de la qualité de l'air pour les habitants et les travailleurs. »

Maxence Accart sera le candidat du parti lepéniste aux législatives dans la 13^e circonscription du Nord. Pour l'affronter, M. Vergriete a obtenu le rassemblement des maires du bassin dunkerquois pour soutenir un candidat commun, dans un arc allant du Parti socialiste aux Républicains et Renaissance. Julien Gokel, le maire socialiste de Cappelle-la-Grande, a été choisi, non investi par le Nouveau Front populaire, avec pour suppléant Jean Bodart, le maire actuel (divers droite) de Dunkerque. Une union transpartisane pour faire barrage au RN et défendre la « vallée de la batterie ». ■

BASTIEN BONNEFOUS

LE MYTHE
DE L'USINE AVEC
SES BATAILLONS
D'OUVRIERS
COMME LA FRANCE
EN A CONNUE PAR
LE PASSÉ A VÉCU



Des employés d'ArcelorMittal sur le site de Dunkerque, à Mardyck (Nord), le 11 février 2022.

FRANÇOIS LO PRESTI/AFP

Fermeture de l'usine Poulain : « Le patriotisme industriel, c'est du vent »

A Blois, les 109 salariés de la chocolaterie fondée en 1848 ont entamé une lutte pour leur survie, sans attendre grand-chose des candidats aux législatives

BLOIS - correspondant régional

Aux abords de l'ancienne chocolaterie de Blois, face à la gare, Yvette Hubert, 90 ans et le brushing seyant, se promène. Depuis la nouvelle de la fermeture, elle a troqué son sac à main pour un cabas Poulain, en solidarité. M^{me} Hubert est entrée à la chocolaterie en 1955 et a connu Gabriel Rosanvallon, père de l'historien Pierre Rosanvallon, comme directeur : « J'avais une petite fonction parmi un millier de salariés. J'accueillais les grossistes de fèves de cacao rue Augustin-Thierry, des gens importants, des lords parfois. » Des camions électriques à trois roues allaient et venaient entre la gare et l'usine. Les fèves étaient torréfiées, concasées, broyées. La pâte obtenue était malaxée, raffinée, moulée. « J'ai connu la génération d'industriels créateurs, puis celle d'industriels développeurs, qui s'ouvrent à l'international. Dieu merci, je n'ai pas côtoyé la génération actuelle qui, sans remords, peut tout fermer d'un claquement de doigts », poursuit-elle.

Fondée il y a cent soixante-seize ans, en 1848, l'usine Poulain, aujourd'hui implantée à la sortie de la ville, est visée par un plan de fermeture. L'annonce officielle, prévue jeudi 13 juin, a été reportée au 25 juin à la demande des 109 salariés, invoquant un vice de forme.

Le groupe Carambar & Co entend conserver la marque, mais veut produire le chocolat ailleurs – sans préciser encore où – et pour moins cher. Au Monde, il invoque 45 millions d'euros d'in-

vestissements depuis 2018, et explique avoir « pleinement conscience des conséquences et de l'impact de cette décision pour une région fortement attachée à la marque Poulain », mais espère « s'appuyer sur des capacités de production internes et externes compétitives dans un contexte de flambée des prix de l'énergie et des matières premières ».

Le combat des salariés de Poulain pour le maintien de leur chocolaterie coïncide avec le lancement de la campagne des élections législatives. Lors des élections européennes, le Rassemblement national est arrivé en tête (22,60 %) à Blois, devant le Parti socialiste (17,36 %). Les candidats rivalisent de mimiques consternées, mais les propositions tardent pour empêcher la fermeture du site.

Marque populaire

Verra-t-on bientôt François Ruffin débarquer ici, comme il l'avait fait en 2019, sur l'ancien site de Whirlpool, à Amiens ? « On a des collègues qui ne dorment plus parce qu'ils n'imaginaient pas cette fin possible. On sait que l'entreprise fait du bénéfice, puisqu'on a touché jusqu'à 3 000 euros d'intéressement en 2023, alors cette fermeture n'a aucun sens », répète Tony Anjoran, technicien de maintenance chez Poulain, militant CGT et bien au fait de la désindustrialisation locale.

Son père est l'un des 74 ouvriers des abattoirs Gourault – entreprise familiale de l'actuelle membre du Conseil constitutionnel Jacqueline Gourault – liquidés en 2012. Nous sommes à

« ON SAIT QUE L'ENTREPRISE FAIT DU BÉNÉFICE, ALORS CETTE FERMETURE N'A AUCUN SENS »

TONY ANJORAN
militant CGT chez Poulain

trois kilomètres de l'usine d'injecteurs diesel Phinia. Laquelle compte 900 employés, contre 1 600 dix ans plus tôt, et tente un pari risqué vers l'hydrogène. En 2021, un sous-traitant aéronautique a fermé son site blésois, faisant perdre à la ville une centaine d'emplois. Il avoisine une ancienne usine pharmaceutique, liquidée en 2014. La friche doit devenir en 2025 une annexe du club de basket professionnel blésois. Autour, malgré la réticence de la communauté d'agglomération, une grosse imprimerie et un fabricant de parois de douche ont laissé la place à une zone commerciale, asphyxiant encore un peu plus les commerçants du centre de Blois. Bref, la désindustrialisation, ici, on connaît. Mais avec Poulain, c'est encore plus profond.

Pour Frédéric Dudoit, conducteur aux poudres et délégué syndical au comité social et économique, « la direction ne comprend pas que Blois, c'est Poulain, et Poulain, c'est Blois ». Le groupe Facebook « Blois solidaire de Poulain » compte déjà 5 000 membres. Depuis 2016, Poulain appartient au

groupe Carambar & Co, contrôlé par le fonds d'investissement français Eurazeo dont la famille Decaux est le principal actionnaire. La chocolaterie a été créée à Blois en 1848, par Victor-Auguste Poulain, fils de paysans, après un apprentissage à Paris.

Quatre ans plus tard, il dépose un brevet pour une préparation à base de chocolat, remporte des médailles et acquiert des terrains près d'un ancien couvent de capucins pour y bâtir son usine. En 1866, M. Poulain ajoute des images à collectionner à ses tablettes : succès garanti. L'industriel construit sa nouvelle maison parmi les ateliers, le château de la Villette, avec vue sur la Loire. Il crée des jardins familiaux pour ses ouvriers. En 1908, est lancée la poudre soluble Poulain. Le 30 juillet 1918, il meurt. Avec un « Hommage au travail » inscrit au fronton, sa sépulture trône toujours près de l'entrée du cimetière principal de Blois.

Production en souffrance

A partir de 1950, Poulain devient une marque profondément populaire. Le chocolat débute un long partenariat avec le Tour de France. « Allez Poulidor, allez Pou Pou, allez Poulain » servira de slogan. En 1986, Poulain donne son nom au trimaran d'Olivier de Kersauson, qui participe à la Route du rhum.

En 1988, Poulain est racheté par Cadbury, le quatrième chocolatier mondial. L'industriel anglais veut rationaliser les lignes de production en rassemblant tout sur un seul niveau. En 1991, la chocolaterie déménage à Villebarou, à quelques kilomètres. « Je suis allé moi-même à Londres convaincre les dirigeants de vendre l'ancien site pas cher, pour permettre à la ville de financer sa transformation. A cette époque, il était de bon ton de conserver la belle maison du patron, mais je voulais aussi garder l'usine », se souvient Patrick Bouchain, urbaniste fétiche de Jack Lang, maire de Blois de 1989 à 2000.

L'édile socialiste fera convertir une partie de la chocolaterie en deux écoles supérieures, entourées de logements. « J'ai voulu que les bâtiments de Poulain soient conservés pour garder la mémoire. Et quelle mémoire ! La ville sentait le chocolat au réveil, par temps

pluvieux. Aujourd'hui, je suis triste », raconte Patrick Bouchain.

L'usine de Villebarou impressionne par ses lignes sombres et discrètes « appréhendées en vision cinématique depuis l'auto-route », explique le site Internet des Ateliers Jean Nouvel. Un silo de sucre trône à l'entrée. Lui succèdent les machines de production, de conditionnement et les quais de chargement. « Le bâtiment est classé. Même pour changer une porte, c'est l'enfer », soupire un ouvrier.

Pour ne pas concurrencer ses marques de luxe, Cadbury a supprimé les coffrets de chocolats saisonniers, vendus pour Pâques et Noël. Du tonnage en moins pour Poulain. En 2010, le site est cédé à l'américain Kraft Foods, qui deviendra Mondelez en 2012. Lequel supprime la fabrication des tablettes au lait pour ne pas concurrencer son vaisseau amiral : Milka.

En 2016, Carambar & Co débarrasse. « A l'époque, on se réjouit de voir Poulain retourner dans le giron d'une entreprise française. Au final, c'est elle qui nous tue. Comme quoi, le patriotisme industriel, c'est du vent », dit Olivier Dupont, délégué Force ouvrière. En décembre 2023, la direction a délocalisé sa fabrication de poudre soluble à l'étranger, soit 18 % d'une production déjà en souffrance. « Là, on est à peine à 30 % de nos capacités. Il y a longtemps qu'on ne tourne plus en 3 x 8. En ce moment, sur une journée, on va expédier 60 tonnes de produits finis Poulain. Et 100 tonnes de masse de chocolat pour les rochers Suchard, les bonbons La Pie qui chante et la boule chocolat orange Terry's, fabriqués ailleurs », détaille un ouvrier quinquagénaire.

Aux portes de l'usine, un amas de mignonnettes de chocolat noir fond sur une table de camping lestée de thermos de café. Des salariés réfléchissent à leurs prochaines actions : une marche en centre-ville le 22 juin. Et pourquoi pas aussi lors du passage de la flamme olympique, le 8 juillet. Le crâne perlé de sueur, l'un d'eux rêve d'un sursaut national : « Il faudrait que notre chocolaterie fasse des bénéfices monstrueux, que les Français dévalisent les rayons. Comme ça, Eurazeo n'aura plus aucune raison de se débarrasser de nous. » ■

JORDAN POUILLE

« La logistique a remplacé, par endroits, l'industrie »

Ce secteur se caractérise par des horaires atypiques, des contrats à temps partiel et une utilisation massive de l'intérim

ANALYSE

Denain, dans le Nord, a longtemps été un bastion de la sidérurgie : la première usine de fonte y a vu le jour en 1839. Au milieu du XX^e siècle, le groupe Usinor y produisait environ 15 % de l'acier français et employait jusqu'à un tiers des habitants de la ville. Signe des temps, la friche de 100 000 mètres carrés laissée par Usinor fermée en 1988 sera désormais occupée par des entrepôts logistiques, sous l'emblème du danois Maersk.

L'annonce, faite en mai, se traduira par la création de plusieurs centaines d'emplois. Des millions de colis y transiteront pour le compte de géants de l'e-commerce comme Amazon, qui emploie déjà quelque 6 000 salariés dans la région. Ce basculement n'est pas propre à Denain : la région Hauts-de-France, particulièrement frappée par la désindustrialisation, est devenue la première région logistique française

avec plus de 103 000 salariés en 2020, soit plus de 8 % de l'emploi régional, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee),

« A l'échelle nationale, les ouvriers de la logistique sont désormais aussi nombreux que ceux de l'industrie. Et dans certains endroits, comme les zones urbaines, la logistique a remplacé l'industrie », confirme Nicolas Raimbault, enseignant-chercheur en géographie à l'université de Nantes.

Passage obligé pour certains

L'ensemble des métiers de la filière (qui comprend les entrepôts, mais aussi le transport de marchandises et de voyageurs) représente 1,8 million d'emplois en France, indique France Logistique, contre 3,3 millions pour la filière industrielle. Selon le décompte de la base de données Subwork sur l'emploi, les salariés travaillant directement dans un entrepôt étaient au nombre de 785 000 en 2018, dernier chiffre

disponible. « Il est probable qu'aujourd'hui une partie de la croissance de l'emploi industriel provienne, en réalité, de l'activité logistique, qui a pénétré tous les secteurs », estime Stéphane Colliac, économiste France chez BNP Paribas.

Pour certaines catégories de la population, être manutentionnaire ou préparateur de commandes est presque un passage obligé vers le monde du travail. « Dans les classes populaires, ceux qui sont ouvriers – les femmes vont plus massivement vers des postes d'employées – ont une grande chance d'avoir un emploi dans la logistique, ou d'y passer un jour, constate M. Raimbault. Et, pour les personnes issues de l'immigration, c'est souvent une étape, après un premier passage dans la construction ou le bâtiment. »

La logistique, où les horaires atypiques sont la règle, est surtout gourmande en emplois peu ou pas qualifiés. Une personne sur quatre occupant ce type d'emploi n'avait aucun diplôme,

ou un diplôme de niveau brevet des collèges, d'après les données « Portrait statistique des métiers » de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, publiées en septembre 2022. Les salaires y sont aussi plus faibles que ceux de l'industrie et les perspectives d'évolution moindres.

La rémunération moyenne d'un ouvrier dans l'entrepôt était de 1 578 euros net en 2018 (en intégrant les postes d'encaissement) contre 1 721 euros net pour les ouvriers qualifiés de l'in-

dustrie, selon l'enquête emploi de l'Insee. Une différence qui s'explique par le poids des temps partiels et la présence massive de l'intérim : 20 % des effectifs, contre 3 % à 4 % seulement en moyenne dans les autres secteurs de l'économie, précise M. Colliac.

La robotisation croissante des entrepôts conduit aussi à une dégradation des conditions de travail. La plate-forme géante d'Amazon à Augny (Moselle), près de Metz, « le nec plus ultra de ce que l'on peut lancer dans le monde », selon les déclarations de Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France, lors de l'inauguration en septembre 2021, compte 3 000 robots, pour un millier d'emplois environ.

Cette robotisation a deux effets pervers : elle conduit à une intensification du travail des salariés, puisque c'est la machine qui prévoit tout ce que fait l'ouvrier », souligne M. Raimbault. Et elle diminue le nombre d'emplois créés. ■

BÉATRICE MADELINE

LES CHIFFRES

9 % À 11 %

C'est la part de l'industrie dans le PIB, selon les méthodes de calcul, en France, loin derrière l'Allemagne (20 %) ou l'Italie (15 %) en Europe.

2,2 MILLIONS

C'est le nombre d'emplois perdus dans l'industrie en France depuis 1980, selon un rapport de France Stratégie, publié en 2020. L'industrie ne représente plus que 10,3 % des emplois.

120 000

C'est le nombre d'emplois industriels créés depuis 2017, rappelle régulièrement Emmanuel Macron, qui insiste sur les « 300 usines ouvertes » durant cette période.

LA ROBOTISATION CROISSANTE DES ENTREPÔTS CONDUIT AUSSI À UNE DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL



Une affiche pour des paris sportifs, à Paris, en juin.
SIMONE PEROLARI
POUR « LE MONDE »

Paris sportifs, un raz de marée difficile à contrôler

DOSSIER

A l'heure du bilan, le nombre de médailles obtenues par les athlètes français, les audiences télé ou l'affluence dans les stades ne seront pas les seuls indicateurs à valider le succès des Jeux olympiques (JO) de Paris 2024.

Des records sont attendus dans une autre discipline : les paris sportifs. Un été sans précédent s'annonce pour les seize opérateurs agréés sur le marché français. Les jeux d'argent ont déjà atteint un pic de 13 milliards d'euros en 2023, auxquels s'ajoutent des volumes au moins aussi importants, misés par des joueurs français sur des plateformes étrangères, illégales. A ce raz de marée hors de contrôle s'ajoutent encore des dizaines de milliers de joueurs se connectant depuis la France avec un réseau virtuel privé (VPN), impossibles à géolocaliser ou à quantifier. Ces sites basés en Asie ou dans les paradis fiscaux entendent bien, eux aussi, participer à la fête.

Des dizaines de millions de mises vont d'abord déferler sur l'Euro de football, qui vient tout juste de démarrer et se déroulera jusqu'au 14 juillet. Le « sport roi » reste la discipline reine des paris sportifs, avec près de 70 % des paris. Pendant la dernière Coupe du monde, au Qatar, en 2022, 1 demi-milliard d'euros avaient été misés en France.

« CROISSANCE ININTERROMPUE »

Dans la foulée, Paris 2024 sera le théâtre de jeux d'argent comme aucune autre édition des Jeux. Par dizaines, de nouvelles compétitions ont été intégrées à la liste des sports éligibles aux paris. Il y a quelques jours, le basket par équipe de trois, l'escalade, le taekwondo, ou encore le tir à l'arc mixte par équipe ont rejoint la sélection de 772 compétitions et disciplines proposées à des joueurs déjà insatiables. Les euros misés lors de Paris 2024 devraient encore doubler par rapport aux JO de Tokyo, déjà deux fois supérieurs que pour ceux de Rio.

Partout dans le monde, le sport et les jeux d'argent ont désormais leurs destins liés. En Europe, les paris représentent un marché de plus de 230 milliards d'euros, selon Sportradar. En Asie, ils atteindront bientôt les 1000 milliards de dollars. Chaque année, des pays qui protégeaient leurs compétitions nationales autorisent les jeux d'argent, comme les Etats-Unis en 2018, où les mises se chiffrent déjà en centaines de milliards de

L'Euro de football, qui a débuté le 14 juin, et les JO de Paris 2024, du 26 juillet au 11 août, devraient encore faire flamber **les mises** depuis la France.

Mais une bonne partie des milliards d'euros que représentent ces jeux d'argent échappent à la légalité

dollars, ou plus récemment le Brésil.

« En France, la croissance est ininterrompue depuis la légalisation en 2010 et a bénéficié de la hausse du taux d'équipement en smartphones », analyse Corentin Segalen, responsable de l'activité sports au sein de l'Autorité nationale des jeux (ANJ). Installé officiellement en mai 2010 sous le nom d'Autorité de régulation des jeux en ligne, rebaptisée ANJ en 2020, le régulateur du marché des jeux de hasard en ligne (poker, sports et hippisme) suit, depuis, l'explosion inextinguible des paris.

La première véritable accélération s'est produite pendant le Covid-19. L'absence de compétitions sportives associée au confinement a fait flamber le nombre de joueurs de poker, qui ne connaissait jusque-là qu'une crois-

sance modérée. Pendant la pandémie, le chiffre d'affaires des jeux de cartes sous toutes leurs versions (cash game, sit & go, etc.) a été multiplié par 2,5. A la réouverture des stades, les joueurs de poker se sont redirigés vers les paris sportifs, plus nombreux encore. « C'est un phénomène qui n'a rien de franco-français, que l'on a observé dans d'autres pays d'Europe », assure Corentin Segalen.

Officiellement, la population des Français qui parient au moins une fois par an est estimée à 4 millions de joueurs. Pour s'inscrire sur une plateforme, ils ont déclaré leur identité, donné leurs coordonnées bancaires et dépenseront en moyenne 7 euros par semaine. Leurs pertes correspondent à l'indicateur-clé du secteur : le produit brut des

**LA POPULATION
DES FRANÇAIS QUI
PARIENT AU MOINS
UNE FOIS PAR AN
EST ESTIMÉE
À 4 MILLIONS
DE JOUEURS**

jeux, comparable pour les opérateurs au chiffre d'affaires. En France, il représentait, pour les paris sportifs en 2023, un total de 1,5 milliard d'euros. L'Etat en récupère 54,5 % sous forme de taxe, soit 800 millions d'euros. Les 700 millions restants sont partagés entre les seize sociétés de paris en ligne titulaires d'un agrément.

SIPHONNAGE DU MARCHÉ FRANÇAIS

Si les quatre poids lourds du secteur – Betclik, Winamax, Unibet et la Française des jeux (FDJ) – se sont taillé la part du lion, les autres concurrents peinent à être rentables. En effet, depuis 2010, beaucoup ont plié boutique faute d'avoir trouvé l'équilibre financier. D'autres, au contraire, veulent croire en leur chance, comme Betsson, dernier opérateur agréé par l'ANJ en début d'année.

Nicolas Béraud, patron du leader français Betclik, implanté à Bordeaux, où il emploie 700 personnes, confirme la faible rentabilité de son activité en France par rapport à celle qu'il enregistre dans ses principales implantations européennes. Il pointe la concurrence des sites illégaux et craint que ces opérateurs soient les premiers à bénéficier du bel été qui se profile.

Depuis les îles Caïmans, Malte ou la Chine, ils ont imaginé pour les joueurs français une offre attractive et parfois sur mesure. Dans le sport, les sites pirates pratiquent

Sportradar, le traqueur des truqueurs

AVEC DES COURBES qui se dessinent sur les rangées d'écrans, l'adresse, au cœur de la City, pourrait correspondre à la salle des marchés d'un gérant d'actifs de Londres. Mais les cotes que surveillent les employés de Sportradar sont celles de compétitions sportives, partout dans le monde et vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Avec l'explosion des paris sportifs, le besoin de surveillance de terrains de football, de courts de tennis et de stades de cricket est devenu une nécessité et un vrai business.

Cotée au Nasdaq, la société Sportradar, lancée en 2001 par le fondateur de l'opérateur de pari Bwin, est l'un des partenaires incontournables du sport mondial. Plus de 180 clients : fédérations, ligues, organisateurs de manifestations et autorités de régulation lui ont confié la sécurisation des résultats sportifs.

Connecté en permanence aux 600 principaux bookmakers mondiaux, le système développé par Sportradar, grâce à l'intelligence artificielle générative, détecte tout mouvement suspect sur la cote d'un match. Cela déclenche une alerte sur les écrans londoniens ou ceux de l'une des filiales du groupe, aux Etats-Unis ou en Australie. L'évolution de cette cote peut générer des gains inattendus, significatifs.

300 actions de jeu

Les analystes de Sportradar ont alors quelques minutes pour lever le doute : vérifier l'origine de ce changement massif d'orientation des paris et de quel endroit il est issu. Si rien n'indique un retournement lors du match en cours, les chances que le match soit truqué s'envolent. C'est le cas de 0,21 % des 10 000 matchs sur-

veillés chaque année. « La plupart du temps, les mouvements sont légitimes », tempère Faiz Kabir, directeur de l'activité sécurité de Sportradar.

Un rapport complet sera remis aux clients sous 72 heures. Il peut déboucher sur une enquête de police, et se terminer devant le tribunal arbitral du sport, situé à Lausanne, en Suisse. La plus belle prise de Sportradar reste un match de qualification pour le Mondial de football de 2018 entre le Sénégal et l'Afrique du Sud « arrangé » par l'arbitre de la rencontre. « Le football reste le sport le plus attaqué par les truqueurs, souvent à grande échelle », remarque M. Kabir. Il est aussi celui qui concentre le plus de paris, partout dans le monde.

Au Royaume-Uni, terre aux 2000 bookmakers, les matchs des huit divisions de football anglais sont proposés aux joueurs. Pour certaines

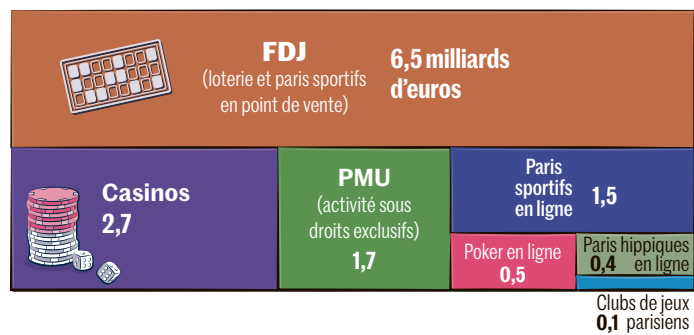
parties, près de 300 actions de jeu différentes peuvent faire l'objet d'un pari : buts, pénalties, têtes, corners marqués, cartons... Il n'est pas rare que les fans d'un joueur ne placent des paris qu'autour de lui et de ses performances. C'est, bien sûr, aussi le cas pour les deux autres sports les plus prisés des parieurs, le basket-ball et le tennis, et une nouvelle discipline très en vogue, l'e-sport.

Prestataire du Comité international olympique, Sportradar a créé pour les publics directement concernés par les Jeux olympiques de Paris 2024 des programmes de prévention. Athlètes, arbitres mais aussi bénévoles sont strictement interdits de jeux d'argent pendant la compétition. Une évidence pour beaucoup, quand, pour certains, il n'est jamais superflu de rappeler la règle. ■

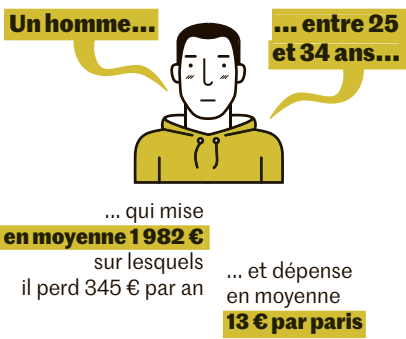
SYLVIE ANDREAU

LE MARCHÉ DES JEUX D'ARGENT PÈSE 13,4 MILLIARDS D'EUROS EN FRANCE

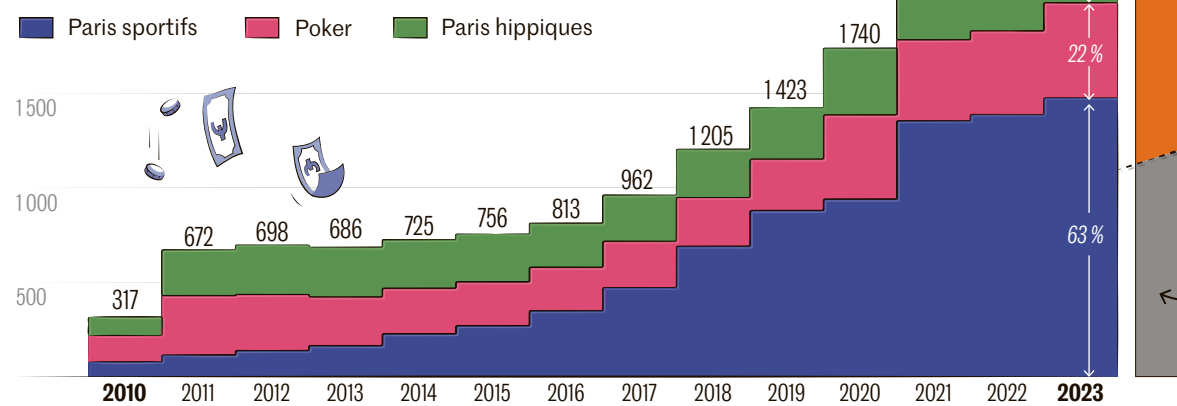
Répartition du chiffre d'affaires des jeux d'argent par segments en France en 2023, en milliards d'euros



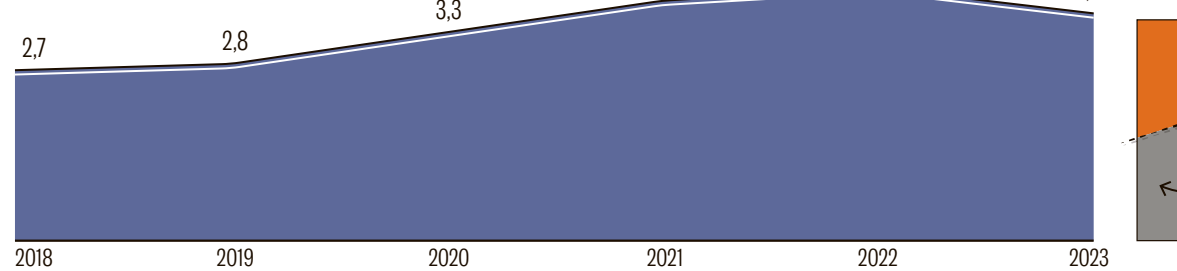
Profil type d'un parieur



Evolution du marché des jeux d'argent en ligne par segments, en produit brut en millions d'euros



Evolution du nombre de joueurs à des jeux d'argent en ligne, en millions de personnes



des cotes beaucoup plus attractives que celles autorisées en France, où le taux de retour au joueur est plafonné à 85 %. Ils contournent un autre interdit majeur : les jeux de casino, comme la roulette et les machines à sous, bannis par le régulateur. Sur ces plates-formes accessibles depuis son téléphone, le joueur de paris sportifs s'offre souvent une virée virtuelle sur une table de black jack ou de roulette.

Selon une étude de l'ANJ, l'activité des sites illégaux concernerait entre 3 millions et 4 millions d'individus en France, sans compter les détenteurs de VPN. Certains sites implantés à l'étranger ne cibleraient même que le marché français, comme Cresus Casino. Leur produit des jeux, estimé autour de 1,5 milliard d'euros, représente un manque à gagner pour l'Etat proche du milliard par an.

« Depuis deux ans, le nombre de joueurs sur les sites légaux diminue en France, alors qu'il progresse en Europe. La situation est catastrophique », alerte Nicolas Béraud, également président de l'Association française des jeux en ligne, qui considère que le siphonnage du marché français fragilise tous les acteurs. Il multiplie aussi tous les risques liés à ces activités, échappant à tout contrôle : addiction des parieurs, blanchiment d'argent et financement d'activités offshore et du terrorisme.

LA FDJ OFFENSIVE

Les professionnels français ont bien une solution pour contrecarrer cette offre illégale. Ils militent pour l'ouverture des jeux de casino en France. « Il est tout à fait possible de l'encadrer, comme on l'a fait en 2010 avec le poker et les paris sportifs », assure le patron de Betclit, qui propose des jeux de casino dans ses autres filiales européennes.

Un autre grand du secteur, le PMU, confirme les tensions concurrentielles qui caractérisent le marché français. « Les clients y sont extrêmement exigeants, remarque Olivier Pribile, directeur marketing et e-commerce du PMU, ils passent leur temps à comparer les cotes entre opérateurs. » D'axe de développement prioritaire il y a quelques années, le pari sportif n'est plus qu'un business complémentaire pour le spécialiste des courses hippiques, qui s'est recentré sur les hippodromes. Moins de 10 % de ses 3 millions de clients actifs s'y adonnent régulièrement.

A l'inverse, la FDJ a décidé de renforcer ses positions dans le pari sportif. Pionnière du secteur avec son Loto sportif, lancé dès 1985, seul opérateur autorisé à proposer des paris « en physique », dans ses points de vente, la FDJ a lancé, en début d'année, une OPA sur

le groupe suédois coté en Bourse Kindred. La corbeille de la mariée comprend la marque Unibet, troisième plate-forme en France. Avec elle, la FDJ ne va pas seulement s'offrir le deuxième opérateur de paris sportifs en ligne en Europe, mais aussi avaler l'un des principaux acteurs du marché français. « Nous étions quatrième. Nous allons conforter une position de troisième, mais nous resterons un challenger », résume Patrick Buffard, directeur général adjoint de la loterie nationale.

Pour la FDJ, l'opération de rachat de Kindred s'inscrit dans une logique de développement des jeux en ligne. L'opérateur s'est lancé dans le poker il y a deux ans, a racheté Zeturf en 2023 pour se diversifier dans les courses. Il a pris le contrôle de la loterie irlandaise en novembre 2023. Avec Kindred, il ne se renforce pas seulement dans les paris sportifs, mais entre aussi dans les jeux de casino en ligne.

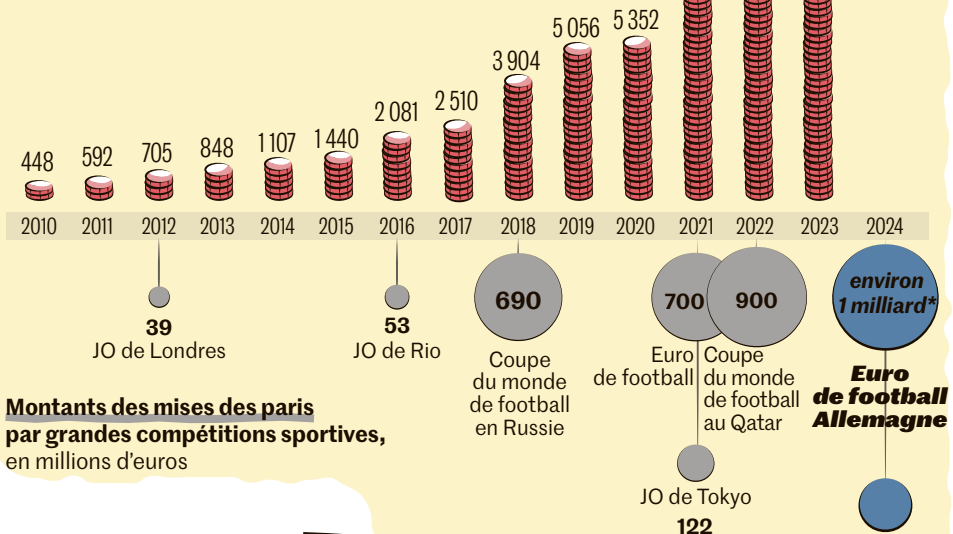
Le groupe suédois en tire 60 % de son résultat. Pour l'heure, l'offre de rachat est analysée sous toutes ses coutures par l'autorité de la concurrence et ne devrait être finalisée qu'à la fin de l'année. « L'opération pose des questions d'équilibre de la filière et peut déstabiliser le marché », redoute un acteur du secteur qui craint autant ce mariage que l'offensive des sites illégaux.

« DEPUIS DEUX ANS, LE NOMBRE DE JOUEURS SUR LES SITES LÉGAUX DIMINUE EN FRANCE, ALORS QU'IL PROGRESSE EN EUROPE »

NICOLAS BÉRAUD
président de l'Association française des jeux en ligne

LES PARIS SPORTIFS STIMULÉS PAR LES GRANDES COMPÉTITIONS

Mises annuelles totales en France, en milliards d'euros



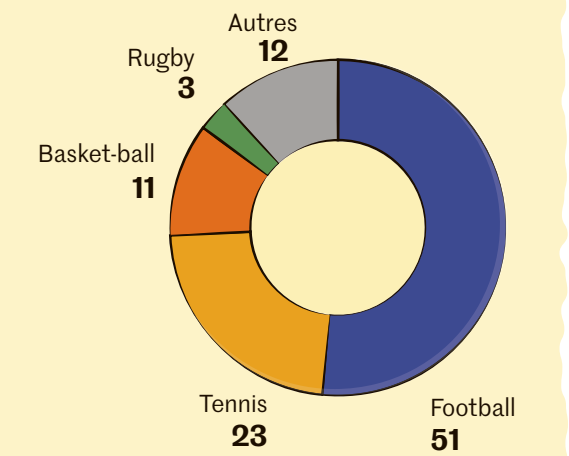
Montants des mises des paris par grandes compétitions sportives, en millions d'euros

JEUX ILLÉGAUX

entre 748 millions et 1,5 milliard d'euros de produit brut en 2023

50 % de cette offre illégale concerne des jeux de casino en ligne (roulette, jeux de dés...) et les machines à sous

Mises par sports en 2023 en France, en pourcentage



* Estimations • Sources : ANJ ; FDJ
Infographie Le Monde : Benjamin Martinez et Victor Simonnet

La décision de l'antitrust français intéresse un autre secteur très corréé aux opérateurs de jeux : la publicité. Lors des grandes compétitions, la concurrence entre plates-formes n'échappe ni aux spectateurs dans le stade ni aux supporters dans leur canapé. Betclit, Winamax, Unibet et les autres rivalisent à coups d'investissements publicitaires massifs. Cette année, les dépenses en spots télévisés, sponsoring et marketing devraient encore progresser de 14 %, pour atteindre 670 millions d'euros. Plus d'un tiers des efforts des opérateurs seront concentrés entre mai et août pour accompagner l'Euro de football et les JO de Paris.

« RISQUE D'INTENSIFICATION »

Les campagnes se déclinent aussi sur Internet et par les canaux numériques, leviers efficaces pour la captation et la rétention des joueurs. Si, avec 170 millions d'euros d'achat d'espaces, les chaînes de télévision se partagent la plus belle part du gâteau, les clubs de football profitent, eux aussi, largement de la manne. Onze équipes de Ligue 1 du championnat de France de football affichent sur leurs maillots le logo d'un opérateur de paris pour la saison 2023-2024.

Face aux efforts déployés pour être visibles, les concurrents illégaux maintiennent la pression et imposent aux opérateurs français

d'autres sacrifices. Une ligne de dépenses est en constante augmentation : elle correspond aux gratifications financières offertes aux joueurs et aux futurs clients. Selon l'ANJ, ces millions d'euros distribués en bonus devraient permettre le recrutement de 4,9 millions de nouveaux joueurs cette année, faisant progresser cette population de 9 % supplémentaires par rapport à 2023.

L'autorité intervient régulièrement pour recadrer les stratégies les plus généreuses. Elle a notamment demandé à Winamax en début d'année de revoir un dispositif qui prévoyait un volume considérable de bonus, leur distribution permanente à chaque action de jeu et leur conversion possible en pari ou poker. « Cela présentait un risque important d'intensification des pratiques de jeu et un risque exacerbé chez les joueurs les plus fragiles », justifiait l'ANJ dans son premier examen du plan de promotion de Winamax.

Le gendarme des jeux d'argent en ligne consacre aussi une grande partie de ses ressources à traquer et à déréférencer les sites illégaux qu'il répertorie sur une liste noire. Depuis 2022, il a procédé à 300 actes administratifs de blocage. Un record dont se satisfait l'autorité, mais une performance beaucoup trop modeste pour contenir l'offensive des plates-formes illégales attendue cet été. ■

SYLVIE ANDREAU

Le spectre du blanchiment plane sur le secteur

LES AVOCATS, les marchands d'art, les négociants en pierres précieuses ou encore les agents sportifs présentent un point commun avec les opérateurs de jeux d'argent en ligne. Tous se retrouvent sur une liste de dix secteurs à haut risque en matière de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme. Leur exposition à ces menaces et les scénarios d'utilisation de leurs activités à des fins illégales sont ainsi régulièrement analysés. La mission est assurée par le conseil d'orientation de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (COLB).

Depuis sa création en 2010, cette cellule, regroupant des représentants de plusieurs services de l'Etat (Trésor, douanes, police, Tracfin), a dressé une liste de vulnérabilités bien identifiées. A l'image des casinos et des cercles de jeux, les paris sportifs sont aussi visés par des pratiques illégales.

Dans son dernier rapport, en janvier 2023, le COLB estimait le niveau de menace globalement « modéré » pour le volet blanchiment, et « n'est pas étayé », concernant le financement du terrorisme. De quoi garder le secteur sous surveillance étroite.

Avec 8 euros misés en moyenne quotidiennement (contre 12 euros pour les paris hippiques et 27 pour le poker en ligne), les sommes engagées dans les paris sportifs peuvent paraître modestes. La fréquence des transactions, elle, est bien plus élevée que dans les établissements de type casinos. « Une technique de blanchiment consiste à parier sur des issues assez prévisibles pour convertir des sommes modestes avec des taux de retour joueurs acceptables », décrypte le COLB.

En clair, la répétition de paris placés sur des cotes faibles génère un bénéfice raisonnable mais attractif. Le risque est d'autant plus grand que,

dans les paris sportifs, certains joueurs peuvent disposer d'informations privilégiées. Elles peuvent présenter une assurance quant à l'issue de la rencontre sportive et donc à la possibilité de blanchir de l'argent.

La réglementation n'a pas évolué

Ce secteur atypique, qui n'est ni un commerce ni un service ordinaire, présente une autre particularité qui se développe : l'usage de portefeuilles électroniques ou de cartes prépayées. Elles permettent de blanchir des sommes potentiellement importantes, difficilement traçables, d'autant qu'elles favorisent l'anonymat.

En 2021, environ 12 % des montants ayant alimenté les comptes joueurs ouverts auprès des opérateurs agréés l'ont été par cartes prépayées. « Les actifs numériques ne sont aujourd'hui pas autorisés, mais force est de constater que les opérateurs illégaux de jeux

d'argent et de hasard proposent aujourd'hui une telle offre », relève le rapport du COLB.

La clientèle des jeux sportifs n'est pas sans présenter quelques faiblesses. Si la grande majorité des joueurs sont qualifiés de « récréatifs », l'activité excessive de certains peut les rendre vulnérables financièrement. « Alimenter leur assuétude au jeu peut alors les amener à commettre des délits », reconnaît le conseil d'orientation.

Certains joueurs disposent aussi de fonds provenant d'activités illégales. Ils peuvent se retrouver sur les plates-formes pour s'amuser... ou pour faire du blanchiment. La réglementation n'a pas évolué sur le sujet depuis des années. A l'automne, c'est l'usage de récompenses en NFT (non-fungible token) ou en cryptomonnaies dans les jeux d'argent en ligne que les parlementaires ont décidé de limiter. ■

S. AN.

La situation politique complique encore plus la vente de Biogaran

Le fonds britannique BC Partners et Bpifrance pourraient présenter une offre conjointe sur la filiale du groupe pharmaceutique Servier

Trois ou quatre candidats ? La confusion règne autour des potentiels aspirants au rachat de Biogaran, alors même que le groupe pharmaceutique Servier, propriétaire du génériqueur tricolore, n'a toujours pas confirmé officiellement la mise en vente de sa filiale. La dissolution de l'Assemblée nationale et l'issue des élections législatives anticipées ajoutent à l'imbroglio. Seule certitude dans cette cacophonie générale : le champion français, qui représente plus d'une boîte de médicament sur huit délivrée dans l'Hexagone et réalise 750 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023, suscite les convoitises.

A commencer par celle du laboratoire pharmaceutique Benta, propriété de l'homme d'affaires libanais Bernard Tannoury, installé dans la métropole lyonnaise, à Saint-Genis-Laval. Le façonnier tricolore, qui commercialise également depuis peu des médicaments sur le marché hexagonal sous son nom de marque Benta Lyon, a créé la surprise, samedi 15 juin, en déposant une offre auprès de la banque Lazard. Selon nos informations, le Lyonnais a mis 850 millions d'euros sur la table pour acquérir la filiale du groupe Servier. La proposition serait financée pour un tiers par un fonds d'investissement européen, et le reste par des emprunts auprès des banques.

Il y a quatre ans, la société avait suscité l'étonnement en reprenant à la barre du tribunal de commerce l'usine Famar de 16 hectares de Saint-Genis-Laval. « *Un dossier très difficile, pour ne*

pas dire suicidaire », raconte un industriel aguerri, qui avait renoncé à l'époque à se positionner, jugeant l'affaire trop risquée.

Le laboratoire, qui a fait de la souveraineté sanitaire l'un des axes majeurs de son développement (il fait partie des bénéficiaires du plan France Relance 2030 dans le cadre d'un projet de relocalisation de six médicaments génériques), était ainsi encore dans le rouge en 2023, affichant à peine 12 millions d'euros de chiffre d'affaires. Mais il prévoit de doubler ses ventes et d'être bénéficiaire en 2024. « *Quand bien même, on voit mal comment une petite société pourrait prétendre racheter Biogaran, qui fait figure de mastodonte face à eux. Ça n'a pas de sens, ils vont s'endetter à mort* », réagit-on dans l'entourage d'un concurrent. Dans les rangs des sous-traitants de Biogaran, certains sont tout aussi dubitatifs. « *Je ne vois pas vraiment comment ils pourraient y parvenir, mais s'ils réussissent, ce serait un beau coup, et ça remplirait leur usine* », observe l'un d'entre eux.

« Conditions drastiques »

L'offre de Benta est d'autant plus inattendue que, selon plusieurs sources du dossier, le Lyonnais ne figurait pas dans le trio final des prétendants retenus par Lazard pour participer au dernier tour, celui qui permet aux potentiels acquéreurs jugés crédibles d'accéder à des informations détaillées et confidentielles sur la situation de l'entreprise avant la remise d'offres fermes. Rien n'a permis de le confirmer, la banque d'affaires restant muette sur le dossier.

L'éventualité que le fleuron français des génériques puisse battre un jour pavillon étranger suscite un certain émoi

Imperméable aux doutes et aux critiques, Benta poursuit sa course. Le laboratoire mise notamment sur son passeport français pour faire pencher la balance en sa faveur face à ses trois rivaux, le fonds d'investissement britannique BC Partners, et les industriels pharmaceutiques indiens Torrent et Aurobindo. Car l'éventualité que le fleuron français des génériques puisse un jour battre pavillon étranger a suscité un certain émoi.

« *Nous avons été très clairs avec Servier : nous ne souhaitons pas qu'il vende Biogaran* », déclarait ainsi le premier ministre, Gabriel Attal, le 29 mai, à l'Assemblée nationale, avant de promettre « *des conditions drastiques* » en cas de vente à un acteur étranger. Quelques jours plus tôt, Bercy avait brandi le spectre de la procédure de contrôle des investissements étrangers en France.

Ces déclarations n'ont pas échaudé les candidats en lice. BC Partners, Torrent et Aurobindo seraient d'ailleurs, pour le moment, disposés à souscrire aux éventuels engagements dictés par l'Etat. Parmi les conditions du gouvernement figureraient le maintien

du siège social de Biogaran en France et d'une majorité de sa production de médicaments (51 % des produits de Biogaran sont fabriqués par des sous-traitants en France), ainsi que la nomination d'un patron européen.

Souveraineté nationale

Initialement prévue le 15 juin, l'échéance pour le dépôt des offres aurait été différée au 18 juin, tous les candidats n'ayant pas encore remis leur proposition. Le fonds d'investissement britannique BC Partners, propriétaire du vendéen Havéa, l'un des poids lourds européens du marché des compléments alimentaires, serait engagé dans des discussions avancées avec Bpifrance pour présenter, dans les tous prochains jours, une offre conjointe. Cet attelage, dans lequel la Banque publique d'investissement Bpifrance serait actionnaire minoritaire, permettrait ainsi à Biogaran de conserver une accroche française.

Quoi qu'il en soit, il faudra, au minimum, attendre les résultats des élections législatives, le 7 juillet, pour connaître l'issue des négociations. « *Personne de sensé ne rachètera Biogaran avant ce dénouement* », confie un candidat.

La perspective d'un changement de gouvernement, susceptible selon la nouvelle configuration politique, de bouleverser les conditions de la vente, inquiète en effet certains prétendants, alors que Biogaran est devenu un enjeu politique de souveraineté nationale. La voix des urnes pourrait-elle aller jusqu'à compromettre le projet de vente de Servier ? ■

ZELIHA CHAFFIN

A Alès, LFB double sa production de biomédicaments

L'investissement, de 20 millions d'euros, vise à développer cette filière à la traîne en France

Voici notre nouveau bioréacteur de 2000 litres qui vient d'arriver récemment. Il sera suivi l'année prochaine d'un autre bioréacteur d'une capacité identique. » Dans la salle blanche de l'usine installée à Alès (Gard), où trône l'équipement flambant neuf destiné à la fabrication de biomédicaments, le directeur général de LFB Biomanufacturing, Herbert Guegbe, ne cache pas son enthousiasme. « *Jusqu'à présent, nous ne disposions que de bioréacteurs de 1000 litres. Grâce à ces nouvelles cuves, nous allons changer de dimension en doublant nos capacités de production* », raconte-t-il.

La filiale du groupe pharmaceutique public LFB célébrait, vendredi 14 juin, la pose de la première pierre de son projet d'extension, dont l'achèvement est prévu en 2026. L'investissement de 20 millions d'euros, soutenu à hauteur de 6,7 millions d'euros par le plan France 2030, et qui s'accompagnera d'une cinquantaine de recrutements, est stratégique. Car les médicaments biologiques, ces traitements issus du vivant, à l'inverse des médicaments obtenus par synthèse chimique, sont en pleine expansion ces dernières années, notamment dans le domaine des anticancéreux où ils représentent une grande partie des nouveaux traitements mis sur le marché. « *Aujourd'hui, 59 % des médicaments en développement dans le monde sont des biothérapies* », observe Jacques Brom, directeur général de LFB.

Une manne dont LFB Biomanufacturing, qui réalise 75 % de son chiffre d'affaires grâce à son activité de sous-traitance pour des tiers de l'industrie pharmaceutique, entend profiter. « *Nous comptons aujourd'hui six à sept clients principaux. Avec cet agrandissement, nous ambitionnons de doubler ce nombre à l'horizon 2026* », précise M. Guegbe.

Implanté depuis plus de deux décennies dans l'ancienne cité minière du Gard, le façonnier est spécialisé dans la fabrication de protéines thérapeutiques, en particulier d'anticorps monoclonaux.

A partir du gène ciblant la maladie, les équipes du site développent en laboratoire pour le client un procédé de fabrication qui va permettre ensuite de le cultiver à grande échelle dans des bioréacteurs à la température contrôlée. Concrètement, le gène est inséré dans une cellule de mammifère, à laquelle est ajoutée une solution qui va nourrir l'ensemble pour favoriser la multiplication. La protéine d'intérêt, c'est-à-dire le principe actif du futur médicament, est ensuite extraite du mélange par différentes méthodes de purification et de filtration.

Activité porteuse

L'usine est encore modeste. Elle représente à peine 5 % des 526 millions d'euros de chiffre d'affaires de LFB en 2023. Mais son activité est porteuse, car la filière de bioproduction française est à la traîne, peu de façonniers disposant des outils industriels nécessaires. Faute d'une offre suffisante, les biotechs et les laboratoires pharmaceutiques se tournent vers l'étranger pour produire leurs médicaments. L'Hexagone importe 95 % des médicaments biologiques qui sont commercialisés pour les patients en France. En 2020, seulement cinq biothérapies étaient produites sur le sol national sur les soixante-seize autorisées en Europe.

Face à ce constat, le gouvernement avait lancé, en 2022, une stratégie d'accélération prévoyant 800 millions d'euros d'investissement dans les biothérapies dans le cadre du plan France 2030, dont LFB Biomanufacturing est l'un des bénéficiaires. ■

Z. CH.

Les armateurs de porte-conteneurs voient l'horizon financier se dégager

Les attaques en mer Rouge désorganisent le trafic maritime, renchérissant le coût du transport

Les armateurs de porte-conteneurs tirent profit d'un environnement tendu : le déroutement par le cap de Bonne-Espérance des navires pour éviter les attaques des rebelles yéménites en mer Rouge rallonge les trajets et donc le nombre de bateaux pour assurer le même service ; face à un risque de pénurie de moyens de transport et de la désorganisation de certains ports, les chargeurs anticipent les livraisons vers l'Europe et l'Amérique du Nord ; cette hausse de la demande entraîne l'augmentation des taux de fret spot fixés par les armateurs, et donc leurs profits. Le tout, sur fond de relance de la guerre tarifaire entre la Chine, les Etats-Unis et l'Europe.

« *Il y a six mois, nous envisagions une année 2024 ressemblant à une promenade dans le désert. Tout a changé* », résumait Peter Sand, analyste en chef du cabinet Xeneta, lors du salon professionnel des ports, le 11 juin, à Rotterdam (Pays-Bas). Les tarifs facturés aux industriels et à la grande distribution pour acheminer leurs marchandises – normalement moins élevés à cette période – ont bondi depuis le début de l'année.

Le prix moyen reflété par l'indice du cabinet britannique Drewry est passé de 1400 dollars (1310 euros) fin novembre 2023 à 4801 dollars, le 13 juin. Sur des services entre les ports chinois et européens ou américains, ils s'élèvent à 6000 ou

7000 dollars. Le pic de 10000 dollars de l'indice, atteint en septembre 2021, pourrait l'être de nouveau sur des lignes Asie-Europe du Nord, prévient Bloomberg. Les taux moyens sont bien supérieurs (+ 238 %) à ceux de 2019, avant la crise sanitaire, rappelle Drewry.

Traumatisés par la pandémie de Covid-19, les clients des compagnies maritimes redoutent un manque de navires et des goulets d'étranglement à la fin de l'été, période où les grands distributeurs restockent en prévision de l'accroissement de la demande de biens de grande consommation de fin d'année. En 2024, ils ont anticipé de plusieurs mois et réservé des capacités de transport dès la fin de l'hiver. Depuis le début des frappes houthistes, fin 2023, le transit de conteneurs par le canal de Suez s'est réduit d'environ 80 %, selon Bloomberg Intelligence. En contournant l'Afrique, les navires mettent au moins deux semaines

Depuis le début des frappes houthistes, le transit de conteneurs par le canal de Suez s'est réduit d'environ 80 %

de plus pour relier Shanghai, au Havre (Seine-Maritime), ou à Anvers-Bruges (Belgique).

Pour le commissionnaire numérique Ovrsea, cela a augmenté de 15 % le temps de transit moyen entre l'Asie et l'Europe du Nord entre janvier et avril. Et de 39 % pour desservir la Méditerranée orientale. Les cargaisons à destination de Malte, du Pirée (Grèce), d'Alexandrie (Egypte), doivent être transbordées sur d'autres navires à Tanger (Maroc), Algésiras ou Barcelone (Espagne). Il faut plus de navires et de conteneurs pour assurer le même service. La réapparition de compagnies exploitant de plus petits bateaux pour le transport en haute mer est le signe de capacités tendues, relève un expert.

Fort mouvement de restockage

Cette augmentation des taux de fret fait le bonheur des armateurs. Depuis le début de l'année, l'italo-suisse MSC, le danois Maersk, le français CMA CGM, le chinois Cosco ou l'allemand Hapag-Lloyd ont renoué avec les profits, même s'ils sont sans commune mesure avec ceux de 2021-2022.

CMA CGM a dégagé un résultat net de 785 millions de dollars au premier trimestre, après une perte de 90 millions entre octobre et décembre 2023. Cela est aussi dû à un début d'année « *plus dynamique qu'attendu pour le commerce mondial de biens* », grâce à un fort mouvement de restoc-

kage en Chine et aux Etats-Unis, explique son directeur financier, Ramon Fernandez. Pour 2024, Maersk anticipe un résultat avant intérêts, impôts et amortissements compris entre 7 milliards et 9 milliards de dollars, supérieur à sa prévision précédente de 4 milliards à 6 milliards de dollars.

La désescalade n'est pas d'actualité en mer Rouge. Malgré la création d'une force maritime internationale sous l'égide des Etats-Unis et des patrouilles de frégates européennes, la sécurité maritime y est précaire. Les houthistes, mouvement chiite soutenu par l'Iran, ont revendiqué, le 13 juin, une nouvelle « *opération militaire* » contre un vraquier grec battant pavillon libérien, dont un marin a été porté disparu. Pour la première fois, un drone de surface a atteint sa cible, renforçant l'inquiétude des armateurs. Vingt-quatre heures plus tard, un cargo polonais enregistré aux Palaos était frappé, entraînant une riposte américaine contre des sites de radars.

L'affrontement peut durer de longs mois, même en cas d'arrêt des combats à Gaza, selon le patron du transporteur de produits pétroliers Frontline. « *Penser que des propriétaires de navires feront courir des risques à leurs équipages en repassant bientôt par le canal de Suez et le golfe d'Aden est un peu naïf* », publiait Lars Barstad, le 12 juin, sur le réseau social X. ■

JEAN-MICHEL BEZAT



PERTES & PROFITS | ARMEMENT
PAR JEAN-MICHEL BEZAT

Le salon Eurosatory, miroir de la guerre

Le canon tonne en Ukraine, à 2500 kilomètres de Paris, et son écho se fait entendre jusqu'à Villepinte (Seine-Saint-Denis), où se tient le plus grand salon mondial de l'armement terrestre, du 17 au 21 juin. Avec plus de 2000 exposants venus de 61 pays – la Russie est exclue, mais aussi Israël pour sa guerre à Gaza –, Eurosatory est l'arrière-boutique de tout ce qui alimente la guerre russo-ukrainienne, un conflit de haute intensité inconnu en Europe depuis 1945 : canons, drones, missiles sol-air, constellations de satellites, cyberdéfense... Des équipements aux effets démultipliés par l'intelligence artificielle (IA).

Les choses ont beaucoup évolué depuis le salon 2022, celui de la « *sidération* » post-invasion russe en Ukraine, selon le général Charles Beaudouin, commissaire d'Eurosatory. Celui où le président de la République, Emmanuel Macron, avait appelé les 4000 entreprises de la base industrielle et technologique de défense à se mettre en « *économie de guerre* » pour produire « *plus vite, plus fort, au moindre coût* ». Elles sont portées par la hausse

des dépenses militaires amorcée après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 et accélérée depuis 2022. Les pays y ont consacré 2056 milliards d'euros en 2023, et l'effort se poursuivra d'ici à la fin de la décennie.

L'évolution est aussi sensible dans les matériels exposés. Les équipements des programmes structurants (véhicules blindés...) absorbent le gros des budgets de défense, mais jamais les « munitions téléopérées » (drones, systèmes anti-drones...) n'ont été aussi présentes sur les théâtres d'opérations. Jamais l'IA n'a autant aidé les militaires à traiter au plus vite la masse de données leur arrivant de capteurs toujours plus nombreux sur les équipements pour mieux frapper chars, batteries d'artillerie et centres de commandement ennemis. Jamais les cycles d'innovation n'ont été aussi courts, comme l'illustre la course-poursuite entre Russes et Ukrainiens. Et jamais les grands groupes n'ont autant logné les pépites de la tech, à l'image de Safran, sur le point de racheter le spécialiste de la lecture d'images satellites par IA Preligen. ■

Le Monde en vente actuellement

► **En kiosque**

Le Monde **300 QUESTIONS**
DE LA CULTURE GÉNÉRALE
1000 questions à retenir

Dès mercredi 19 juin

HORS-SÉRIE
Le Monde
UNE VIE, UNE ŒUVRE
Franz Kafka
Une introduction avec le biographe Stefan Reich

Hors-série

Le Monde
LES ANNÉES
cabu
LE GRAND DUDUCHE
Illustrations de Cabu

Hors-série

Le Monde
HORS-SÉRIE
1944
DES DÉBARQUEMENTS
 À LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

Hors-série

Le Monde
Le Chat du Rabbine
vu par Joann Sfar

Hors-série

Le Monde **Jeux**
100 GRILLES
MOTS CROISÉS
PAR PHILIPPE DUPUIS - 1973

Magazine

Nos services

Lecteurs

► **Abonnements**
 Sur abo.lemonde.fr
 Par tél. au 03 28 25 71 71
 de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

► **Le Carnet du Monde**
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.dmfconfid.fr

SCHE

<h1>Le Monde</h1> <div>Le Carnet</div>	
<p>Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr <i>(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)</i></p> <p>soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr</p> <p>L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.</p>	
<p>✉ carnet@mpublicite.fr https://carnet.lemonde.fr</p>	
AU CARNET DU «MONDE»	
Naissance	
Paris. La Haye (Pays-Bas).	
<p>Léo GRIFFATON-SONNET et Dilian VAN DER VOORT, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille,</p> <p>Audrey, Mathilde, Alma GRIFFATON VAN DER VOORT,</p> <p>le 8 mai 2024, à Cap La Haye.</p>	
Décès	
Paris.	
<p>Sally Armitage-André, son épouse, Basil et Hector, ses enfants, Arlette André-Duret, sa mère Et l'ensemble de sa famille,</p> <p>ont l'immense tristesse de faire part du décès de</p> <p>Jean-Christophe ANDRÉ, survenu le 3 juin 2024, à l'âge de cinquante-six ans.</p> <p>Les obsèques auront lieu le 20 juin, à 10 h 30, en la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20°.</p> <hr/> <p>Claude Brochériou, son époux, Isabelle et Laurent Spelle, sa fille et son gendre, Adrien et Remy Spelle, ses petits-fils, Monique Brochériou, sa belle-sœur, Frédéric Aumont et Sara Doumenc-Aumont, son neveu et sa nièce,</p> <p>ont la tristesse de faire part du décès de</p> <p>Marie-Pierre BROCHÉRIOU, professeur de Lettres, chevalier de l'ordre des Palmes académiques, survenu le 10 juin 2024, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.</p> <p>La cérémonie civile aura lieu ce mardi 18 juin, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse, Paris 14°.</p> <hr/> <p>Sa famille Et tous ses amis,</p> <p>ont l'immense chagrin d'annoncer la mort de</p> <p>Caroline CHANIOLEAU,</p> <p>le 12 juin 2024.</p> <p>Une cérémonie se tiendra le vendredi 21 juin, à 10 h 30, en la salle de la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20°.</p> <p>Ni fleurs ni couronnes. Vous pouvez faire un don à L'ANCRE, association qui soutient l'unité de soins palliatifs des Diaconesses.</p> <hr/> <p>Paris.</p> <p>Perrine Daubas, son épouse, Nathan Deloire, son fils, Prune et Pietro Lucan, ses beaux-enfants, Lucien et Marie-Annick Deloire, ses parents, Laurence Deloire et Franck Avitable, sa sœur et son époux,</p> <p>ont la tristesse de faire part du décès de</p> <p>Christophe DELOIRE, survenu le 8 juin 2024, à Paris, à l'âge de cinquante-trois ans.</p> <p>Les obsèques auront lieu le 19 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris 6°.</p>	

Christophe DELOIRE,
secrétaire général
de Reporters sans frontières (RSF)
depuis douze ans,

est mort le samedi 8 juin 2024,
à l'âge de cinquante-trois ans.

Le journalisme était le combat de sa vie.

Pour lui rendre hommage, Reporters sans frontières organise une soirée au Théâtre Libre, le jeudi 20 juin, à 19 heures, 4, boulevard de Strasbourg, Paris 10^e.

Inscription obligatoire via le site : rsf.org

(Le Monde du 15 juin.)

Paris 4^e.

M. Pierre Demaria,
son époux,
Olivier, Isabelle (†) et François,
ses enfants,
Ses sept petits-enfants
Ainsi que ses neuf arrière-petits-enfants,
François et Marie Claire (†),
ses sœurs,
Sa famille
Et ses proches,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Annie DEMARIA,
née **LABORIE**,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, dans le caveau familial, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Jean-Pierre et Mireille Flouzat,
M^e Marie-Dominique Flouzat-Auba
et Pierre Auba,
ses enfants,
Julien, Matthieu, Amandine, Julie
et Caroline,
ses petits-enfants
Et Adrian,
son arrière-petit-fils,
Henri et Anne Osmont d'Amilly,
Jean-Gabriel Osmont d'Amilly,
ses beaux-enfants
et leurs enfants, Augustin, Juvénal,
Antoine, Charlotte, Marguerite,

ont la douleur de faire part du décès de

**M^{me} le recteur
Denise FLOUZAT**,
baronne OSMONT D'AMILLY,
commandeur de l'ordre national
de la Légion d'honneur,

survenu le 12 juin 2024,
dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 21 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert, Paris 15^e.

La famille
Et les amis,
de

Jacques FRAENKEL,

ont la tristesse d'annoncer son décès, survenu le mardi 11 juin 2024.

Une cérémonie aura lieu au funérarium de Vitry-sur-Seine, le mercredi 19 juin, à 15 heures et sera suivie de l'inhumation, à 17 heures, au cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine.

Le Touquet. La Rochelle. Paris.

M^{me} Carole Moy,
sa compagne,
Jérôme et Barbara
Mathieu et Christel,
ses fils et belles-filles,
Timothée et Gabriel,
Charlotte et Capucine,
ses petits-enfants,
M^{me} Marine Gutman-Lajeunesse,
sa belle-sœur,
M^{me} Dominique Lajeunesse Bourdier,
la mère de ses fils,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Daniel GUTMANN,
dit **Angus LAJEUNESSE**,

survenu le 7 juin 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Une cérémonie aura lieu le 18 juin, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Ni fleurs ni couronnes, mais un don au profit de SNSM (les sauveteurs en mer) ou de l'UNICEF.

Jacques et Thomas

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Françoise HARDY,
survenu le 11 juin 2024.

Nous nous réunirons en la salle de la Coupole du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, le jeudi 20 juin, à partir de 15 heures.

La cérémonie débutera à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 13 juin.)

Marseille.

M^{me} Annette Lukaszewicz,
son épouse,
Ses enfants
Et ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**Boleslaw Jean-Pierre
LUKASZEWICZ,**
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
survenu le 13 juin 2024, à Marseille,
à l'âge de quatre-vingts ans.

Paris.

La famille de

Nicole MARIĆ,
née HAVILAND,

a la douleur d'annoncer son décès, survenu à Paris, le 12 juin 2024, à l'âge de cent ans.

Un office sera célébré ce mardi 18 juin, à 19 heures, en l'église Saint-Séraphin-de-Sarov, Paris 15^e.

L'inhumation aura lieu le mercredi 19 juin, à 11 heures, au cimetière d'Yzeures-sur-Creuse.

Anniversaire de décès

Il y a cinquante ans, disparaissait

Daniel THORNER,
historien et économiste.

Nous pensons à lui.

Joël,
son fils,
Lauriane et Gentien,
ses petits-enfants.

joel.thorner@centraliens.net

Le Monde

Abonnement

**Quotidien
+ numérique**

603,20 € (prix de vente au numéro)

169 € pour

✓ Le journal et ses suppléments
✓ Tous les contenus numériques



Abonnez-vous en li

A compléter et à

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique**
pendant 6 mois pour **169 €** au lieu de €

➤ 6 quotidiens + « M le magazine du Monde »
+ tous les contenus numériques sur le site
+ les archives du Monde depuis 1944
+ l'application La Matinale + plus de 200

Je règle par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société

☐ Carte bancaire (paiement sécurisé)
en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'ur

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ

☐ Maison individuelle ☐ Ba

☐ Immeuble ☐ Boi

☐ Digicode N° _____ ☐ Nor

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 6769, AVENUE PIERRE-MENDOT
métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Les CGV applicables à l'abonnem
communication de vos données personnelles doivent être faites ave
données personnelles pour les besoins de votre commande, de la re
nos promotions et sollicitations par voie postale, cocher cette case
Conformément à la loi Informatique et Liberté du 06/01/1978 modi
des traitements, que vous pouvez exercer auprès de la Déléguée à
https://dpo.lemonde.fr/contact. Pour plus d'informations, consultez

Hommage

Claude MINERAUD
(1931-2024).

Il est né le 9 avril 1931, à Sommières-du-Clain, dans la Vienne, premier enfant d'une lignée qui en compte six. Au sortir de l'adolescence, et alors que ses frères et sœurs étaient encore des enfants, la mort de son père l'a contraint à interrompre ses études pour se lancer dans la vie active afin de subvenir aux besoins de sa famille.

Sur la base d'une idée révolutionnaire, il a créé au début des années 60, le cabinet La Sécurité Nouvelle et a lancé ce qui est devenu au fil des ans le premier contrat de RC professionnelle en Europe. Portant haut et fort les valeurs de la profession notariale à laquelle il n'appartenait pourtant pas, il créera ensuite la société UNOFI.

Au début des années 2010, ayant cédé ses activités dans les sociétés précédentes, il reprendra également les Éditions de la Différence, qu'il sauvera de la disparition avant de finalement passer la main pour se consacrer à l'écriture. Une fois sa retraite professionnelle effective, il publiera son dernier essai : « Le capitalisme populaire », qui fera la synthèse de ce que sa vie lui avait appris de la gestion des entreprises.

En plus d'avoir, par son travail, permis à sa mère d'élever sereinement ses jeunes frères et sœurs, il aura lui-même eu plusieurs enfants, et il aura toujours eu le souci de protéger sa famille élargie, en lui ouvrant le capital de ses sociétés d'abord, la valorisation des actions détenues ensuite. Se faisant, par ses réussites entrepreneuriales, ce sont environ 500 collaborateurs qui auront trouvé à ses côtés la possibilité d'exploiter leur potentiel tout en subvenant aux besoins de leurs familles.

Tout au long de sa vie, il sera resté cet étudiant en philo dont les études furent interrompues, qui s'exprimait dans plusieurs ouvrages en plus de devenir « un marchand avec un T et un marchand avec un D », comme il aimait se définir.

C'est cet homme, découvreur de talents et d'espaces, agrégateur de volontés, libre et sans cesse à la recherche d'une nouvelle respiration, père de familles, que nous souhaitons honorer aujourd'hui, maintenant qu'il est parti, qu'il nous manque, et que nous savons que le sillon qu'il a tracé laissera une marque indélébile dans nos vies.

que

mois

chez vous
le site et les applications

sur : abo.lemonde.fr/quotidien

BULLETIN D'ABONNEMENT

à envoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 -

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

E-mail : _____

@ : _____

J'accuse de recevoir de ses partiers

Tél. : (____) _____

LEZ VOUS PAR PORTEUR Sous réserve de la possibilité

Vigik : ☐ oui ☐ non

Dépôt chez l'

aux lettres : ☐ Bât. N° _____

Collective ☐ Escalier N° _____

75/07 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124

document sont consultables et téléchargeables au lien suivant : <https://mondoz.com/votre-representant-legalet>. En retournant ce formulaire, vous acceptez client et, en fonction de vos choix, d'actions marketing pour ses produits et nous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires ou au RGPD du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression des données du Monde en écrivant à l'adresse suivante : 67/BA a Politique de confidentialité sur le site www.lemonde.fr ou sur le site de la

[illegible]

« La culture n'a plus aucun poids dans le débat politique »

Face à l'éventuelle arrivée du RN au pouvoir, Eric Ruf, administrateur de la Comédie-Française, et Tiago Rodrigues, directeur du Festival d'Avignon, déplorent l'abandon des valeurs du service public et de la culture

ENTRETIEN

Eric Ruf, 55 ans, administrateur de la Comédie-Française, porte un héritage familial lié à l'extrême droite. Le dramaturge et metteur en scène portugais Tiago Rodrigues, 47 ans, directeur du Festival d'Avignon, a reçu celui de la « révolution des œilletons ». Alors que le second montera en juillet *Hécube, pas Hécube*, d'après Euripide, avec la troupe du Français, ils lient tous deux la crise démocratique actuelle à celle qui touche le spectacle vivant, comme symptôme d'un effondrement des valeurs du service public.

Quel est votre sentiment sur les résultats des élections européennes du 9 juin et à l'éventuelle arrivée au pouvoir du Rassemblement national (RN) en juillet ?

Eric Ruf : Moi, je ne suis pas l'enfant d'une révolution, mais celui d'une neutralité un peu suspecte, qu'elle soit suisse ou norvégienne. Je suis le fils d'un homme qui votait pour le Front national, et j'ai aimé mon père, malgré tout, parce que c'était mon père. J'ai donc une réflexion et un point de vue là-dessus depuis longtemps : à cause de cette histoire familiale, je ne peux pas me contenter d'estimer qu'un certain pourcentage de la population est dé-cérébré. Je vois à quel point les paradoxes peuvent être importants. Mon père, qui était médecin, nous a fait faire des humanités, du grec et du latin, et lisait *National Hebdo*. Dès l'adolescence, j'ai eu un sentiment d'incompréhension qu'il puisse passer de l'un à l'autre sans que cela lui saute au visage. J'ai l'impression d'un cycle, d'un éternel retour qui ne cesse de m'inquiéter. Et j'ai le sentiment que cela fait longtemps, déjà, que l'on n'arrive pas à se saisir de la complexité du monde.

Tiago Rodrigues : Je pense qu'une des questions fondamentales, c'est celle des valeurs, et c'est très lié à la question culturelle. En France, et je ne risque pas le moindre chauvinisme à le dire en tant que Portugais qui vient d'arriver, il y a quand même quatre-vingts ans de démocratisation de l'accès à la culture, de rapport à l'éducation nationale, à la jeunesse, au champ social qui sont exemplaires, et tout cela dans un contexte de diversité culturelle, d'ouverture au monde. Ce qui a produit cette aventure qui n'est pas du tout terminée, même si elle est en péril, c'était des valeurs : une idée, une croyance, inquantifiable certes, que la culture faisait cohésion sociale, favorisait la promotion de la différence, du débat, enrichissait la démocratie avec un discours complexe. Or, les partis politiques de tous bords ont trahi ces valeurs-là, et leur défense. Il y a un éloignement du discours politique public de la valeur de la culture, de son importance. On est entrés dans une ère de débat stratégique électoraliste absolument pragmatique, voire cynique, qui abandonne les valeurs et le débat d'idées.

Tiago Rodrigues, vous qui venez d'un pays où la dictature a perduré jusqu'en 1974, quelle analyse faites-vous de cette tentation pour le RN ?

T. R. : Il y a évidemment une pluralité de raisons, à commencer par l'expression d'une colère mise au mauvais endroit : une colère face à un système qui a négligé, oublié des pans

entiers de la population et du territoire français. Une colère manipulée, aussi, dans la façon de lier avec démagogie immigration et insécurité. Mais il y a aussi, et cela nous concerne plus en tant qu'hommes de culture, la question de l'oubli. Sans comparer de manière trop facile les années 2020 et les années 1930, il y a tout de même des similitudes, et par rapport à cela un oubli énorme. Il est quand même ironique qu'au moment où l'on célèbre la Libération, on ait ce résultat électoral. Il est tout aussi ironique qu'au Portugal, on ait cinquante députés d'extrême droite à l'Assemblée, chiffre inimaginable il y a quelques années, alors qu'on célèbre les 50 ans de la « révolution des œilletons ». D'où vient cette incapacité à être en contact avec le passé ? Mais il faut aussi le dire, une partie de la population, partout en Europe, adhère à ces valeurs racistes et masculinistes, et s'installe dans le fantasme d'une sorte de pureté aussi théorique qu'inacceptable.

Comment expliquer cet oubli ?

E. R. : Je ne voudrais pas que cela soit pris pour une position de mollesse, mais il ne me semble pas que le débat soit entre ceux qui ont encore des valeurs et ceux qui n'en ont pas ou plus. La valeur, ça se construit. C'est une forme de nidification, ce qui veut dire que ça ne se construit pas en un jour. L'édification, elle se fait branche par branche, et ça passe par l'école et la culture. Or on n'est pas aidés, ni par les lois d'airain du marché, ni par le cynisme politique, ni par une administration de plus en plus tatillonne et kafkaïenne, ni par les nouvelles technologies et leur captation par des forces obscures.

En tentant de comprendre, cela ne veut pas dire que je comprends le pire. Le monde est devenu de plus en plus complexe, on est passés d'un monde où on savait réparer nos voitures nous-mêmes à un univers où on est suppléés par des machines dont on ne sait pas comment elles marchent. On est désemparés. Un jour, il faudra faire le bilan historique de ce qui se passe depuis quelques années, l'arrivée des algorithmes, la difficulté des médias traditionnels face aux réseaux sociaux. Une fois que le génie est sorti de la lampe, c'est difficile de l'y faire rentrer à nouveau... Il faut lutter pour retrouver du temps long, cette idée que si on plante un arbre, ce n'est pas nous qui profiterons de son ombre, mais les générations suivantes. Lutter pour faire en sorte que, dans vingt ans, il y ait une génération qui ait repris goût au débat face à l'insulte et à la guerre de tranchées, au débat fertile, joyeux, intellectuel. On a quitté ces eaux-là pour entrer dans des zones violentes. Et cette violence engendre la violence : on a peur, on réagit.

Les législatives des 30 juin et 7 juillet vont intervenir en plein démarrage du Festival d'Avignon (du 29 juin au 21 juillet). Quelles sont les implications de ce calendrier ?

T. R. : Evidemment, le Festival va se tenir, parce qu'on croit que notre mission de création, d'accompagnement des artistes, de service auprès du public est absolument essentielle pour la démocratie. Notre première contribution, c'est de faire une énorme fête civile, que l'on trouve compatible avec le déroulé des élections. Je souhaite aussi qu'Avignon se positionne en tant que festival populaire, pro-

gressiste, écologiste, féministe et antiraciste, et cela veut dire qu'on incite notre public, les artistes, nos salariés et nos partenaires à voter dans le champ démocratique. On l'assume, parce que c'est aussi une réponse aux valeurs et à l'histoire, qui nous responsabilise, du Festival lui-même. On va coopérer – depuis quelques jours, j'évite d'utiliser le terme « collaborer » – avec la ville et les diverses instances pour que tout se passe au mieux, pour que cette ville-festival qu'est Avignon en juillet ne pose pas d'obstacles aux élections.

Si le RN arrive au pouvoir en juillet, démissionnerez-vous de vos mandats ?

E. R. : Cela fait longtemps que Tiago Rodrigues, moi et beaucoup d'autres faisons ce cauchemar, longtemps que l'on se demande : le jour où le RN passe, qu'est-ce que je fais ? Et que l'on est dans un dilemme plus que cornélien. Quoi que l'on fasse, on n'aura jamais la bonne attitude : le geste de démissionner, c'est beau, c'est noble, mais ensuite vous laissez dans la panade, en ce qui concerne la Comédie-Française, quatre cents personnes qui ont besoin de vous, et votre remplaçant ne sera pas forcément choisie pour de bonnes raisons. Donc laisser la place n'est pas le bon choix. Mais rester ? A quel moment vous décidez que c'est insupportable ? Et de toute façon, quelle que soit la collaboration scrupuleuse, attentive, pied à pied au quotidien, vous êtes déjà dans une forme de collaboration qui vous sera reprochée... En ce qui me concerne, il me reste un an pour terminer mon dernier mandat, j'ai une échéance courte, ce n'est pas comme si je commençais un mandat de cinq ans. Nous sommes des institutions : quelle odeur auront les subventions que nous touchons ? Comment les refuser, alors que nous faisons déjà face à des carences ? C'est insondable.

T. R. : Le positionnement du citoyen que je suis est très clair. Sans faire de politique-



« CELA FAIT LONGTEMPS QU'ON SE DEMANDE : LE JOUR OÙ LE RN PASSE, QU'EST-CE QUE JE FAIS ? ET, QUOI QUE L'ON FASSE, ON N'AURA JAMAIS LA BONNE ATTITUDE »

ÉRIC RUF
administrateur
de la Comédie-Française

fiction sur l'avenir du Festival d'Avignon dans un scénario dystopique d'arrivée du RN au pouvoir, le citoyen que je suis n'acceptera jamais de dialoguer ou de travailler avec l'extrême droite, tout en respectant la dimension sacrée des élections. Ce qui n'implique pas, dans mon cas, de démissionner. Le Festival d'Avignon est dans une situation différente de celle de la Comédie-Française ou d'autres institutions : il a un statut d'association, qui a différents partenaires publics, mais n'est pas sous tutelle de l'Etat. Dans ce cadre, je ne crois pas que la solution soit de démissionner de mon poste de directeur. Si le gouvernement est pris par le RN, je défendrai un festival qui ne collabore pas. Démissionner, c'est créer un vide. Mais à ce stade, je crois que la lucidité démocratique des Français l'emportera.

Etes-vous optimiste ?

T. R. : Je suis combatif.

Cette crise démocratique intervient alors que le secteur du spectacle vivant était déjà en grande difficulté. Faites-vous un lien entre les deux crises ?

E. R. : Cela fait au moins vingt ans que l'on ressent l'absence de vision des politiques culturelles. Cela fait longtemps, déjà, que le ministère de la culture est devenu une variable d'ajustement politique. Huit ministres se sont succédé en dix ans : comment fonder quoi que ce soit dans ces conditions ? La culture n'a plus aucun poids dans le débat politique. Un doute fondamental s'est installé, chez les politiques, et conséquemment dans les médias et dans la société, sur son utilité, un doute qui touche spécifiquement le théâtre. A quoi ça sert, la Comédie-Française, ses quatre cents salariés, ses quatre-vingts métiers, son expertise ? On voudrait pouvoir identifier la sortie d'usine, mettre cette utilité en graphiques en forme de camembert



Tiago Rodrigues, directeur du Festival d'Avignon, et Eric Ruf, administrateur de la Comédie-Française, à la Comédie-Française, à Paris, le 13 juin.
STÉPHANE LAVOUE POUR « LE MONDE »

et en tableaux Excel. La valeur de l'exception culturelle française, qui était encore une vache sacrée il y a trente ans, s'est effondrée.

A quoi ça sert le théâtre ? Il participe à cette obscure nidification dont je parlais plus haut. Est-ce qu'un gamin qui a vu vingt spectacles dans sa vie va mieux réagir au monde, à son conjoint, à ses problèmes, qu'un gamin qui n'a jamais rien vu ? Comment quantifier la valeur des épiphanies vécues au théâtre ? Le théâtre, le répertoire, ça sert à se mettre en connexion avec la complexité du monde, avec des réponses qui ne sont pas des éléments de langage, avec des équations qui sont riches, posées. Pourquoi certaines œuvres sont-elles devenues des classiques ? Parce qu'elles posent une équation qui n'est pas résolue. Et c'est l'inverse du monde dans lequel on vit, un monde de tachycardie, où on exige des réponses immédiates.

T. R. : Le lien entre la crise démocratique et celle du spectacle vivant, il se fait sur la question du service public. Son rôle, sa place, c'est de garantir ce qui est essentiel en matière de droits et de libertés et que les règles du marché ne permettent pas. Et aujourd'hui, les règles du marché ne permettent pas à la complexité du discours de s'exprimer. Or, il serait facile de prouver à quel point le secteur culturel, les arts vivants ont fait leur travail à travers les décennies, en s'arc-boutant sur trois éléments essentiels. Le travail à long terme, d'abord : au théâtre, on ne travaille pas pour les prochaines élections. On pense à Euripide comme à une sorte de grand-père, avec qui on dialogue tous les jours, ce qui fait que l'on se projette pour les prochains siècles, aussi. La complexité, ensuite : le théâtre, il adore ça, puisque son essence même, c'est de proposer des codes à déchiffrer, et qu'il suscite, dans un même espace, de multiples interprétations qui vont dialoguer entre elles. Ce dissensus riche, profondément vilarien, est très beau, et forme le troisième pi-

« SI ON VEUT METTRE EN PERSPECTIVE LA SITUATION ACTUELLE, ON PEUT DÉJÀ LIRE LES TRAGIQUES GRECS, SHAKESPEARE ET MOLIÈRE »

TIAGO RODRIGUES
directeur du Festival d'Avignon

lier : la diversité, pas seulement entendue au sens comptable d'aujourd'hui d'une diversité de profils à afficher dans un camembert, mais au sens d'une richesse de pensée, de visions du monde, d'expériences, qui se confrontent dans une assemblée apaisée.

Est-ce ce modèle vilarien qui est mis à mal aujourd'hui ?

T. R. : Il faudrait quand même que la France prenne conscience qu'elle a été, sur le plan culturel – et c'est le Portugais qui parle –, un exemple. Et que comme exemple, elle a une responsabilité envers l'Europe et le reste du monde. Il y a eu dans ce pays, dans le grand mouvement lancé dans l'après-guerre, des expériences uniques qui ont illuminé et devraient continuer d'illuminer d'autres pays. L'exception culturelle française, si attaquée aujourd'hui dans son propre pays, est à défendre surtout quand on vit sur un continent où la plupart des Etats membres n'ont pas un vrai service public de la culture. Ce serait bien que, dans quelques années, ce soit encore possible qu'un jeune garçon des banlieues de Lisbonne, qui commence à faire du théâtre en amateur au lycée, entende parler du Festi-

val d'Avignon et de la France, et que ça plante une graine. Ce serait bien qu'il soit encore évident que la France est une terre d'accueil pour un exilé d'une dictature, comme ce fut le cas pour mon père, journaliste engagé contre le régime de Salazar dans les années 1960. C'est la même chose, les mêmes valeurs. Les enjeux dépassent très largement la défense d'un petit pré carré. La France avait quatre-vingts ans d'avance, ce serait dommage qu'elle recule.

E. R. : Le service public, c'est l'arme d'une foi républicaine, et là il n'y a plus de foi. Encore une fois, la foi, ce n'est pas pour moi que je la défends : les fruits ne seront pas pour moi, mais je plante. Les lois du marché sont actuellement d'une violence inouïe, au point que, peut-être, on n'arrive pas à les nommer.

Pouvez-vous préciser les problèmes que vous rencontrez dans vos institutions ?

E. R. : En avril, le ministère de la culture, ma tutelle, m'a informé qu'il amputait notre budget de 5 millions d'euros. Or nous étions déjà en tension financière. Nous bénéficions d'une subvention annuelle de 25,5 millions d'euros, qui a été augmentée de deux fois 500 000 euros au moment du Covid-19. Pour que le théâtre soit en ordre de marche, avec les salaires, les fluides, les locations, les bureaux, etc. il me faut un budget de 32 millions. Les recettes propres sont de 8 millions d'euros pour la billetterie, de 3,5 millions pour le mécénat, et d'environ 1 million pour l'audiovisuel et les tournées. Ce qui veut dire qu'il ne reste quasiment rien pour la création artistique. Or je n'ai pas de marges de manœuvre : nos salles sont pleines tout au long de l'année, et je ne peux pas augmenter le prix des billets – le tarif médian est à 22 euros –, sinon je ne remplis plus ma mission d'accessibilité, une injonction de la tutelle, à laquelle par ailleurs je tiens personnellement. A cela s'ajoute la négociation annuelle obligatoire sur les salaires qui, en raison de l'inflation, a entraîné un surcoût de 600 000 euros. Je suis coincé. Alors, c'est quoi la troisième voie ? Dépenser beaucoup d'argent pour déposer la marque Comédie-Française et vendre des draps en lin estampillés dans le monde entier ?

T. R. : Le Festival d'Avignon a un financement qui stagne depuis une décennie, avec un budget de 16,5 millions d'euros. Il n'y a pas eu d'augmentation de l'ensemble des partenaires publics, qui sont l'Etat, la ville d'Avignon, l'agglomération du Grand Avignon, la région et le département. Ce qui veut dire qu'avec l'inflation, l'augmentation des charges, la spéculation autour des voyages qui sont très impactantes pour un festival international, on arrive à un festival en grande fragilité budgétaire.

Les coupes budgétaires qui touchent l'ensemble du secteur se répercutent aussi sur le Festival : rappelons-le, le spectacle vivant en France est un écosystème. Nous avons fait croître nos recettes propres en 2023, en augmentant les recettes de billetterie de presque 25 %, sans augmenter les tarifs, en offrant une jauge plus grande grâce à l'allongement de la durée du Festival. Et nous avons réussi à doubler les apports du mécénat. Nous sommes maintenant à la limite de ce que nous pouvions faire en matière de recherche de nouvelles recettes propres.

Quand on prend des décisions budgétaires, on prend des décisions politiques. Je pense aussi à l'éventuelle remise en cause, dans le cadre de la réforme de l'assurance-chômage, du régime de l'intermittence. Je trouverais inconcevable, dans cette atmosphère économique, de remettre en question cette idée fondamentale qu'est l'intermittence : c'est tout le secteur des arts vivants en France qui s'appuie sur ce régime.

Le théâtre peut-il avoir un rôle directement politique ?

T. R. : Le théâtre a évidemment une dimension politique, on le sait depuis vingt-cinq siècles. Mais ce ne doit pas être une injonction. On peut difficilement répondre par le théâtre, à chaud, à ce qui s'est passé le 9 juin. Il y a des artistes qui sont capables de le faire, et d'autres qui ont besoin, comme le disait le poète William Wordsworth, d'un temps de tranquillité après les émotions fortes. Si on veut mettre en perspective la situation actuelle, on peut déjà lire les tragiques grecs, Shakespeare et Molière qui peuvent beaucoup aider à penser le monde actuel.

E. R. : Le théâtre est profondément politique, mais pas toujours comme on le croit. La nidification, c'est de la politique. La poésie et la joie, c'est politique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FABIENNE DARGE

Alain Guiraudie met en scène Le Nouveau Printemps de Toulouse

Le réalisateur, invité à programmer le festival d'art contemporain de la ville, qui se tient jusqu'au 30 juin, y apporte sa poésie décalée

ART TOULOUSE

En 2023, Le Printemps de Toulouse, prestigieux événement plus que trentenaire consacré à l'art contemporain, passait de septembre à juin et de biennale à festival annuel dans une nouvelle formule moins dotée financièrement mais fidèle à son exigence et à son originalité. Le Nouveau Printemps se concentre désormais sur un quartier de la ville à chaque édition, et ses rênes sont confiées à un artiste non issu de l'art contemporain.

Après la designer Matali Crasset dans le quartier de Saint-Cyprien en 2023, l'invitation a été faite à Alain Guiraudie – le réalisateur de *L'Inconnu du lac*, *Rester vertical* ou encore *Miséricorde*, son dernier film présenté, en mai, au Festival de Cannes – pour le quartier des Carmes-Saint-Etienne, le centre historique toulousain.

Cette promesse d'un pas de côté pour donner à voir chaque année la ville autrement est tenue par le cinéaste, dont les films âpres et tendres allient sensualité gay, vie ouvrière et présence toujours très poétique de la nature. Cette édition est à son image, et il a convié une vingtaine d'artistes pour des expositions, des installations ou des projections dans des lieux institutionnels ou dans l'espace public.

Quand Matali Crasset s'intéressait au vivant et aux communautés, Alain Guiraudie se plie à l'exercice en proposant un plongeon dans les incertitudes d'un futur fantasmé, entre légèreté et inquiétude. « *L'idée est de se demander ce que promet le monde contemporain, ce qu'il laisse entrevoir* », détaille ce conteur singulier, qui sait trouver de la beauté et de la poésie là où on ne s'y attend pas... quitte à être dérangeant.

Univers fantasque

Parmi les propositions les plus fortes, on retient celle du peintre Tom de Pékin, qui avait conçu la très belle affiche de *L'Inconnu du lac*, et a choisi d'investir des espaces du Musée des arts précieux Paul-Dupuy avec une exposition où il revient sur plusieurs périodes de son travail, entre ses peintures hautes en couleur, ses dessins sur « *la première pièce de théâtre francophone LGBT* », *Hal-demablou* (1894), d'Alfred Jarry, ou sa collection de livres queers en ces lieux tout en vitrines, aux airs de cabinet de curiosités.

Autre proposition forte, déconseillée aux plus jeunes : l'installation façon drive-in nocturne de Tony Regazzoni à l'hôtel Saint-Jean-DRAC Occitanie. Chacun est invité à s'installer sur des scooters et à enfiler les casques pour écouter des récits de clubbing, tandis que défilent sur grand écran des photos de boîtes de nuit italiennes aux décors antiques des années 1980 et 1990 à l'abandon.

Devant le marché des Carmes, deux intrigants distributeurs de journaux à l'américaine permettent à chacun de se servir pour découvrir une double lecture photographique (et humoristique) du quartier par Mazaccio & Drowilal, avec une édition enthousiaste et une édition négative. L'univers fantasque du duo se retrouve dans les buissons du Jardin royal avec les silhouettes issues de leur série « *Paparazzi* », pour laquelle ils glanent des photos de stars tentant d'échapper aux téléobjectifs. Capuches abaissées, tee-shirts remontés jusqu'aux lunettes noires : Justin Bieber et

Le cinéaste propose un plongeon dans les incertitudes d'un futur fantasmé, entre légèreté et inquiétude

consorts ont l'air de se camoufler dans le parc... où ils apparaîtraient presque comme des voyeurs.

Il faut se hisser dans le bâtiment circulaire du parking des Carmes pour aller découvrir deux voitures légèrement cabossées garées aux 2^e et 6^e niveaux par le collectif EBB de Neil Beloufa. Il s'agit de la proposition la plus expérimentale : une installation interactive qui génère, avec une IA et un questionnaire en ligne, une fiction de deux minutes trente qui puise dans l'univers filmique et les romans d'Alain Guiraudie. Si le résultat est hautement fantaisiste, il pose la question de ce qui fait création, entre l'homme et la machine. Plus haut, sur le toit, culminent des antennes 4G et 5G que l'artiste Mimosa Echard a subtilement transformées en un bouquet de... digitales. A voir au soleil couchant, avec vue panoramique sur la ville.

Installation vertigineuse

Dans l'intime hôtel de Bruée, dont la cour, une pièce du rez-de-chaussée et un jardin perché avec cabanon sont exceptionnellement ouverts au public, Alice Brygo et Louise Hallou présentent leur film *Les Oracles*, dans lequel un Ehpad se transforme en une « *maison des oracles amnésiques et des voyants myopes* », comme le décrit malicieusement l'une des protagonistes. La vision de l'avenir par ces personnes âgées apporte une touche mélancolique que l'on retrouve dans les photos argentiques qu'Alain Guiraudie expose sur place. Des images aux « *juxtapositions inattendues et télescopages improbables* », pour reprendre les termes de Clément Postec, le directeur artistique de l'événement, qui a accompagné la proposition du réalisateur.

Dans la crypte archéologique du palais de justice, on découvre les origines de l'expression « *L'affaire est dans le sac* » : Karelle Ménine y montre une installation vertigineuse réalisée à partir des quelque 100 000 sacs en toile de jute où étaient consignées par la justice les mises en accusation, à Toulouse, du XIII^e siècle jusqu'à la Révolution, sur fond de rapports de classe.

Ne pas rater non plus *Mass*, de Pierre Pauze et June Balthazard, à la Cour Baragon : un travail entre sciences et science-fiction, sculpture et vidéo, autour d'une substance légendaire qui harmoniserait le monde, l'Aether, présente dans des mythes de création jusque dans les récentes découvertes du boson de Higgs. Nila sculpture intitulée *Où disperserons-nous les cendres du vieux monde ?* que Jennifer Caubet a composée à partir de métal de récupération des chantiers d'Airbus, cachée dans le nouveau jardin de la cour Sainte-Anne. Une « *ruine* » visiblement au goût des nuées d'enfants, qui la prennent pour un portique. ■

EMMANUELLE JARDONNET

Le Nouveau Printemps, Toulouse. Jusqu'au 30 juin, entrée libre. lenouveauprintemps.com

Retour sur l’effondrement économique du Liban

Un documentaire retrace l’histoire d’une banqueroute programmée

ARTE
MARDI 18 - 20H 55
DOCUMENTAIRE

Avec ses politiciens corrompus et ses banquiers véreux, l’effondrement économique et financier du Liban, entamé en 2019, recèle une intrigue qui pourrait inspirer un film de gangsters, s’il n’était une telle tragédie pour les Libanais. Du Casino du Liban à la Banque centrale, des villages paupérisés de l’Akkar aux immeubles détruits dans l’explosion du port de Beyrouth, le 4 août 2020, les réalisateurs de *Casse du siècle au Liban* démêlent les fils de cette intrigue. Remontant l’histoire, de l’indépendance du pays en 1943 aux événements dont ils ont été témoins comme journalistes installés au Liban depuis 2017, ils livrent un documentaire qui se veut exhaustif, sans oublier d’être didactique.

Les acteurs de ce hold-up, l’oligarchie politico-financière qui a vidé les coffres du pays du Cèdre, sont confrontés à leurs victimes, des Libanais à qui l’Etat n’a plus rien à offrir, pas même l’électricité ni un salaire décent. Observateurs consternés d’une impasse qui dure depuis cinq ans, des journalistes, des lanceurs d’alerte, des avocats et d’anciens ministres racontent cette descente aux enfers.

Enrichissement sans limites

Tout commence bien avant la guerre civile (1975-1990), qui a porté au pouvoir les seigneurs de guerre. Dans un Liban opulent, cette «Suisse du Moyen-Orient» devenue un paradis fiscal et la proie d’un capitalisme sauvage, la guerre civile a exacerbé le confessionnalisme, qui mine l’Etat déjà faible. Au bénéfice d’une loi d’amnistie, les chefs de milice sont devenus politiciens et chefs communautaires, *zaïms*. Six familles politiques se partagent, depuis trente ans, le pouvoir avec pour seul objectif la préservation de leurs intérêts.

«Au Liban, le pays appartient à une mafia», résume le journaliste Riad Kobeissi, auteur de nom-



Image extraite du documentaire « Casse du siècle au Liban ». BRAINWORKS

breuses révélations restées sans suite sur des affaires de corruption. Champions de l’évasion fiscale, les politiciens libanais entretiennent des liaisons incestueuses avec les banques. Le Beyrouth de l’après-guerre, dirigé par le premier ministre Rafic Hariri, un milliardaire sunnite qui a fait fortune dans le BTP en Arabie saoudite, et le gouverneur de la Banque centrale du Liban, Riad Salamé, son ancien gestionnaire de fortune, devient le théâtre de la démesure, de l’enrichissement sans limites.

«S’est mis en place un mécanisme qui consistait, comme l’a dit Hariri lui-même, à acheter la paix civile avec la dette», explicite l’ancien ministre Charbel Nahas. Chacun a sa part du gâteau. Le Liban entre dans une spirale de su-

Ceux qui ont des dollars surmontent la crise, les autres basculent dans la pauvreté

rendtement, sans investir dans les secteurs productifs et les infrastructures.

Le président Jacques Chirac essaie de sortir son ami Hariri de ce faux pas en organisant à Paris des conférences internationales qui apportent des milliards de dollars au Liban, mais les responsables libanais ne font pas les réformes attendues. Avec la guerre civile en Syrie, dès 2011, et le départ des capitaux du Golfe, le pays s’enfonce.

Aujourd’hui sous enquête en Europe pour détournement de fonds publics et blanchiment d’argent, Riad Salamé est accusé d’avoir monté une pyramide de Ponzi à l’échelle de l’Etat, en attirant les capitaux des Libanais de la diaspora. Ses ingénieries financières n’ont fait que retarder l’effondrement de l’Etat qui, en 2019, a un trou de près de 70 milliards d’euros à combler. L’imposition d’une taxe sur la messagerie WhatsApp pousse la jeunesse libanaise dans la rue, en octobre 2019. L’oligarchie politico-financière vacille, mais tient bon face à la «*thawra*» («révolution»).

Quatre millions de Libanais découvrent, médusés, que les banques leur ont bloqué l’accès à leurs

économies – qui ne valent bientôt plus rien avec la dévaluation de la monnaie nationale et l’hyperinflation. Ceux qui ont des dollars surmontent la crise, les autres basculent dans la pauvreté. Comme Sally Hafez, une architecte d’intérieur, qui a braqué sa propre banque pour obtenir son argent afin de payer les soins de sa sœur, atteinte d’une tumeur au cerveau.

Accrochés au pouvoir, les dirigeants libanais refusent de faire les réformes. Avec l’aide d’une justice aux ordres, ils ont même réussi à échapper à leurs responsabilités dans l’explosion du port de Beyrouth. Aux 220 victimes de cette négligence criminelle s’ajoutent celles du quotidien. «*Quand vous infligez à une population ce que vous lui avez infligé, économiquement et financièrement, vous la tuez à petit feu*», se désole l’ancienne ministre de la justice (2020-2021) Marie-Claude Najm. ■

HÉLÈNE SALLON

(BEYROUTH, CORRESPONDANTE)

Casse du siècle au Liban, de Miyuki Droz Aramaki, Sylvain Lepetit et Sébastien Séga (Fr., 2024, 94 min).

De la critique des super-héros à la satire politique

La saison 4 de « The Boys » colle de plus en plus à la vie politique américaine, sans renoncer à son humour provocateur

PRIME
À LA DEMANDE
SÉRIE

La série d’Eric Kripke reste fidèle à sa tradition de provocation

L’un des hommes les plus puissants des Etats-Unis, incarnation corrompue du patriotisme, à la coiffure d’un blond invraisemblable, est traduit en justice, devant un tribunal de Manhattan. Sur le parvis de la cour, ses partisans et ses adversaires échangent insultes et projectiles. Pour celles et ceux qui entretenaient quelques doutes quant à la nature allégorique de *The Boys*, ces séquences du premier épisode de la quatrième saison démontrent la parfaite homothétie entre Homelander, le protecteur, le super-héros aux aspirations dictatoriales, et Donald Trump.

Commencée en 2019, alors que ce dernier occupait encore le bureau Oval, comme une déconstruction de la mythologie des super-héros, *The Boys* est devenue, au fil des saisons, une satire furieuse qui donne une image grotesque (mais, hélas, pas très éloignée de son modèle) de la vie publique des Etats-Unis. Pas difficile, par exemple, de reconnaître la représentante Marjorie Taylor Green dans le personnage de Firecracker (Valorie Curry), super-héroïne aux pouvoirs dérisoires, influenceuse prompte à répandre les théories les plus absurdes.

Dimension mélodramatique

Peu à peu, la satire politique est devenue la colonne vertébrale de *The Boys*. Les premières saisons, en révélant (attention, ceux qui ne les ont pas vues s’exposent à une révélation inopportune) que les pouvoirs de Homelander et de ses collègues sont le résultat des expérimentations d’une multinationale, sont venues à bout de la mystique qui entoure les personnages créés par DC ou Marvel. Il s’agit maintenant de démonter la confusion entre spectacle et politique, la collusion entre industrie et pouvoir. Ce qui n’empêche pas la série de rester fidèle à sa tradition de provocation. Les fins aux-

quelles Splinter (Rob Benedict), doué de la faculté de reproduire son corps à l’infini, consacre ce pouvoir vaudraient à la série une interdiction aux moins de 16 ans, si elle était projetée en salle.

Enfin, Eric Kripke, le showrunner de cette adaptation d’une série de comics fameux, n’oublie pas qu’il lui incombe aussi d’accomplir le destin de chacun de ses personnages. Promis à une fin prochaine, Butcher (Karl Urban), le fondateur de *The Boys*, unité de lutte contre les «*supes*», hésite entre la rédemption et le chaos, pendant qu’Annie January (Erin Moriarty) se résout, la mort dans l’âme, à assumer son statut de super-héroïne afin de venir à bout de l’envahissement de la vie publique par ses congénères. Cette dimension mélodramatique n’est pas la moins attachante de la série, d’autant qu’elle est portée par des acteurs qui maîtrisent désormais la fusion de l’alliage de cabotage et d’intensité nécessaire pour emporter la conviction.

Au bout de trois épisodes (les seuls qui soient pour l’instant visibles), *The Boys* réussit à se faire encore plus burlesque, encore plus sombre, synchronisant son pas sur celui du pays qui l’a produite. Eric Kripke a annoncé que la cinquième saison serait la dernière et qu’elle serait tournée à la mi-novembre. Le showrunner et ses interprètes sauront alors sous quel régime leur terrifiante comédie sera diffusée. ■

THOMAS SOTINEL

The Boys, saison 4, série créée par Eric Kripke, d’après les romans graphiques de Garth Ennis et Darick Robertson, avec Karl Urban, Jack Quaid (EU, 2022, 8 × 55 minutes).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 141
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l’ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 140

HORIZONTALEMENT I. Sauve-qui-peut. II. Evian. Dali. III. Me. Rôle. SE. IV. Inattentives. V. Otée. Andro. VI. Lurette. Pr. VII. Ori (roi). Aède. Coi. VIII. Giens. Idéale. IX. Iéna. Clavier. X. Ers. Eléments.

VERTICALEMENT 1. Sémiologie. 2. Aventurier. 3. Ui. Aériens. 4. Vantée. Na. 5. En. Tas. 6. Rente. Cl. 7. Udon. Edile. 8. Ialta. Edam. 9. Pleins. Eve. 10. Ei. Vd. Caïn. 11. Serpolet. 12. Trésoriers.

HORIZONTALEMENT

I. Peut tromper en étant fidèle. II. Arrivé au bout. Roule en restant en bordure. III. Dugong ou lamantin. Chez les Grecs. IV. Sorti. Peuvent déjouer les pièges. V. Ouvre le store. Gâchée par un trop grand arrosage. En piste. VI. Supportées avec grande indulgence. Plaisant à côtoyer. VII. Reliefs en mer. Geste devenu habituel. VIII. Appel à la reprise. Domaine agricole en partage. IX. Venus de Riga. Le supplicié n’a jamais pensé que c’était une grande invention. X. Entreprises de démolition.

VERTICALEMENT

1. Comme l’ascension d’Arturo chez BB. 2. Est-il devenu un adepte des messageries électroniques ? 3. Sans défauts. Met le poids nécessaire. 4. Des mouettes qui se fichent de nous. Titane. 5. Points de la rose. Fait rêver les chercheurs. Possessif. 6. Poussèrent très haut leur adoration. 7. Rejoint la Seine. Fait mouche à moitié. 8. Mit en doute et contredit. 9. Personnel. Bouts d’enclume. Entraîne vers la folie. 10. Eclatements au bout de la provocation. De la ceinture aux genoux en s’asseyant. 11. Cours de Roumanie. Structure d’entreprise. Prépare à l’emploi. 12. Entraînées dans les profondeurs.

SUDOKU

N°24-141

								8
	7	1	2	3				9
9	4	5			1			
	2	7	6		4			
		4						
4	3	6		7			9	1
	1				2			6
					9		3	5

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

6	9	1	8	2	7	3	4	5
8	3	7	5	4	9	6	2	1
2	5	4	1	6	3	8	7	9
7	4	8	6	3	5	1	9	2
9	6	2	7	1	8	4	5	3
5	1	3	2	9	4	7	6	8
3	7	6	9	8	2	5	1	4
1	8	9	4	5	6	2	3	7
4	2	5	3	7	1	9	8	6

Très facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

LE CHAT DU RABBIN,
UN HYMNE À
LA TOLÉRANCE

UN HORS-SÉRIE **Le Monde**
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE
124 PAGES - 10,99 €

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d’un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l’étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d’information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier



IWC, Portugieser Eternal Calendar. IWC



Jaeger-LeCoultre, Master Ultra Thin Perpetual Calendar. JAEGER-LECOULTRE

Quand les montres décrochent la lune

Apparues au XVI^e siècle, les montres à phases de Lune sont parmi les plus complexes à réaliser. De Montblanc à Patek Philippe, les manufactures s'évertuent à allier technicité et inventivité

HORLOGERIE

La Lune, avec sa mythologie et les fantasmes qui lui sont liés, conserve son pouvoir de fascination sur les hommes», affirme Laurence Reibel, conservatrice du Musée du temps, à Besançon. Sur les marées, le sommeil, le comportement des animaux, on prête au satellite de la Terre de nombreuses influences. Mais la première de ses propriétés reste d'indiquer la course du temps. Car, depuis toujours, les hommes regardent vers le ciel pour mesurer les heures qui passent. «Le Soleil et la Lune sont les horloges naturelles de la Terre, et les plus familières aux êtres humains», ajoute Laurence Reibel. A quand remontent les objets mettant en scène la cadence de la Lune? «On date les premières horloges – ou, plus précisément, les premières sphères astronomiques dotées d'un guichet représentant les différents cycles de la Lune – au milieu du XVI^e siècle. A la fin de ce siècle naissent aussi les montres de poche indiquant le mouvement de la Lune sur leur cadran», ajoute l'historienne. Julien Coudray, surnommé «l'Horloger du roi», s'y attelle notamment dès la fin du XVI^e siècle. Pour le commun des mortels, la première montre à phases de Lune a été imaginée par Patek Philippe, en 1925, avec le modèle Perpetual Calendar 97975, qui affiche le satellite selon son cycle dans un guichet placé à la droite du cadran. Des «phases», la Lune en a beaucoup: la lune nouvelle, le premier croissant, le premier quartier, la lune gibbeuse croissante (le terme «gibbeuse» correspond au moment où la surface de la Lune est éclairée de plus que sa moitié, avant et après la pleine lune), la pleine lune, la lune gibbeuse décroissante, le dernier quartier et, enfin, le dernier croissant. Il s'agit de l'une des complications les plus fastidieuses à réaliser, car l'orbite de la Lune autour de la Terre ne suit pas un rythme quotidien. Une lunaison

(un cycle complet d'une nouvelle lune à la suivante) ne dure pas 30 jours, mais 29 jours, 12 heures, 44 minutes et 2,88 secondes. Il faut donc maîtriser tout le système interne de la montre pour s'approcher au plus près de la vérité temporelle. Une prouesse technique qui peut donner des sueurs froides aux ingénieurs horlogers. Pourtant, ces tocantes poétiques continuent d'inspirer les designers et les amateurs d'horlogerie. Patek Philippe, toujours, propose cette année une version de son modèle Quantième Annuel 5396 doté d'un guichet réservé à la Lune. Avec son cadran bleu marine dégradé et ses index en diamants baguette, ce modèle élégant joue la carte du classicisme. Son bracelet en cuir d'alligator est également décliné dans un bleu profond. Pièces intemporelles Le classicisme chic, c'est également le parti pris de Jaeger-LeCoultre, qui a présenté au salon Watches and Wonders de Genève, en avril, la nouvelle Master Ultra Thin Perpetual Calendar. Avec ses 39 millimètres de diamètre et ses 9,2 millimètres d'épaisseur, elle affiche un ciel étoilé dans sa phase de Lune située en haut du cadran, et est disponible avec un boîtier en or rose, un autre en or rose et diamant et un dernier en acier gris. Elle est dotée du calibre automatique Jaeger-LeCoultre 868.

Sur le modèle Marine Torpilleur Moonphase, d'Ulysse Nardin, l'astre est gris, avec une surface texturée, tel qu'on le voit dans le ciel

Chez la maison horlogère suisse IWC, on vise la lune avec le nouveau modèle Portugieser Eternal Calendar. En plus d'afficher dans différents guichets la date précise (y compris le jour de la semaine et l'année), il présente le cycle de la Lune à travers deux ronds mouvants, placés en haut du cadran, qui indiquent les lunaisons pour les hémisphères Nord et Sud. Son boîtier en platine accueille le récent calibre de manufacture IWC 52640, tandis que son bracelet se déploie sur le cuir d'alligator noir du spécialiste italien Santoni. Une Lune représentée par un visage joufflu: telle est la marque de fabrique de Blancpain pour tous les modèles de la maison pourvus de phases de Lune. La nouveauté, baptisée Villeret Quantième Perpétuel, est dotée d'un cadran d'un vert soutenu, inspiré des forêts du Brassus (Suisse). Ce garde-temps indique aussi le jour de la semaine, la date et le mois de l'année. Son boîtier en or rouge et son bracelet en cuir d'alligator brun en font un objet d'une grande élégance. Le modèle Star Legacy Moonphase de Montblanc est également à ranger du côté des pièces intemporelles, avec son boîtier en acier de 42 millimètres et son cadran inspiré du design des montres de poche produites par la manufacture horlogère au tournant du XX^e siècle. A l'intérieur? Un mouvement automatique et une réserve de marche de quarante-deux heures. La lune mouvante y est visible dans une ouverture à 6 heures. La maison Vacheron Constantin propose, elle, une version inédite de la Patrimony phase de Lune et date rétrograde. Lancée en 2004, cette collection s'enrichit en 2024 d'une pièce en or gris de 42,5 millimètres de diamètre, dont le cadran bombé, signature de la collection, se décline dans un coloris argent subtil et accueille une phase de Lune joliment travaillée, avec des nuages. Car la Lune offre de nombreuses possibilités de design. Chez Ulysse Nardin, l'astre est gris, avec une surface texturée, tel qu'on le voit dans le ciel, sur le modèle Marine Torpilleur Moonphase qui s'accompagne d'un beau bracelet en cuir bleu ou brun. Tout aussi distingué, le modèle Carson Premium Moonphase de Tissot, disponible en 32 ou 40 millimètres de diamètre, à la phase de Lune discrète, au design épuré et au bracelet maillon en acier gris, est doté d'un mouvement à quartz et d'un boîtier en acier inoxydable. Chez Mido, la nouvelle Baroncelli Chronograph Moonphase, déclinée dans les tons bleus, affiche un astre aux reflets scintillants sur un ciel étoilé. Autant de modèles pour s'auto-riser à être dans la lune. ■ MAUD GABRIELSON



Longines, Conquest. LONGINES



Louis Vuitton, Tambour Slim Vivienne Heures Sautantes Astronaute. LOUIS VUITTON



Rolex, Oyster Perpetual Day-Date 40. ROLEX

Sur les cadrans, le sacre de la nacre

À CHAQUE SAISON SA TOQUADE. Et le monde des tocantes ne déroge pas à la règle: en 2024, plein feu sur la nacre. Cette matière irisée, qui tapisse l'intérieur de coquilles de mollusques, est en effet l'une des tendances fortes repérées lors du salon horloger Watches and Wonders de Genève (Suisse), en avril. Dans les travées de ce grand palais d'exposition, où la plupart des marques horlogères ont présenté leurs nouveautés de l'année, les cadrans aux reflets nacrés étaient incontournables. Avec leur aspect bijou, ces montres sont principalement destinées aux femmes. Pas étonnant, donc, que les maisons de luxe et de prêt-à-porter se saisissent de la tendance. A commencer par Chanel, qui a présenté une nouvelle version de son modèle phare, la J12, sorti en 2000. Equipée d'un calibre automatique, elle est déclinée dans un boîtier et un bracelet en céramique immaculé, avec un cadran en nacre blanche, serti de douze index diamants taille brillant. D'une grande élégance. L'élégance est aussi le parti pris de Gucci, qui propose deux versions inédites de sa G-Timeless, avec un cadran en nacre blanche ou rose et des index sertis de diamants, dans un boîtier de 29 millimètres. Un parfait exemple de montre bijou. Le modèle D de Dior Etoile des vents, avec son cadran en nacre blanche, est quant à lui orné d'étoiles en or rose et serti de 48 diamants taille brillant. Robuste, il est doté d'un mouvement à quartz, d'un boîtier de 38 millimètres et d'un bracelet en satin noir. Charme délicat Chez Louis Vuitton, qui imagine ses créations horlogères à La Fabrique du temps, sa manufacture de Meyrin (Suisse), c'est dans la collection de haute horlogerie que la nacre se niche cette saison. Notamment sur le modèle Tambour Slim Vivienne Heures sautantes Astronaute. Tout un programme, qui se dévoile sur un décor représentant l'égérie maison, Vivienne, petit personnage dont la silhouette rappelle la fleur du monogramme Vuitton, et qui, cette fois-ci, part à la conquête de l'espace, sur un cadran en nacre bleue et aventurine serti de diamants blancs. Les poids lourds de l'horlogerie ont succombé eux aussi au charme délicat de la nacre. Rolex, notamment, qui propose dans sa gamme phare Day-Date, lancée en 1956, une montre Oyster Perpetual avec un boîtier de 40 millimètres, façonné dans un or gris 18 carats et dont le cadran est drapé d'une nacre perlée. Son irrégularité et ses reflets évoquent avec poésie les nuages. C'est la première fois que ce matériau est utilisé pour ce modèle. Ici, les index sont également dotés de dix diamants taille baguette. Chez Longines, l'heure est à la nacre pour l'été, sur un modèle de la ligne Conquest. Outillée d'un calibre automatique, cette dernière se distingue par son bracelet blanc en caoutchouc, pour une allure sportive, et son cadran en nacre blanche, habillé de diamants sur les index. La lunette est, elle aussi, entièrement sertie de cette pierre précieuse. Les diamants ne sont pas les seuls à bien se marier avec la nacre. Preuve en est l'un des modèles de haute joaillerie Polo Date, de Piaget. Encadré de pierres précieuses – saphirs roses, rubis, spessartites ou encore citrines –, le boîtier de 36 millimètres révèle un cadran en nacre blanche, travaillé dans le motif signature de la marque, le «Decor Palace» créé en 1961 et figurant de petites vagues ornementales. La nacre ne se porte donc plus seulement autour du cou, façon collier de perles, mais aussi, désormais, au poignet. ■ M. GA.

Gilles Richard

« Les Républicains sont voués à devenir un parti croupion »

L'historien explique que le nouveau clivage structurant de la vie politique française oppose la droite nationaliste identitaire à la droite libérale et européenne, un paysage politique où le parti Les Républicains n'a plus sa place

ENTRETIEN

Gilles Richard est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Rennes-II, spécialiste de l'histoire des droites. Elève de René Rémond et de Serge Berstein, il a publié en 2017 une *Histoire des droites en France. De 1815 à nos jours* (Perrin) et est président de la Société française d'histoire politique.

Dans votre livre, vous affirmez que le clivage droite(s)-gauche(s) a progressivement été remplacé par un clivage entre deux familles de droite. De quelles droites parlez-vous ?

Dès 1997, au congrès du Front national (FN) de Strasbourg, le frontiste Bruno Mégrét annonce l'émergence d'un nouveau clivage politique. Désormais, le combat opposera les « mondialistes » aux « nationalistes ». Une idée que Marine Le Pen a largement reprise, préférant l'expression « patriotes ». En 2002, la fracture annoncée se réalise : au second tour de l'élection présidentielle, les Français ont le choix entre un candidat libéral et européeniste, Jacques Chirac, et un candidat nationaliste identitaire, Jean-Marie Le Pen. Même scénario en 2017, puis en 2022, mais, cette fois, le second tour n'est plus une surprise. Le changement est acté, et le clivage droite(s)-gauche(s) a bien été remplacé par une opposition entre deux familles de droite.

Pouvez-vous revenir sur cette recomposition du spectre politique ?

D'évidence, cette recomposition ne s'est pas faite en un jour. La bascule, ce fut la victoire de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974. La famille libérale s'impose pour la première fois, alors qu'elle avait jusqu'à toujours partagé le pouvoir avec d'autres. A partir du septennat giscardien, l'intégration de la nation française dans une Europe supranationale ne cesse d'avancer, centrée autour du marché commun. En parallèle, le mouvement ouvrier s'effondre, face à la désindustrialisation du pays et au chômage de masse. Ses représentantes, les gauches, s'affaiblissent, avec un Parti communiste français (PCF) déclinant et un Parti socialiste (PS) qui renonce progressivement à « changer la vie ». Dès lors, le libéralisme peut prospérer et affaiblir la République sociale, bâtie par à-coups depuis les premiers acquis du Front populaire.

Dans ce double contexte marqué par la forte montée du libéralisme et l'affaiblissement du mouvement ouvrier, le FN, fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen, a pu

pousser son projet nationaliste identitaire. Le parti joue sur une crise de l'identité nationale, marquée par la perte de puissance économique, le déclin de la France dans le monde et l'intégration européenne. Il capte aussi les contestations sociales, promettant des solutions de nature nationaliste : renforcer les frontières, chasser les immigrés, réindustrialiser, plus tard réinstaurer le franc, sortir de l'Union européenne (UE)... Petit à petit, le parti parviendra à récupérer les classes populaires, le cœur de l'électorat des gauches. L'incapacité de la gauche méditerranéenne à incarner une alternative, après le « tournant de la rigueur » de 1983-1984, renforce ce processus. Le FN réalise ainsi sa première percée électorale aux élections européennes de 1984, totalisant 10,95 % des suffrages.

Le clivage droite(s)-gauche(s) a-t-il pour autant disparu ?

Non, bien sûr. Simplement, il est passé au second plan. De 1789 à 1879, la question dominante était celle du régime, puis de 1879 à 1984, ce fut la question sociale, et, depuis les années 1980, il me semble que c'est la question nationale qui s'impose peu à peu comme centrale. Pour autant, il n'est pas exclu que l'union des gauches finisse deuxième, voire en tête des prochaines législatives. Tout cela est évolutif, mais les tendances de fond favorisent le clivage droite-droite précédemment décrit.

Comment l'Union pour un mouvement populaire (UMP), renommée Les Républicains (LR) en 2015, s'est-elle positionnée dans ce champ politique renouvelé ?

Après le coup de tonnerre du 21 avril 2002, avec l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle, les libéraux européens n'ont pas voulu prendre le risque de rester divisés. En quelques jours seulement, Alain Juppé et Jacques Chirac fondent l'UMP en vue des élections législatives. Le parti naît de la fusion du Rassemblement pour la République (RPR), de Démocratie libérale (DL) et d'une grande partie de l'Union pour la démocratie française (UDF). La fusion est facilitée par la crise interne de l'UDF, mouvement d'origine giscardienne, et par la conversion, dès les années 1980, du RPR, d'origine gaulliste, au libéralisme européeniste. L'objectif initial d'Alain Juppé était d'élargir l'UMP à la gauche modérée ou « sociale-libérale ».

L'arrivée de Nicolas Sarkozy à la tête du parti, en 2005, rebat les cartes. En partie inspiré par Charles Pasqua, il reste libéral, mais ajoute une rhétorique identitaire pour capter l'électorat frontiste, tout en refusant catégoriquement une alliance avec le FN. En 2007, la stratégie est gagnante. Le parti gonfle à 350 000 adhérents et Nicolas Sarkozy devient président de la République. Une fois au pouvoir, il crée le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire. C'est symptomatique. Le problème, c'est que cohabitent désormais deux lignes contradictoires au sein d'un même parti.

Historiquement, est-il rare qu'un parti de droite cherche à fusionner des lignes différentes ?

Non, cela a existé par le passé mais ces partis ne durent qu'un temps. Prenez le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) par exemple, fondé en 1948 par Roger Duchet et René Coty, aujourd'hui disparu de la mémoire col-

SI LE PARTI LR SUIV ÉRIC CIOTTI, IL DEVIENDRA UN SATELLITE DU RN, SANS VRAIE AUTONOMIE. S'IL S'ALLIE À LA DROITE MACRONISTE, IL RESTERA UN PARTI MARGINAL



YANN LEGENDRE

lective. Ce fut le premier parti de France au milieu des années 1950 en passe de réaliser l'union des droites. Fondé par des libéraux, il s'est ouvert à des transfuges gaullistes, à des radicaux, à des démocrates-chrétiens, à des nationalistes, à des partisans de l'Algérie française... Jusqu'à inclure Jean-Marie Le Pen, élu député de la Seine sous cette étiquette en 1958. Mais, face à la crise algérienne, les divisions se sont exacerbées et le parti a explosé.

Avant le CNIP, l'ambition unificatrice était déjà présente dans la Fédération républicaine d'Eugène Motte et Jules Méline (créée en 1903), ou dans la Ligue républicaine nationale de Millerand (créée en 1924). Même le Parti social français fondé en 1936 par François de La Rocque, un parti de masse nationaliste qui connut un succès fulgurant avant la guerre, cherche à rassembler. Si le fantasme d'union hante une partie des droites, elle semble difficile à réaliser – il en va de même à gauche. Ma conviction, c'est que les alliances entre plusieurs partis sont possibles et même souvent nécessaires, mais que les fusions en un seul parti ne peuvent être qu'éphémères.

En l'occurrence, la dualité au sein de l'UMP était-elle tenable à long terme ?

C'était intenable. On ne peut pas être à la fois libéral européeniste et nationaliste identitaire. La coexistence des deux lignes a marché un temps, Nicolas Sarkozy étant président de la République. Mais, dès la défaite électorale de 2012, le parti commence à se fissurer. Qu'on se souvienne de l'immense confusion qui a entouré l'élection du président de l'UMP en novembre 2012, Jean-François Copé et François Fillon se déclarant l'un et l'autre vainqueur. Cinq ans plus tard, alors candidat à l'élection présidentielle, François Fillon essaie de faire du Sarkozy renoué. Seule variante, il donne au discours identitaire une connotation catholique traditionnelle, dans un contexte marqué par La Manif pour tous.

L'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, sur une ligne libérale et européeniste, fait voler en éclats l'équilibre de LR. Une partie des Républicains rejoint La République en marche (LRM), et Edouard Philippe, un juppéiste, devient premier ministre. Une autre partie se rapproche du FN, renommé Rassemblement national (RN) en 2018. Thierry Mariani est un exemple, il finit d'ailleurs par adhérer au RN en 2022. De son côté, Eric Ciotti, le président des Républicains *[son exclusion par le bureau politique de LR a été suspendue par la justice vendredi]*, a une proximité certaine avec le parti de Marine Le

Pen, comme l'illustre son appel à l'alliance après l'annonce de dissolution. Et puis, avant même l'élection d'Emmanuel Macron, des maires de petites communes habitués à voter UMP-LR se sont mis à voter pour le FN-RN aux sénatoriales. C'est ainsi que le FN a fait élire ses deux premiers sénateurs en 2014, puis trois en 2023.

Après l'élection d'Emmanuel Macron, LR aurait-il dû éclaircir son positionnement ?

De fait, depuis 2017, LR n'a pas clarifié sa ligne. Si l'on se penche sur les primaires de la droite de 2022, la division est patente entre les partisans d'Eric Ciotti et ceux de Valérie Pécresse, qui pourrait faire une bonne ministre macroniste. C'est elle qui gagne les primaires, mais elle doit incorporer dans sa campagne un discours très sécuritaire et identitaire pour donner des gages à l'autre moitié de son parti. Discours brouillé : elle finit sous la barre des 5 %. Donc oui, le parti aurait dû trancher. En témoigne son long déclin. La dissolution accélère les choses : se pose avec encore plus d'acuité la question du choix d'une ligne. Mais quoi qu'il en soit, les Républicains ne pourront pas redevenir une force dominante. Il est désormais trop tard car ils n'ont plus d'espace politique. Ils sont pris en étau entre les partis de la majorité présidentielle libérale et un RN nationaliste qui s'est banalisé.

Vous n'utilisez jamais les mots « extrême droite » pour parler du RN, pourquoi ?

Je préfère parler de ligne nationaliste identitaire. Le mot « extrême » laisserait penser que la droite est un continuum, des modérés aux extrémistes. Or, les droites sont profondément plurielles. Il y a des droites, de même qu'il y a des gauches, et c'est justement pour cela que l'union est difficile.

D'après vous, Les Républicains sont-ils voués à disparaître ?

Non, mais ils sont voués à devenir un parti croupion, survivant grâce à des alliances comme l'ont fait les radicaux ou le PCF. S'il suit Eric Ciotti, le parti deviendra un satellite du RN, sans vraie autonomie. De même, s'il décide de s'allier à la droite macroniste, il restera un parti satellite relativement marginal. A l'approche des législatives, certains veulent aller seuls au combat. C'est possible, mais LR risque d'en sortir encore plus affaibli, avec seulement quelques victoires dans des circonscriptions à fort ancrage local. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ARIANE FERRAND

Raphaël Llorca

La dissolution, un coup d'Etat psychique

La décision du président de la République a eu pour effet de plonger le champ politique dans une forme de « psychose politique », ouvrant une fenêtre des possibles qui encourage toutes sortes de transgressions, analyse l'essayiste



LA SÉQUENCE A PROVOQUÉ UN ÉTAT DE SIDÉRATION PROCHE DE CELUI OCCASIONNÉ PAR L'ANNONCE DU CONFINEMENT

se place sous le registre de l'urgence. Une urgence temporelle, avec une campagne d'une durée d'à peine vingt jours, et une urgence politique, avec la perspective d'une possible accession de l'extrême droite au pouvoir. Comme le résumait l'ex-député (LFI) de la Somme François Ruffin au micro de France Inter : « *On pensait avoir trois ans pour donner une issue au pays. Finalement, on a trois semaines.* » Beaucoup resteraient cloués au lit pour moins que cela...

Parmi les plus affectés par ce coup d'Etat psychique, on trouve au premier chef les états-majors des différents partis politiques. Rincés par une campagne électorale éprouvante, celle des européennes, les voilà forcés de reprendre immédiatement du service. Aux oubliettes, la perspective de congés estivaux, sans parler de récupérer leurs heures de sommeil perdues : dans les semaines à venir, l'intensité promet d'être démultipliée.

On touche du doigt les effets pervers du rythme décidé par le président, qui n'est pas destiné qu'à conserver un précieux temps d'avance sur les oppositions, comme on l'a souvent lu : de fait, il a aussi pour caractéristique de capitaliser sur l'état d'épuisement psychique de celles et ceux qui doivent, très rapidement, évaluer la situation, prendre des décisions stratégiques et battre campagne sur le terrain. Cet avantage concurrentiel psychique n'est pas sans poser question : n'est-il pas de nature à rompre l'égalité des conditions d'exercice de la démocratie ?

A observer la tectonique des plaques à laquelle nous assistons, on ne peut qu'être frappés de l'incroyable moment

de déstabilisation psychopolitique. Les lignes se sont mises à bouger dans des proportions inédites, et ce, sur l'ensemble de l'échiquier politique. Dans le camp présidentiel, on parle d'un « *moment de clarification* » : lors de sa conférence de presse, le président de la République a même parlé d'une « *épreuve de vérité* ». Suivant son raisonnement, les effets de la dissolution sont salutaires : ils accélèrent une recomposition déjà enclenchée. Au fond, son acte nous ferait gagner du temps, en faisant éclore en quelques jours ce qui aurait laborieusement fini par advenir en quelques années.

Franchir le Rubicon

Rien n'est moins sûr. Tentons une hypothèse alternative : la survenue de ce coup d'Etat psychique n'a-t-elle pas pour conséquence de faire sauter tout un tas de verrous qui, dans des conditions normales de la vie politique, n'auraient pas nécessairement cédé ou, en tout cas, certainement pas de cette manière ? Tout se passe comme si l'acte du président de la République avait psychiquement autorisé la liquidation de

toutes les limites politiques. Grande ouverte, la fenêtre des possibles encourage toutes sortes de transgressions qui seraient, sans elle, restées taboues.

La conséquence, c'est de plonger le champ politique dans ce que l'on pourrait qualifier de psychose politique. Cliniquement, la psychose est décrite comme une perte de sens du réel, une altération grave de la pensée logique. Le ralliement spectaculaire d'Eric Ciotti à Marine Le Pen est certainement la forme la plus emblématique de psychose politique. Ses convergences idéologiques avec le RN étaient connues, mais hors moment extraordinaire, est-on si sûr qu'il aurait fini par franchir le Rubicon ? Et, surtout, de cette manière : doté de ce drôle d'état d'esprit, paranoïaque et assiégé, agissant seul, et promettant un accord de « *plusieurs dizaines de députés LR* » tout bonnement imaginaires ?

Ces derniers jours, dans une forme de déréalisation stupéfiante, beaucoup de décideurs politiques sont devenus des petits barons noirs, planifiant des bougés et imaginant des coups de génie qui changeraient le rapport de force. Contre toute évidence.

L'avènement de cette « *nouvelle économie psychique* », pour reprendre les termes du psychanalyste Charles Melman, auteur de *L'Homme sans gravité* (Denoël, 2002), rebat considérablement les cartes des élections à venir, en attribuant une prime : à l'énergie, face à l'épuisement ; à la lucidité, face à la confusion ; au calme, face à l'agitation. Il reste à savoir qui saura en tirer avantage... ■

Raphaël Llorca est expert associé à la Fondation Jean Jaurès. Il a écrit notamment « La Marque Macron. Désillusions du Neutre » (L'Aube, 2021)

Sandrine de Sena Juger Poutine et Nétanyahou implique nécessairement un procès équitable et contradictoire

Alors que les deux chefs d'Etat ne reconnaissent pas l'autorité de la Cour pénale internationale, la consultante juridique auprès de la CPI analyse les options qui permettraient de sécuriser l'équité du procès et son caractère contradictoire

Le 20 mai, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, déposait auprès de la chambre préliminaire I des requêtes aux fins de délivrance de mandats d'arrêt en lien avec la situation dans l'Etat de Palestine. Nombreux ont d'abord pensé que les mandats d'arrêt avaient été délivrés, avant de comprendre qu'il revient désormais en réalité aux juges d'accéder, en tout ou partie, à la demande de Karim Khan.

La tâche n'est pas simple, et la responsabilité qui repose sur les épaules des juges est lourde. Ces derniers ont maintenant peu de marge de manœuvre pour rejeter la requête du procureur qui l'a rendue publique. Il est en principe rare à ce stade de communiquer sur le simple dépôt de requêtes. Mais il s'agit ici, à l'évidence, d'une situation sans précédent, sur laquelle la Cour est particulièrement attendue, et où l'avenir de la justice pénale internationale se joue plus que jamais.

A supposer que les mandats d'arrêt soient lancés, il faudra alors compter sur la coopération des 124 Etats parties de la CPI pour arrêter les suspects s'ils se trouvaient sur l'un de leurs terri-

toires. Tout reposera donc sur les Etats et leur bon vouloir.

Dans l'hypothèse la plus probable où les suspects ne seraient pas arrêtés (on le voit à la difficulté que la Cour a encore pour appréhender Omar Al-Bachir), comment les juger ? Plusieurs voix s'élèvent et plaident pour le procès par contumace ou *in absentia* [en l'absence de la personne intéressée]. Un collectif de praticiens, porté par Catherine Mabilille, Bruno Cotte et François Roux, propose ainsi de modifier le statut de Rome [nom du traité qui a créé la Cour pénale internationale] pour y inclure la possibilité de juger *in absentia*. Pour les universitaires Julian Fernandez et Serge Sur, l'impossibilité pour la CPI de juger par contumace la condamne au « rôle de spectateur engagé » [dans une tribune publiée dans Le Monde le 4 juin]. Beaucoup finissent par s'accorder sur la nécessité de « faire quelque chose ».

En pratique, la simple évocation d'une modification du statut de Rome a pourtant toujours effrayé la majorité des acteurs de la justice pénale internationale. Modifier le statut ouvrirait « la porte à tout », et surtout la porte de sortie : bon

nombre d'Etats préféreraient se retirer de l'instrument juridique. Ces arguments trouvaient raison lorsque la Cour tombait en désuétude, qu'elle décevait.

Le regain d'intérêt pour la justice pénale internationale et pour la CPI n'a jamais été aussi grand, et les espoirs déçus, ravivés. En admettant que le statut de Rome soit modifié, comment jugerait-on ensuite Vladimir Poutine ou Benyamin Nétanyahou, deux chefs d'Etat qui se sont tous les deux fermement opposés à la Cour et qui ne reconnaissent pas son autorité ? Les juger implique nécessairement un procès équitable et contradictoire. Comment, donc, envisager un tel procès et comment assurer sa légitimité sans la présence et l'adhésion des accusés ?



IL S'AGIT ICI D'UNE SITUATION SUR LAQUELLE LA COUR EST ATTENDUE, ET OÙ L'AVENIR DE LA JUSTICE PÉNALE INTERNATIONALE SE JOUE PLUS QUE JAMAIS

hou, deux chefs d'Etat qui se sont tous les deux fermement opposés à la Cour et qui ne reconnaissent pas son autorité ? Les juger implique nécessairement un procès équitable et contradictoire. Comment, donc, envisager un tel procès et comment assurer sa légitimité sans la présence et l'adhésion des accusés ?

Risque de double discours

En cas de confirmation des charges, faudrait-il nommer un avocat pour représenter les intérêts de Poutine ou de Nétanyahou au procès ? Il apparaîtra difficile pour la CPI de désigner un avocat pour représenter les intérêts d'un accusé qui rejette l'institution. On l'a entendu, dans les discours de Poutine ou de Nétanyahou, chacun se place officiellement en opposition à la Cour et en rejette la légitimité. Dans ces conditions, la nomination d'un avocat pour les représenter s'accompagnerait nécessairement du risque de double discours puisqu'il serait fort probable que l'accusé condamne officiellement dans les médias la position adoptée par son conseil désigné. Comment, alors, sécuriser l'équité du

procès, essentielle à la validation du processus pour les victimes et pour la justice ? Deux options paraissent envisageables.

La première revient à s'aligner sur le droit français et à ne pas nommer d'avocat pour représenter les accusés. Une démarche assumée et acceptée dans les procès de compétence universelle, en France. Le procès permet alors de faire toute la lumière sur les faits, d'entendre les victimes, les experts, les témoins, et de proposer une forme de justice permettant d'envoyer un message fort aux accusés et à ceux-ci d'en envoyer un également. L'absence de la défense leur permet de ne pas valider la procédure et de faire savoir à l'institution judiciaire qu'elle rejette sa vérité.

La seconde est de nommer un avocat qui représenterait les « intérêts généraux de la défense », une mission généralement confiée au bureau de la défense, au stade de l'enquête, pour assurer une forme de contradictoire dans la récolte des preuves sur le terrain, mais aussi pour représenter les intérêts généraux d'un suspect identifié qui n'aurait pas nommé d'avocat,

comme ce fut le cas dans l'affaire Saïf Al-Islam Kadhafi [en 2013].

A l'évidence, on sait que Poutine ou Nétanyahou ne reconnaîtraient sans doute jamais la compétence d'un avocat de la défense désigné par la Cour. Celui-ci ne pourrait alors que représenter des intérêts généraux puisqu'il n'agirait pas pour le compte ou sur mandat de représentation de l'accusé et qu'il ne disposerait pas de la relation client-avocat. Son mandat n'en demeurerait pas moins important, puisqu'il aurait la lourde tâche de devoir néanmoins tester les éléments de preuve présentés en audience, et apporter le contradictoire nécessaire à la légitimité de tout procès. ■

Sandrine de Sena est docteure en droit, chercheuse associée au Centre Thucydide et consultante juridique auprès de la Cour pénale internationale (CPI). Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur uniquement et ne reflètent pas les vues de la CPI

Arthur Nazaret « Avec René Dumont, en 1974, l'écologie entre en politique »

Le journaliste raconte l'acte de baptême de l'écologie politique, la campagne présidentielle de ce lanceur d'alerte souriant, avec son pull rouge et son verre d'eau



LE LIVRE

« Le prophète qui avait raison »

C'est un nom peu connu, mais il a eu une importance fondamentale. Il y a tout juste cinquante ans, en 1974, René Dumont, immortalisé à la télévision avec son pull rouge et un verre d'eau à la main, fut le premier candidat écologiste à une élection présidentielle. Ici, ce n'est pas le score – anecdotique : 1,32 % – qui a poussé Arthur Nazaret, journaliste spécialiste du mouvement écologiste, à raconter sa campagne dans *Le Prophète qui avait raison* (Seuil, « Reporterre », 240 pages, 13,50 euros). Mais plutôt les graines qu'il a semées en à peine un mois et qui, pour la plupart, fleuriront dix ans après pour donner naissance au parti au tournesol. En un peu moins de 250 pages, Arthur Nazaret raconte une campagne totalement foutraque mais aux intuitions géniales. Quand on relit les déclarations de Dumont sur la voiture, la croissance, la pollution ou le nucléaire, on croit entendre les leaders écologistes d'aujourd'hui. Pour autant, ce livre, qui est le prolongement du précédent ouvrage de l'auteur (*Une histoire de l'écologie politique*, La Tengo, 2019), n'est pas un panégyrique. Il souligne aussi les lacunes, les faiblesses et les imperfections d'une famille politique qui n'a pas encore su s'imposer comme une troisième voie.

ENTRETIEN

Arthur Nazaret est journaliste à *Politico*, où il s'occupe des questions d'énergie et de climat. Il est spécialiste du mouvement écologiste.

Pourquoi vous êtes-vous intéressé à la campagne de René Dumont, lors de l'élection présidentielle de 1974 ?

Pour la première fois, un candidat écologiste se présentait à une élection présidentielle. C'est l'acte de baptême de l'écologie politique, l'entrée de ce mouvement, qui n'en est pas encore vraiment un, dans l'arène politique. Cela raconte une campagne mais aussi une époque : celle du surgissement de la thématique écologiste, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, avec la mobilisation autour du parc de la Vanoise, le discours à Chicago de Georges Pompidou sur « la morale de l'environnement », la manifestation antinucléaire de Bugey, la création du ministère de l'environnement dont Robert Poujade est le premier titulaire, le lancement de journaux écologistes...

C'est une période très féconde où se mettent en place les éléments de ce que sera l'écologie politique. Et puis, le personnage de René Dumont est extraordinaire il a alors 70 ans. Cet agronome au parcours hors norme est particulièrement haut en couleur : il n'a pas peur d'aller au feu et annonce l'apocalypse en souriant. Il est à la fois très érudit et très fantasque.

Le récit de campagne montre un mois euphorique, avec un certain succès militant, mais un piètre résultat. La société française n'était pas prête ?

Dumont dit en substance que « la fête est finie », alors qu'on se trouve dans une période de croissance. Son discours n'est pas forcément audible. Menant une campagne atypique, il affirme ne pas être là pour gagner des voix mais pour réveiller les consciences. Il sème pour d'autres qui vont ré-

colter. Il était écouté mais souvent moqué, notamment à gauche. En somme, il arrive un peu trop en avance sur son époque. Il faudra ainsi dix ans avant la création des Verts.

Par ailleurs, c'est un moment où la gauche est unie [François Mitterrand est le candidat des socialistes et des communistes] et pense pouvoir gagner. De ce fait, la démarche de René Dumont n'est pas toujours comprise ; lui-même, d'ailleurs, a peur de gêner François Mitterrand. Enfin, l'électorat sensible à ces questions est pour partie libertaire et ne veut pas participer à ce qu'ils appellent la « mascarade électorale ».

Dumont a un côté amateur, mais il assimile les codes de la politique moderne. Son pull-over rouge, le verre d'eau ont marqué les esprits...

C'est un candidat modeste avec un petit score, mais qui connaît une percée médiatique réelle, notamment en raison du fait que beaucoup de journalistes, y compris de grandes rédactions, lui donnent les codes. Il manifeste un côté théâtral, un souci de la mise en scène, ce qui lui a d'ailleurs été reproché. Il en fait parfois trop.

A la lecture, nous sommes frappés des points communs avec l'écologie politique actuelle. Était-il un précurseur ou ce courant n'a-t-il pas su se renouveler ?

Dumont est un prophète et un héritier. Il popularise des thèmes dans l'air au début des années 1970 : place de la voiture, pollution, refus du patriarcat, critique de la croissance infinie dans un monde fini, nucléaire. Ce dernier thème est le socle du mouvement écologiste et a cimenté ce mouvement disparate. Dumont a, en outre, porté le fer sur le tiers-monde, question un peu délaissée aujourd'hui. Les Verts n'ont pas repris aveuglément tout ce qu'il disait, délaissant la question de la surpopulation, qui était primordiale pour Dumont. En 1974, il n'y a pas de doctrine, Dumont avance en lanceur d'alerte. Depuis cette époque, les Verts ont opéré un mouve-



YANN LEGENDRE

« RENÉ DUMONT ÉTAIT UN PEU TROP EN AVANCE SUR SON ÉPOQUE. IL FAUDRA AINSI DIX ANS AVANT LA CRÉATION DES VERTS, EN 1984 »

ment d'institutionnalisation, avec une revendication du pouvoir et la mise sur pied d'une doctrine plus complexe.

Au mitan des années 1970, le milieu écolo bouillonne : de nombreux intellectuels s'y intéressent, les journalistes sont très présents, des journaux s'en réclament (« Le Sauvage », « La Gueule ouverte »). A l'heure actuelle, c'est l'inverse : l'écologie est sortie de son ghetto politique mais n'a plus autant de relais dans la société civile. Comment l'expliquer ?

Nous avons tout de même, aujourd'hui, Pierre Charbonnier, Andreas Malm, l'héritage de Bruno Latour, Jean-Baptiste Fressoz, et un petit

bouillonnement autour de certaines maisons d'édition, notamment. La campagne de Dumont symbolise les années de printemps, celles où tout semble pouvoir fleurir, c'est encore le prolongement du grand rire libérateur de Mai 68. Le slogan de campagne, « *L'utopie ou la mort* », correspond à cela. Après, ce sera le recroquevillement de la décennie 1980, les « années d'hiver », comme les a appelées le philosophe Félix Guattari.

Dumont est-il une référence chez les écologistes ?

Oui et non. Pour commémorer les 40 ans de la campagne, il y a dix ans, peu de choses ont été organisées. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'ils le redécouvrent. Un événement est prévu en juin à Montargis [où a grandi René Dumont]. De son côté, la Fondation de l'écologie politique numérise des documents. La mémoire est entretenue. Jean-Luc Mélenchon l'a citée, tout comme la députée « insoumise » Aurélie Trouvé, ancienne dirigeante d'Attac, dont Dumont a été cofondateur. Enfin, *L'Utopie ou la mort* a été réédité par le Seuil, en 2020. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ABEL MESTRE

L'Ethiopie, espoir déçu de l'Occident en Afrique de l'Est

ANALYSE

L'étiquette de « lion africain » lui a longtemps collé à la peau. L'Ethiopie était programmée pour devenir le futur géant économique du continent à la faveur d'un développement à la chinoise, fait d'industrialisation centralisée menée tambour battant sous l'impulsion d'un gouvernement autoritaire. Une décennie plus tard, le pays de 120 millions d'habitants – le deuxième le plus peuplé d'Afrique – a manqué ce décollage annoncé.

Les prévisions de croissance, qui s'écrivaient autrefois systématiquement à deux chiffres, laissent entrevoir une irrésistible ascension, font désormais pâle figure en comparaison (6,1 % en 2023, pour une croissance démographique de 2,5 % en 2022). Son modèle économique prometteur s'est progressivement dissous dans de violents conflits – la guerre du Tigré (2020-2022) – et des crises politiques sans fin. Au point de déclasser ce géant qu'est l'Ethiopie aux yeux des investisseurs étrangers et des partenaires occidentaux.

Ironie du sort, c'est lorsque Addis-Abeba se trouvait aux mains du régime marxiste-léniniste du premier ministre Meles Zenawi (1991-2012) que Washington en avait fait son partenaire incontournable dans la Corne de l'Afrique – en raison de son combat contre le terrorisme islamiste en Somalie. Malgré les espoirs suscités par l'arrivée au pouvoir, en 2018, d'Abiy Ahmed, chantre du libéralisme auréolé du prix Nobel de la paix, les alliés occidentaux ont délaissé un pays qui s'est fragmenté au

moment de la guerre du Tigré. Cette guerre civile, l'une des plus violentes du XXI^e siècle, a fait 600 000 morts, estime l'Union africaine, et a occasionné l'équivalent de 28 milliards de dollars (26,2 milliards d'euros) de dégâts. La suite n'est guère plus enviable ; deux guérillas nationalistes paralysent les principales régions (Oromia et Amhara), où les enlèvements deviennent monnaie courante.

« Lutttes intestines »

Si les économistes lui prédisaient un développement similaire à celui du Rwanda, ils assistent désormais au délitement de l'Ethiopie. « *En théorie, la démographie éthiopienne devait lui assurer un avenir industriel prospère*, souligne Macharia Munene, professeur à l'université USIU-Africa, à Nairobi. *Mais les luttes intestines, la rivalité avec le voisin érythréen et la déliquescence de l'administration ont gâché ce potentiel.* »

Le Parti de la prospérité d'Abiy Ahmed n'y a rien changé. Son ambitieux programme de réformes libérales, censé mettre fin aux monopoles d'Etat de cet ancien régime dirigiste, n'a jamais vu le jour. « *L'Etat est même plus présent qu'avant !*, souligne Benedikt Kamski, chercheur à l'Institut Arnold Bergstraesser. *L'idée selon laquelle l'Ethiopie avait un immense potentiel économique repose en partie sur un mythe, celui d'un vaste marché reposant sur une démographie galopante, mais le taux d'urbanisation reste bas et le pouvoir d'achat demeure très faible, et concentré dans la capitale.* »

Imprévisible, l'Ethiopie l'est autant que son dirigeant, Abiy Ahmed, trop vite célébré à

l'étranger alors que cet ancien faucon – chef des renseignements et colonel de l'armée – exerce le pouvoir de manière brutale. Le premier ministre éthiopien a récemment créé un deuxième foyer de tension, en voulant annexer une partie de la côte somalienne pour y installer une base militaire sur la mer Rouge.

Les négociations de paix de la guerre du Tigré ou l'actuelle médiation entre Mogadiscio et Addis-Abeba se tiennent au Kenya voisin, considéré comme un pôle de stabilité en Afrique de l'Est. La visite d'Etat du président kényan, William Ruto, à Washington, en mai, a entériné ce rôle ; Joe Biden a désigné le Kenya comme un « *allié majeur non membre de l'OTAN* », le premier pays d'Afrique subsaharienne à bénéficier de ce statut.

« *Les Etats-Unis espèrent que le Kenya pourra combler le vide de leadership créé par les luttes internes de l'Ethiopie, la disgrâce du président ougandais, Yoweri Museveni, et les tensions entre le Rwanda et la République démocratique du Congo* », écrit Fergus Kell, spécialiste de l'Afrique au sein du cercle de réflexion Chatham House. L'Etat failli en Somalie et la guerre civile au Soudan font de la Corne de l'Afrique une poudrière où Nairobi émerge comme l'unique démocratie libérale.

« *Washington est en perte de vitesse en Afrique et veut montrer qu'il compte encore des alliés sur le continent* », affirme Murithi Mutiga, directeur Afrique de l'International Crisis Group. Les Etats-Unis renforcent leur partenariat avec le Kenya à l'heure où Nairobi consent à diriger la mission internationale en Haïti sur demande américaine, et que le pays s'aligne

sur les résolutions onusiennes soutenant l'Ukraine et Israël. « *Le Kenya voit les Etats-Unis comme un allié pour son propre redressement économique* », continue l'analyste. A Nairobi, le danger du surendettement guette, et William Ruto compte sur cette proximité pour obtenir des mesures d'allègement de sa dette. Il se fait le chantre de la croissance verte, attirant les investisseurs occidentaux grâce à un mix énergétique vert avantageux et une jeunesse parmi les plus qualifiées d'Afrique.

Les deux partenaires doivent signer un accord de libre-échange à la fin de l'année. Parallèlement, des investissements américains dans les infrastructures, l'industrie textile et un centre de données sont en préparation. De plus, Washington pourrait bâtir dans le pays une usine de fabrication de semi-conducteurs, faisant du Kenya un allié stratégique dans la guerre des puces qui l'oppose à la Chine. A titre personnel, devenir le chouchou de l'Occident paraît inespéré pour William Ruto. Il y a dix ans, l'ancien président Barack Obama évitait de croiser la route de celui qui était alors poursuivi pour crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale pour son rôle dans les violences postélectorales de 2007 – il a obtenu un non-lieu en 2016. Une trajectoire opposée au destin d'Abiy Ahmed, passé du rang de favori à celui de paria. ■

NOÉ HOCHET-BODIN
(NAIROBI, CORRESPONDANCE)

AVEC L'ÉTAT FAILLI
EN SOMALIE
ET LA GUERRE
CIVILE AU SOUDAN,
LE KENYA ÉMERGE
COMME L'UNIQUE
DÉMOCRATIE
DE LA CORNE
DE L'AFRIQUE



ÉCONOMIE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE LAUENER

Le protectionnisme ne sera pas suffisant

La déferlante de voitures électriques chinoises a-t-elle des chances d'être endiguée par des barrières douanières? Au terme de neuf mois d'enquête, Bruxelles estime que la Chine enfreint les règles de l'Organisation mondiale du commerce et a donc décidé d'appliquer des «droits compensateurs» sur les importations des véhicules made in China pouvant aller jusqu'à 48 %, contre 10 % actuellement. Cette décision répond davantage à des objectifs politiques qu'économiques. Elle contribuera sans doute à atténuer les critiques sur la prétendue «naïveté» européenne vis-à-vis du libre-échange. Toutefois, l'écart de compétitivité avec la Chine ne se règlera pas grâce à une surenchère de barrières douanières, mais par un rattrapage à marche forcée de son retard industriel et technologique dans ce secteur. Les taxes permettront seulement de gagner un peu de temps alors que l'Europe a déjà pris beaucoup de retard.

Attribuer la fragilité de l'industrie automobile européenne face à ses rivaux chinois à des pratiques déloyales de subventions publiques est rassurant mais un peu court. Le mal est beaucoup plus profond. La situation est inédite : depuis l'invention de l'automobile, il y a plus d'un siècle, l'Europe n'est plus à la pointe de l'innovation. Dès le début des années 2000, la Chine a fait le pari de l'électrique. Sur le Vieux Continent, les constructeurs ont attendu le scandale du «dieselgate» pour enfin se lancer dans cette transition.

Au-delà de ce retard à l'allumage, les Européens payent aujourd'hui leurs erreurs stratégiques. Alors que les Chinois attaquaient le marché de l'électrique en se concentrant sur des modèles abordables pour le plus grand nombre, les constructeurs du Vieux Continent ont ciblé le haut de gamme. Sur ce segment, les marges sont élevées, mais les volumes de ventes sont faibles. Résultat : les marques de l'empire du Milieu ont accumulé plus tôt de l'expérience pour réduire leurs coûts, tout en bénéficiant d'économies d'échelle beaucoup plus importantes, un facteur déterminant dans cette industrie. Si les Européens avaient joué la massification dès le départ, les deux marchés seraient aujourd'hui équivalents en taille et ils se battraient avec les mêmes armes. Difficile de reprocher aux Chinois leurs choix pertinents.

Aujourd'hui, le réveil est douloureux. Les premiers modèles européens à moins de 20 000 euros commencent tout juste à être commercialisés. Leur essor prendra du temps. De ce point de vue, les taxes sur les véhicules chinois importés sont les bienvenues. Mais il est légitime de se demander si le rôle de la Commission européenne est de corriger les erreurs de stratégie des constructeurs. Par ailleurs, les marques chinoises disposent de marges considérables pour contrer les taxes européennes : les véhicules actuellement exportés en Europe sont vendus deux fois moins chers en Chine. L'adaptation se fera en rognant sur leurs marges.

CERTAINES PRATIQUES CHINOISES PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME DÉLOYALES, MAIS LA RÉALITÉ EST PLUS CRUELLE

AUGMENTER LES DROITS DE DOUANE SUR LES VOITURES ÉLECTRIQUES CHINOISES N'EXEMPTERA PAS LES EUROPÉENS D'EFFORTS

Récemment, la situation n'a fait qu'empirer. «*Depuis le Covid-19, entre l'inflation salariale et l'augmentation des coûts énergétiques, l'Europe a encore perdu 20 % à 25 % de compétitivité*», explique au Monde le patron d'un grand équipementier automobile. *Ce n'est pas en ralentissant l'électrification du secteur avec des taxes que l'Europe va combler ses lacunes.* Ceux qui réclament de repousser les échéances pour le passage à l'électrique, voire que l'Union européenne y renonce, se trompent de combat. Un tel choix ne ferait qu'accentuer l'avance chinoise dans une technologie devenue incontournable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, dont l'automobile est l'un des grands émetteurs.

Guérilla réglementaire

L'avantage chinois est déjà considérable. Les marques locales sont capables de développer un véhicule en dix-huit mois là où les Européens mettent près du double, permettant de s'adapter en permanence à un marché très volatil dans lequel les clients sont friands d'innovations technologiques. Leur efficacité est basée sur une standardisation maximale des composants invisibles pour le client, qui sont «sur étagère», c'est-à-dire déjà développés et prêts à être mis en production. En revanche, l'innovation se concentre sur les éléments visibles par les acheteurs : connectivité ou design du véhicule. «*Les subventions à l'investissement peuvent jouer un rôle, mais cela ne peut pas expliquer l'écart de compétitivité et, dans la R&D* [recherche et développement], *les Chinois sont très bons et n'ont pas besoin d'aides publiques*», estime Patrick Péлата, président de l'Académie des technologies et fondateur de Meta Strategy Consulting.

Certaines pratiques chinoises peuvent être considérées comme déloyales, mais la réalité est plus cruelle. L'Europe se retrouve dans une situation symétriquement inversée de celle de la Chine il y a vingt ans, quand le moteur thermique dominait. Les Chinois ont attiré les investissements étrangers, appris des meilleures pratiques de leurs concurrents, noué des partenariats, tout en menant une guérilla réglementaire pour endiguer la domination des Occidentaux avant que la rupture technologique qu'a constituée la voiture électrique leur permette de s'affranchir de leur dépendance.

Les constructeurs français ont compris l'insuffisance des lignes Maginot et la nécessité d'adopter une stratégie plus proactive. Stellantis s'est associé au chinois Leapmotor. Grâce à lui, il lancera dès septembre deux véhicules électriques à un prix qu'il était incapable de proposer lui-même. Parallèlement, Renault envisage de confier la R&D de sa future Twingo électrique à un groupe chinois, seule solution pour la viabilité du projet. Politiquement, il est plus vendeur de créer des barrières douanières, mais, sur le plan industriel, l'efficacité est ailleurs. C'est en surfant sur la vague chinoise que les Européens la maîtriseront, pas en tentant de l'arrêter. ■

DIPLOMATIE : UN G7 AFFAIBLI

ÉDITORIAL

Dans le cadre généralement enchanteur retenu par la puissance invitante, la «photo de famille» du G7 a longtemps symbolisé l'image de force tranquille que le camp occidental souhaite donner de lui-même. Le sommet qui s'est achevé dans les Pouilles le 14 juin n'y a pas dérogé. Mais l'étiquette ne fait plus guère illusion. Plus d'un demi-siècle après sa création, ce club rassemblant à l'époque les puissances les plus industrialisées ne correspond plus depuis belle lurette aux rapports de force mondiaux. Les pays révisionnistes comme la Russie et la Chine contestent l'ordre international qu'il incarne, et il est également défié par des associations alternatives de ce qui est désigné, faute de mieux, comme le «Sud global».

Cette désuétude a été soulignée en Italie par les déboires auxquels font face de nom-

breux chefs d'Etat ou de gouvernement, au point que la «photo de famille» a eu des alures de concours d'éclopés politiques. Les électeurs britanniques devraient signifier son congé au premier ministre, Rishi Sunak, le 4 juillet. Trois jours plus tard, le président français, Emmanuel Macron, déjà sonné par les résultats des élections européennes du 9 juin, désastreux pour son camp, pourrait essuyer un nouveau désaveu lors du second tour de législatives précipitées par sa décision brutale de dissoudre l'Assemblée nationale.

Son homologue aux Etats-Unis, Joe Biden, va également affronter le sort incertain des urnes en novembre, lesté par une popularité médiocre. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, est sorti lui aussi considérablement affaibli des élections européennes, tout comme la coalition incommode qu'il dirige. Après neuf années au poste de premier ministre, le Canadien Justin Trudeau est également gagné par l'usure du pouvoir, tout comme son homologue Fumio Kishida, aux commandes du Japon depuis pourtant moins de trois ans.

De fait, la seule personne rayonnante au G7 a été Giorgia Meloni, confortée par le scrutin européen, et ouvertement courtisée par la présidente sortante de la Commission européenne, Ursula von der Leyen,

qui prétend à sa succession. Dans les Pouilles, la présidente du conseil des ministres italien était pourtant la seule représentante du courant politique composé de conservateurs eurosceptiques, d'europhobes et de formations d'extrême droite, qui vient d'effectuer une poussée significative lors des européennes du 9 juin.

Giorgia Meloni a fait en sorte que le G7 prenne en compte sa vision des questions migratoires et elle a enregistré un succès symbolique, sur le front de la bataille culturelle, en obtenant la suppression dans le communiqué final de la référence à «*l'accès à un avortement sûr et légal*» inscrit lors du sommet précédent, au Japon.

Habile, la présidente du conseil a donné des gages depuis son arrivée au pouvoir, il y a moins de deux ans, en ménageant une Union européenne dont son pays ne pourrait guère se passer. Elle a également respecté la continuité sur l'attachement à l'OTAN et sur l'Ukraine. Le soutien à Kiev a été réaffirmé en Italie avec l'annonce d'un prêt de 47 milliards d'euros, garanti par des avoirs russes gelés qui se trouvent principalement en Europe. Qu'advierait-il de ce soutien unanime, et du G7 lui-même composé de pays qu'il tient en piètre estime, si Donald Trump parvenait à faire son retour à la Maison Blanche à l'issue de l'élection du 5 novembre? ■



Ils arrivent.... A l'aube du 6 juin 1944, les troupes anglo-américaines débarquent sur les plages de Normandie pour ouvrir un second front face à l'armée nazie. Les Alliés, soutenus par la Résistance, vont libérer la France et lui permettre de retrouver son honneur après l'infamie du régime de Vichy. Le général de Gaulle sortira en grand vainqueur de cette année décisive.

1944

Un hors-série du «Monde»
100 pages - 11,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique